

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

La Restriction au Droit de Grève en Angleterre

THÈSE

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 12 Mars 1929, à 2 heures

PAR

CHAMS-ELDINE TARRAF

Présidents : M. OUALID, Professeur.

Suffrageants : M. MAUNIER, Professeur.

M. ROUAST, Professeur

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

Société anonyme

22, Rue Soufflot

PARIS (V^e)

—
1929

LA RESTRICTION AU DROIT
DE GRÈVE EN ANGLETERRE

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

La Restriction au Droit de Grève en Angleterre

THÈSE

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 12 Mars 1929, à 2 heures

PAR

CHAMS-ELDINE TARRAF

Présidents : M. OUALID, Professeur.

Suffrageants : M. MAUNIER, Professeur.

M. ROUAST, Professeur

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

Société anonyme

22, Rue Soufflot

PARIS (V^e)

1929

**La Faculté n'entend donner ni approbation,
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme
propres à leurs auteurs.**



INTRODUCTION

Les conflits sociaux sont inévitables dans l'état actuel de la Société. — Le rôle de l'Etat dans ces conflits. — L'extension du mouvement des grèves après la guerre mondiale. — La réaction que l'agitation ouvrière a provoquée dans certains pays. — En Italie. — La loi syndicale italienne prohibitive des coalitions et des grèves. — L'effet des restrictions aux libertés ouvrières sur le bien-être des travailleurs. — L'état des travailleurs dans certaines colonies. — Aux Indes. — Le développement du capitalisme exige de plus en plus des mesures restrictives des libertés syndicales. — L'exemple de l'Amérique. — La réaction contre le droit de grève en Angleterre. — Première conclusion.

*
* *

Les conflits sociaux, tous les jours plus nombreux et plus aigus, préoccupent à juste titre les esprits clairvoyants qui se rendent compte des perturbations engendrées par les grèves, du mal causé par elles tant aux ouvriers qu'aux patrons. Ces conflits sont-ils inévitables ? Faut-il se résigner à voir cet état de lutte envelopper toute la vie en société et se

retrancher derrière les fameuses fatalités économiques et les lois naturelles ? (1).

Certes l'histoire de la Société (2), comme le dit K. Marx, n'est qu'une histoire de lutte entre classes, mais il n'en est pas moins nécessaire de trouver une solution à ce problème social qui fait des hommes des loups qui s'entre-tuent. « La Révolution avait cru supprimer les classes, écrivait J. Reinach dans le *Matin* du 19 Avril 1895 (3), elles renaissent sous chacun de nos pas, mais il ne faut pas s'y résigner, il faut les combattre ».

Nous n'avons pas la prétention de fournir ici une solution de la question sociale. Jusqu'à nos jours les efforts faits dans ce sens sont restés vains. Le débat semble d'ailleurs épuisé. Il ne reste plus que deux forces antagonistes, qui s'entrechoquent et qui ne poléminent plus sur la possibilité ou l'impossibilité de changer le régime de la société actuelle (4).

M. Deschamps nous apprend dans son cours que l'ère

(1) Carlyle avait dénoncé avec force cette résignation philosophique : « L'économie politique jette sa sonde philosophico-économico-politique dans l'Océan de la souffrance humaine, et nous ayant appris combien le gouffre en est profond et infini, elle nous offre pour toute consolation l'assurance que l'homme ne peut rien y faire, si ce n'est de s'asseoir et de considérer curieusement le temps qu'il fait et les lois naturelles, et cela dit, sans toutefois aller jusqu'à nous recommander le suicide, elle prend tranquillement congé de nous ». (Cité par M. W. Oualid dans son cours de Législation industrielle 1926-27).

(2) Cf. Manifeste du Parti communiste, Londres 1847.

(3) Cité par G. Sorel dans *Réflexions sur la violence*, p. 69.

(4) « La difficulté pour l'ouvrier d'usine, pour l'ouvrier mineur, de sortir de sa situation le convainc peu à peu, qu'il constitue au sein de la société une classe spéciale. L'esprit de classe naît et se développe chez lui, si bien qu'à l'entité capitale, représentée souvent par le patronat anonyme, s'oppose l'entité travail, en lutte violente, en antagonisme brutal, marqué souvent par des grèves et des conflits sociaux ». (M. W. Oualid, cours de 1926-1927)

des conceptions socialistes doctrinales semble close, que les discussions ne portent plus que sur la tactique à suivre pour renverser ou changer la société présente sans détermination bien précise.(1)

Le travailleur moderne, et nous entendons par là le travailleur qui a pris conscience de sa force, de sa situation dans la société, a acquis la conviction qu'il devait s'émanciper lui-même, et pouvait seul s'émanciper. Il n'écoute plus ni les théoriciens du socialisme, ni les « fabricants » de paix sociale. Il proclame hautement qu'il ne veut plus du régime actuel, qu'il veut supprimer le salariat, faire disparaître le prolétariat. Voilà le cri de chaque jour : voilà la forme concrète des revendications ouvrières. Nous croyons même que les questions de tactique préoccupent de moins en moins les dirigeants du mouvement ouvrier. Il y a déjà longtemps que les deux camps, ouvriers et capitalistes, ont acquis la conviction qu'entre eux, selon le mot d'un homme d'Etat français, c'est une question de force.

Les grèves et les lock-outs sont-ils donc autre chose que l'usage de la force collective pour vaincre l'adversaire, pour le forcer à accepter ce qu'il a déjà refusé ? (2):

*
* *

(1) « Histoire des doctrines économiques », 1926-27.

(2) Les économistes entendent par « grève » un acte de violence, un fait de guerre, un combat livré par la force ouvrière à l'intransigeance patronale afin de l'amener à faire des modifications aux dures conditions du contrat de travail. (Voir Gide, cité par V. Cristesco : « Fondement juridique du droit de grève », Thèse, 1921, p. 10.

Il est presque puéril de le contester.

L'Etat doit jouer un rôle important dans ces conflits. Son intervention s'impose. Cependant il est à remarquer que les gouvernements se trouvent assez souvent dans l'embarras quand ils croient devoir intervenir pour substituer à la force entre ces entités d'intérêts opposés autre chose moins brutale et moins tranchante. Faut-il établir l'arbitrage obligatoire ou facultatif ? Faut-il créer des organismes de conciliation ou de persuasion pacifique ? Doit-on interdire les grèves et les considérer comme des moyens illicites et contraires à l'ordre publique ? Ou bien doit-on se contenter de soumettre le droit de grève à des conditions restrictives pour en supprimer les abus ? C'est aux pouvoirs publics que ces questions se posent. Or, il faut reconnaître que, jusqu'à présent, l'intervention de l'Etat dans les conflits sociaux a été quelque peu décevante. La plupart des gouvernements se bornent à garder une soi-disante neutralité vis-à-vis des parties en conflits, et quand ils se décident à intervenir ils manquent d'une base, d'un principe directeur pour les résoudre. Si l'Etat, selon le mot de M. G. Hanotaux, (1) a pour fonction essentielle de maintenir la limite entre les impatiences particulières et la stabilité générale, s'il est avant tout un ministre d'équilibre et en même temps agent de protection ; si sa tâche n'est pas accomplie quand

(1) La démocratie et le travail, p. 23.

il a obtenu le silence et la paix, parce qu'il y a toujours un membre du corps social qui souffre et qui implore ; si enfin le rôle de l'Etat est de mettre fin aux injustices, à la misère, on ne comprend pas comment les représentants de l'Etat puissent se dérober à leur mission en se retranchant derrière une soit-disante neutralité dans les conflits sociaux. On ne comprend pas non plus leur intervention sans base et analogue à celle d'un arbitre qui propose un compromis que les parties sont libres d'accepter ou de refuser. L'Etat est une autorité suprême. Il représente la volonté du peuple ou il ne la représente pas. Dans le premier cas son devoir est d'imposer la paix au nom de la volonté générale en faisant disparaître radicalement les germes des conflits. Si au contraire l'Etat ne représente réellement que l'intérêt d'une classe, s'il n'est qu'un comité administratif des affaires bourgeoises, comme le soutient K. Marx, (1) on conçoit encore mal les tergiversations des gouvernements devant les conflits sociaux. Nous estimons que la démagogie des hommes d'Etat en matière sociale peut être plus funeste aux intérêts de la nation qu'une politique franche d'hostilité de classe.

On pourrait développer plus longuement encore cette question de politique sociale, mais nous risquons de faire éclater le cadre de notre sujet dès le commencement. Nous voulons simplement en arriver à ce fait que certains Etats.

(1) « Manifeste communiste ».

frappés par l'extension et l'aggravation des conflits sociaux après la guerre mondiale, et notamment par l'éclosion des grèves violentes, de caractère général et politique, commençant à réagir avec plus d'énergie que dans le passé contre l'activité de la classe ouvrière. Seulement, ces gouvernements n'ont vu ou n'ont voulu voir que l'aspect extérieur du problème. On se garde bien d'aller au fond des choses, de chercher à éliminer les véritables causes des crises sociales. On voudrait obtenir le silence et la paix à tout prix, « assurer l'ordre », comme on le proclame souvent. Alors la solution du problème se ramène pour eux à une opération de police. Interdire les grèves et les lok-outs, supprimer les libertés syndicales, mettre les syndicats sous le contrôle étroit des pouvoirs publics, voilà comment certains gouvernements envisagent la solution de la question sociale. Cet état d'esprit s'est déjà manifesté dans les pays vivant sous des régimes de dictature.

La réforme syndicale italienne est inspirée par cette idée. S'emparer des organisations syndicales pour les assujettir à la volonté du gouvernement, voilà le but de la réforme. Voyons celà de plus près :

De par la loi, il y aura des associations syndicales légalement reconnues et pourvues d'une personnalité juridique, et des associations syndicales tolérées. En fait la vie a été rendue tout à fait impossible à ces dernières. Elles n'existent donc pas. Des associations syndicales légales pourront être établies pour chaque catégorie d'employeurs, d'ouvriers,

d'artisans, de professionnels, mais chaque association ne pourra comprendre que des employeurs, ou des travailleurs. Les associations de la même espèce et de la même catégorie pourront former des fédérations lesquelles pourront former des confédérations. Il pourra y avoir une liaison entre fédérations nationales des deux espèces et de la même catégorie, mais les organes de cette liaison ne seront pas pourvus de personnalité juridique et fonctionneront seulement comme des organes administratifs de l'Etat. Pour qu'une association (communale, d'arrondissement, départementale, régionale, ou nationale) puisse être reconnue, elle devra comprendre au moins 1/10^e des travailleurs de la catégorie qui résident dans la circonscription — s'il s'agit d'employeurs — elle devra réunir au moins ceux qui donnent à travailler à 1/10^e des travailleurs embauchés dans les entreprises de la catégorie existant dans la circonscription.

Dès que l'association sera reconnue, elle représentera tous les « ressortissants » de la catégorie et de l'espèce résidant dans la circonscription, même s'ils ne sont pas inscrits ; elle aura le droit de percevoir des contributions de tous ceux qu'elle représente (inscrits ou non inscrits) ; seuls les contrats de travail qu'elle conclut seront valables, et ces contrats feront état tout aussi bien pour les inscrits que pour les non inscrits de la catégorie. Enfin, lorsque des organes de liaisons (corporatifs) seront établis entre les associations des deux espèces, ils pourront être chargés d'établir des « règles générales relatives aux conditions de travail », lesquelles

les auront la valeur d'un contrat collectif et feront loi (sauf dérogation contractuelle) vis à vis de tout employeur et de tout ouvrier de la catégorie. Le patrimoine de chaque association garantit l'accomplissement de ses obligations contractuelles et par conséquent de son respect des règles générales fixées par les organes « corporatifs ».

Tout différend, qu'il soit relatif à l'exécution des règles et contrats en vigueur, ou qu'il se produise à l'occasion d'une demande « de nouvelles conditions de travail sera jugé par la cour d'appel siégeant comme « Magistrats de travail » et se composant de trois conseillers de cour d'appel et de deux « experts ». Les experts seront choisis sur une liste dressée par le président de la cour, sur les propositions qui lui seront soumises par certains conseils administratifs économiques de chaque province. Ces conseils (dans lesquels les travailleurs sont bien loin d'avoir la majorité) proposeront, comme experts des citoyens appartenant aux différentes catégories d'entreprises, et qui soient pourvus d'un titre universitaire ou d'un titre équivalent. Ce qui fait que 100 % des experts seront choisis parmi les employeurs, leurs avocats, leurs comptables, et leurs ingénieurs !

Le recours au « Magistrat du travail », lorsqu'il a trait aux rapports collectifs, ne peut être exercé que par l'association intéressée d'une espèce, contre l'association de l'autre espèce, de la même catégorie. Exceptionnellement, c'est le parquet qui peut instaurer le jugement. Si l'association défenderesse n'est pas encore constituée, un curateur ad litem

sera nommé pour plaider en son lieu. Les fédérations pourront toujours intervenir dans le jugement. Il n'y aura pas d'appel sur le fond. Le recours à la cour de cassation sera admis. Il pourra y avoir révision s'il se produit « un changement remarquable dans l'état de fait ».

Et comme couronnement du système, le lock-out et la grève seront interdits. Lock-outistes et grévistes seront frappés d'une amende ; mais les promoteurs et organisateurs du crime (il n'y en aura jamais pour les lock-outs et on en trouvera toujours en cas de grève) seront frappés en plus, d'une peine d'un an au moins de prison !

Enfin l'art. 22 de la loi frappe d'une peine d'emprisonnement d'un mois à un an, quiconque se refusera à suivre les décisions des magistrats du travail. La prison frappera le refus individuel, sans aucune entente avec qui que ce soit. Le refus des dirigeants des associations et la grève qui s'ajouterait au refus sont prévus et frappés par d'autres dispositions encore plus graves. Le simple refus individuel de travailler aux conditions fixées par les magistrats du travail c'est la prison... avec en plus des dommages intérêts (1).

A notre avis, cette législation nouvelle semble être une législation de classe. Cette idée de syndicalisation obligatoire est franchement contraire aux intérêts de la classe ouvrière. « L'Etat juge, écrit le député Modigliani (2), tel qu'il se mon-

(1) Cf. « La Loi syndicale fasciste », par J. E. Modigliani, député italien. Paris, 1927.

(2) Modigliani, op. cité, p. 8.

« tre dans la loi syndicale italienne ne pourrait être plus
« franchement partisan de la classe capitaliste. La loi ne
« confie pas à la magistrature du travail, choisie de façon
« à ne représenter que les intérêts d'une des parties, la
« décision sur une controverse née de l'exécution d'un accord
« connu, mais elle charge ce tribunal de créer des accords
« et des rapports visant le travail, la peine, la vie des hommes, alors que nulle loi fasciste n'a osé en faire autant
« vis-à-vis de la propriété des hommes de l'autre espèce ! »

En effet, l'incrimination de la grève en régime de salariat prive le travailleur de la seule garantie réelle de son droit inaliénable de vendre seulement aux conditions acceptées par lui sa propre force de travail — c'est-à-dire la seule garantie de vivre en homme libre et non en esclave. Dans l'état actuel de la société le règlement des grèves ne peut devenir l'objet d'une contrainte légale, sans faire de l'ouvrier une sorte d'esclave possédé par le capitaliste. C'est déjà là une solution du problème social envisagé par Hery Clay, champion de l'esclavage américain (1).

Certes nous sommes déjà loin des temps où le salaire des ouvriers consistait fréquemment dans leur simple nourriture. Mais à notre degré de civilisation, le même procédé de rémunération est employé par certains peuples, par exem-

(1) On lui attribue cette formule : « La vraie solution du conflit de toutes les époques entre le travail et le capital, c'est que le capital possède le travailleur blanc ou noir ». (Histoire du trade-unionisme). B. et S. Webb, page 171.

ple les Anglais à l'égard des Indiens employés dans les travaux les plus pénibles ou enrolés dans l'équipage des navires marchands (1).

Dans un rapport très récent fait sur les conditions de travail aux Indes par une délégation du Congrès des trades Union envoyée dans ces pays pour y procéder à des investigations, (l'hiver de 1928), on trouve des détails qui démontrent l'état de servitude dans lequel les travailleurs indiens se trouvent. Environ 60 % des travailleurs reçoivent un salaire qui ne dépasse pas 14 deniers par jour pour l'homme, et 7 deniers pour la femme. Dans certains cas la femme n'est payée que 3 deniers $\frac{1}{2}$ par journée de travail (soit 2 francs au cours actuel du change). Un système oppressif d'amendes et déductions fait ravage avec ces misérables pitances. Dans certaines fabriques de textile le salaire de deux journées de travail est enlevé à l'ouvrier pour un jour d'absence, et dans certains districts des avances contre les salaires « gagnés » (earned wages) sont accordées et rendues recouvrables sur le salaire quotidien avec un intérêt dont le taux atteint parfois 150 %.

Dans les plantations de thé, les délégués trouvèrent qu'un grand nombre de « recrues » pour la plupart primitives et illétrées sont attirées de leurs villages, situés à des centaines de milles au loin, par la croyance que dans les jardins de

(1) V. M. Deffrennes : « La coalition ouvrière et le droit de grève ». These, Paris, 1903.

thé la lutte pour la vie serait moins âpre qu'ailleurs. Ces travailleurs « recrues » sont, pendant la durée de leur travail pratiquement des esclaves, gardés par des mesures d'oppression. « Rien n'est fait, dit le rapport, pour le bien-être social de ces hommes, ni pour l'instruction de leurs enfants, 16 shillings par mois sont considérés comme un bon salaire pour un homme, alors que les femmes reçoivent 11 shillings, et les enfants 7 shillings par mois. Il n'est donc pas étonnant que dans son rapport de 1927 le secrétaire en chef du Gouvernement d'Assam évoqua l'aspect inquiétant d'une véritable épidémie de grèves ».

Dans les autres occupations les délégués trouvèrent la même histoire des salaires de famine, de longues journées de travail impayé, de mauvaises conditions de travail en général. Ainsi on paye les dockers la bagatelle d'un shilling pour une journée de 10 heures de travail ! Et comme un rayon de délivrance dans ce sombre tableau, il est relaté que dans un port indien grâce à une forte organisation des travailleurs, les salaires s'élevèrent à 2 shillings 7 $\frac{1}{2}$ d. par journée de 9 heures (1).

Un autre tableau plus sombre encore et plus pathétique est tracé par M. G. Lefevre dans son intéressant reportage relatif aux travailleurs dans les colonies : « L'indigène, écrit-il, a contracté en s'engageant à travailler une sorte de

(1) The sixtieth annual Trades Union Congress, Swansea, 1928, V. Report pages 254-257.

« dette envers son patron, dette dont il ne peut s'acquitter que
« par son travail, puisqu'il ne possède rien. Tout abandon
« du travail est une rupture de contrat, c'est une désertion.
« C'est un délit. Le droit de grève du coolie sur une planta-
« tion est donc inadmissible ». S'il faut en croire M. Lefevre
les coolies acceptent de bon cœur cette obligation despoti-
que, cette espèce d'esclavage à terme. « Ils ne se plaignent
« ni de l'insuffisance du salaire ni de la dureté de la tâche,
« ni de la rigueur de la discipline. Ils admettent cet état,
« ils le jugent naturel... »

Ici il nous peint les coolies attendant la paye :

« Assis sur leurs talons, dit-il, immobiles mais tendus
« comme des cigales, ils paraissent opposer à leur âpre
« destin une enfantine et passive indifférence. Sous le serre-
« tête de toile, le visage des hommes, coupé d'une moustache
« maigre et dure, accepte la double formule de la vie :
« travail et pauvreté ... »

« A l'appel d'un nom une tête nouvelle apparaît dans le
« cadre du guichet. Une tête et deux mains. Ce sont les
« mains qui expriment quelque chose. Elles sont avides.
« Elles ont faim. Elles grattent des ongles dans la cuvette
« pour crocher bien vite deux ou trois billets d'un dollar et
« la menue monnaie. Puis elles disparaissent et font place
« à d'autres (1) ».

(1) V. le journal « Le Populaire » du 7 Juin 1927.

Nous croyons qu'il y a dans l'attitude de ces hommes autre chose que la résignation ou l'indifférence.

Si nous insistons sur ces faits, c'est parce qu'ils prouvent que le bien être des travailleurs dans l'état actuel de la société, se mesure sur la somme des libertés qu'ils ont obtenu. La misère sévit là où la liberté leur est enlevée — liberté de travailler, liberté de ne pas travailler. Enlever aux travailleurs le droit d'être les seuls juges de leurs personnes physiques et morales, à savoir le droit de refuser le travail, c'est faire renaître l'esclavage dans le monde. Alors, que signifie ce changement d'attitude à l'égard des libertés ouvrières dans certains pays civilisés ?

Le développement du capitalisme a-t-il rendu impossible la continuation des vieilles méthodes du libéralisme ? L'affirmation nous semble malheureusement exacte. En effet, aussi longtemps que le capitalisme était limité à de petites ou moyennes entreprises appartenant à un certain nombre d'employeurs, la fiction de liberté pouvait être maintenue (1). Le travailleur avait la liberté de choisir entre tel ou tel employeur et organiser des coalitions pour mieux marchander sa force-travail. La seule condition limitative de cette liberté était la nécessité pour lui de choisir un employeur. Il n'était pas libre d'échapper à l'entreprise capitaliste sous peine de se voir privé de son gagne-pain. Karl

(1) V. en ce sens article de R. P. D. dans « The Labour Monthly » de mai, 1927, p. 264 et suivantes.

Marx développe ce point en ces termes : « Le travailleur
« peut quitter le capitaliste, à qui il est loué, aussi souvent
« qu'il le veut ; d'autre part, le capitaliste peut le remercier
« aussi souvent qu'il le croit désirable. Mais le travailleur,
« dont la seule source de revenu consiste dans la vente de
« sa force-travail, ne peut quitter toute la classe des ache-
« teurs, c'est-à-dire la classe capitaliste, sous peine de se
« priver de l'existence. Il appartient, non pas à tel ou tel
« capitaliste, mais à la classe capitaliste ». C'est la descrip-
tion de la période libérale (1).

Mais quand le capitalisme prend des développements tendant au monopole des entreprises sous la direction et le contrôle de l'Etat, comme nous le voyons à présent, la position est différente. On peut dire qu'il y a actuellement un seul « trust » pour embaucher le travailleur. Donc l'ancienne liberté nominale disparaît automatiquement en pratique. Puisqu'il n'y a pratiquement qu'un seul trust pour fournir du travail, la liberté du travailleur n'existe plus. Il doit obéir ou se discipliner. Ainsi tout le mouvement moderne de monopolisation capitaliste se dirige irrésistiblement vers les régimes de dictatures, de suppression des libertés ouvrières, des lois exceptionnelles, ou enfin des pouvoirs extraordinaires.

C'est maintenant une question d'intérêt public. Il est de

(1) K. Marx « Libéral Wage Slavery », écrit en 1849, cité dans « The Labour Monthly », de mai 1927, p. 264.

l'intérêt public que les services essentiels à la vie des nations doivent être maintenus ; et puisque il arrive précisément que ces services sont les trusts, les grosses entreprises, l'intérêt public exige qu'on les protège. Les travailleurs doivent obéir et travailler sans interruption pour assurer le fonctionnement de ces services essentiels, étant donné que tout arrêt dans leur fonctionnement peut engendrer une grave perturbation politique et économique. L'ancienne situation anarchique ne peut plus être tolérée. « Le capitalisme en grand tend inévitablement à l'organisation légale de l'esclavage salarié » (1).

En Amérique, où le développement du Capitalisme est très avancé, cette tendance s'est déjà manifestée depuis des années. L'organisation de la classe ouvrière y est soumise à des conditions très sévères. Après la politique de lutte ouverte et sans restriction d'aucune sorte entre le capital et le travail, les capitalistes américains éprouvent maintenant le besoin de faire appel aux lois et aux tribunaux pour « discipliner » les classes laborieuses. « Devant la détermination des travailleurs de s'organiser pour se faire justice eux-mêmes, les employeurs des Etats-Unis ont changé leur politique de force contre force et sont allés aux *courts*, avec ce résultat que l'Union que je représente dépensa 125.000 dollars au cours de l'année dernière rien que pour la défense du droit syndical, du droit d'aller à mes collé-

(1) « The Labour Monthly », I. c., p. 287.

« gues et solliciter leur adhésion à notre Union. Au moyen
« des « injonctions » et des excès de pouvoir, nos hommes
« ont été condamnés sans appel ni recours et jetés en prison
« pour avoir simplement donné des conseils ou recomman-
« dations à leurs camarades » (1).

Un autre délégué américain disait : « Nous luttons, comme
« vous le savez, comme votre délégation aux Etats-Unis l'a
« constaté dans son rapport, depuis quatre ans pour sous-
« traire nos hommes aux rigueurs de la jurisprudence des
« « *courts* » relative au droit de grève. Nous avons reçu
« plus de six cents « injonctions » au cours de l'année pas-
« sée. Nous soutenons devant le Congrès un bill que nous
« espérons voir adopté, et qui restreint l'activité des tribu-
« naux contre les grèves. On pourrait citer d'innombrables
« cas dans lesquels des « injonctions » ont été délivrées à
« l'effet de priver nos hommes de la faculté de s'organiser et
« de refuser le travail quand ils l'estiment juste pour eux ;
« et dans chaque cas nous avons été contraints à nous con-
« former à l'injonction prononcée par la « *Court* » (2).

Cette réaction récente contre l'activité des organisations
ouvrières, notamment contre le droit de grève, n'a pas man-
qué de se produire dans un pays connu par son libéralisme
séculaire, la Grande-Bretagne. Une loi votée l'an dernier

(1) Discours du W. B. Fitzgerald de l'American Federation of Labour, délégué au Congrès trade-unioniste anglais de Swansea, 1928. V. Report, p. 382.

(2) M. F. Greene de l'American Fed. of Labour, Congrès de Swansea, 1928. V. Report, p. 381.

sous le nom de « Trade Disputes & Trade Unions Act », et sur laquelle nous reviendrons plus tard, vient de porter le premier coup aux libertés ouvrières reconnues depuis cinquante ans ».

*
* *

Nous devons arriver à cette première conclusion que le droit de grève constitue pour l'ouvrier une nécessité dans l'état actuel de la société où « les relations économiques, ainsi que disait Jaurès, sont réglées par le hasard et la force, beaucoup plus que par la raison et l'équité » (1). Les travailleurs n'ont aucune garantie pour réaliser leurs revendications, en dehors de leur puissante organisation et de leur nombre. « L'ouvrier, quand il a une petite épargne, quand il est assuré du lendemain et du surlendemain, discute son salaire, il se défend ; mais quand la famine est à la maison il ne se défend plus, il se livre » (2).

*
* *

Avant d'aborder l'étude de la loi de 1927 sur les trade Unions et les conflits industriels, nous allons donner un court aperçu historique du droit de grève en Angleterre ; nous verrons comment les travailleurs ont lutté pour con-

(1) J. Jaurès, cité dans « Les idées libérales dans le socialisme de Jaurès ». M. Boitel, thèse, Paris, 1921, p. 21.

(2) J. Jaurès, cité par M. Boitel, l. c., p. 30.

quérir leur liberté et faire reconnaître leur droit de se coaliser et de quitter collectivement le travail. Nous nous proposons d'insister plus particulièrement sur les événements qui se sont déroulés dans ce pays depuis la guerre mondiale, et dont le plus gros était la grève générale de Mai 1926, pour arriver enfin à l'importante législation de 1927.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Historique du droit de grève en Angleterre

I

Comment les travailleurs anglais songèrent-ils à former les premières trade Unions — ces associations permanentes de salariés ayant pour but le maintien de l'amélioration (1) de leur sort. Ce n'était pas une expérience d'ordre coopératif. Tout comme les abeilles dans les ruches sont forcées par nécessité d'agir à l'unisson, ainsi les premiers travailleurs furent conduits à faire ensemble ce qu'ils ne pouvaient pas faire séparément. Il est en effet évident que si leurs moyens de subsistance n'étaient pas menacés, la raison d'être des formations unionistes aurait fait défaut.

(1) D'après B. S. Webb, l'objet fondamental de la Trade Union est la « défense de l'étalon de vie (standard of life), c'est-à-dire la résistance organisée à toute innovation tendant à dégrader les salariés comme classe ». (Histoire du trade-unionisme, p. 21.

Les débuts de la classe capitaliste au commencement du xviii^e siècle sont marqués par l'oppression dont la classe ouvrière est l'objet. Le capitalisme n'apparaît soudainement à cette époque, pas plus que les luttes de classes n'ont-elles commencé pour la première fois. L'Angleterre eut sa révolte des paysans en 1381, et pendant le Moyen Age il eut des luttes occasionnelles contre les abus du féodalisme dans les campagnes ainsi que contre les classes riches de l'industrie et du commerce dans les villes (1).

Sous le « Gild System » des ouvriers journaliers combinent quelquefois pour résister à leurs maîtres, et dans les derniers temps des Gilds il y a de fréquents conflits entre les riches et les pauvres. Le travailleur chassé de la terre qu'il laboure, déchargé du service militaire féodal, privé de l'appui de l'Eglise médiéval, ne trouve pour gagner sa vie que le moyen de se louer moyennant salaire. Le « Gild system » tombe en décadence. Le marchand, au lieu d'aller chez les producteurs autonomes pour s'approvisionner en marchandises, fait réunir des producteurs dans les premières manufactures où ils travaillent sous sa direction. Ce fait produit la division du travail et met les ouvriers en contact continuel. Le travail social est une condition nécessaire à l'organisation ouvrière. Ainsi le travailleur isolé de la campagne est toujours plus arriéré, au point de vue de l'organisation, que celui de l'usine en ville.

(1) « The British Labour Movement » by G. Cole, p. 11 et s.

Désormais il devient de moins en moins possible pour l'ouvrier de devenir son propre maître. Le travailleur qui aspire au patronat, qui trouve la possibilité d'avoir son affaire à lui, a peu d'intérêt pour l'organisation ouvrière. Avant 1700, les compagnons et apprentis dans les Gilds attendaient avec confiance le jour de leur élévation à la maîtrise (1). Ils croyaient qu'une agitation pour améliorer leur sort et élever leurs salaires se seraient retournée contre eux, une fois devenus des maîtres.

Mais les choses ont changé. Le travailleur individuel voit de plus en plus éloignés de sa portée des moyens de production de plus en plus étendus et développés. Alors il commence à envisager l'avenir, non pas comme un futur patron ou employeur, mais comme salarié. Salariat permanent signifie organisation permanente.

La Révolution industrielle qui se marque par l'introduction de nouvelles méthodes de production, par l'élargissement des opérations du commerce mondial, opère une concentration de plus en plus forte des travailleurs dans les fabriques. Alors les patrons commencent leur œuvre de dégradation du niveau de vie de ces masses concentrées. Ils s'attaquent aux salaires et aggravent ainsi les inégalités économiques entre l'ouvrier et le patron. Pour résister à ces

(1) Le Gild était une organisation des producteurs qui possédaient des moyens de production et vendaient des produits achevés. Le trade Union était formée par les salariés qui ne possédaient pas des moyens de production et qui vendaient leur force-travail, et non pas le produit de leur travail. (M. Starr : « Trade Unionisme, Paste of future », page 4.)

attaques, les travailleurs forment des trade Unions embryonnaires vers le milieu du XVIII^e siècle. Toutefois le mouvement ouvrier n'est véritablement puissant qu'à partir du XIX^e siècle. Lentement et péniblement les Unions se forment et se développent pour protéger leurs membres contre les nouvelles conditions créées par le capitalisme (1).

*
* *

II

La Révolution Française de 1789 a été suivie dans toute l'Europe d'une grande agitation. La Grande Bretagne eut sa part des troubles quoique à faible proportion. Des associations politiques se formèrent avec le concours d'un grand nombre de travailleurs pour demander l'application des nouveaux principes révolutionnaires et la transformation radicale du système politique existant alors en Angleterre. Les gouvernants avertis par ces événements avaient toujours tenu en suspicion et méfiance toute coalition ou association ouvrière quel que fut son objet. Ils dénoncèrent toute combinaison de ce genre comme constituant un défi à l'autorité de l'Etat ainsi qu'une entrave à la liberté du travail. Les juges de ces temps tenaient pour règle que toute entente pour faire un acte qu'ils considéraient comme illégal dans une coalition,

(1) G. Cole, 1. c. p. 10.

même s'il n'eût pas été criminel chez un individu, était contre le droit commun (1).

En 1799 l'Act de « Statut » rendit punissable toute coalition quelle qu'elle fût, et l'année suivante le Statut fut amendé et codifié par la « Combination Act » qui marque la première tentative de la part du législateur pour introduire l'arbitrage dans le domaine des conflits industriels (2).

Ainsi, à la fin du xviii^e siècle, les trade Unions furent proscrites par ces fameuses lois contre les coalitions (combination Acts). Deux causes principales déterminèrent le vote de ces lois : « Tout d'abord, la crainte que le mouvement ouvrier inspirait aux anciens « Landlords », aux hommes d'Etat et aux nouveaux capitalistes. La Révolution Française venait d'exécuter un roi, une reine, et un grand nombre de nobles. Les gouvernants anglais voyaient alors dans tout club ouvrier une sinistre association révolutionnaire. Dans cet état de panique ils rendirent illégales les trade Unions, prohibèrent les réunions et supprimèrent la liberté de la presse.

D'autre part, le besoin que les propriétaires des fabriques éprouvèrent pour une liberté leur permettant d'introduire de nouvelles méthodes de production. Ils croyaient aux

(1) B. and S. Webb. L. c., p. 71.

(2) Le droit commun (Common Law) en Angleterre est une loi faite par les Juges (Judge-made Law) d'après les coutumes communément admises dans tout le pays entre 1150 et 1250.

Les lois du Statut (Statute Law) sont les Acts votés par le parlement et inscrits dans un livre dit « Statute Book ».

Cf. A. Henderson : « Trade Unions and the Law ». Londres 1927, p. 258.

avantages de la libre concurrence parce qu'ils étaient forcé, et les trade Unions leur barraient la route. Ils avaient à cette époque assez de représentants au Parlement pour chercher à se débarrasser de tels obstacles.

*
* *

III

Si tyranniques que furent les « combination Acts » la classe ouvrière était à ce moment incapable d'un formidable effort pour les faire abroger. L'œuvre de leur destruction fut laissée entre les mains de sympathisants découverts dans les autres classes. En 1824 un bill, pour abroger toutes les lois contre les coalitions, et pour donner l'existence légale aux sociétés coopératives, fut adopté rapidement dans les deux chambres sans débat. Cependant que les grèves et l'agitation s'en suivirent si rapidement qu'un an après son adoption une mesure restrictive remplaça les lois abrogées. Néanmoins le droit de marchandage collectif comprenant le pouvoir de retirer le travail du marché par une entente collective était pour la première fois expressément établi. Par contre de nouveaux délits, tels que la molestation, intimidation, menaces, et obstruction furent créés. La grève restait donc une action dangereuse à cause des pénalités édictées contre ces nouveaux faits. L'activité des syndicats était souvent entravée par suite d'une interprétation trop large des délits créés par l'Act de 1825. Mais il est à noter que, même avant

l'abrogation des lois contre les coalitions, des « Unions » se formaient entre travailleurs, soit en secret, soit sous forme de sociétés amicales, « Friendly Societies ».

Quoiqu'il en soit, les associations émancipées n'étaient pas plus capables de résister aux réductions des salaires que les sociétés secrètes ne l'avaient été, et en plusieurs cas les ouvriers recommencèrent à recourir à la violence et au bris de machines.

*
* *

IV

A partir de 1829 le mouvement trade Unioniste se détourne de l'action syndicale pour aller aux aspirations plus grandes et de cadre plus large des mouvements radical et socialiste d'alors. L'agitation pour la Réforme politique bat son plein. La classe ouvrière y prend part à côté du patronat, et grâce à l'appui des ouvriers on obtient le Reform Act de 1832 qui fut une déception pour les travailleurs puisqu'ils restaient toujours privés de leur droit électoral.

Dépités par le résultat de leur action politique, ils recommencent l'agitation sur le terrain économique et soudainement le mouvement trade-unioniste prend de vastes proportions. En 1834 se forme la « Grande Trade-Union Nationale Consolidée » sous la direction de Robert Owen — une sorte de confédération générale réunissant trois quarts de millions de travailleurs de toutes professions. Cette Union conçoit le

projet d'une grève générale en vue d'imposer un contrôle ouvrier sur la production. Le projet n'est pas suivi d'exécution faute d'entente, et par suite des attaques sauvages dirigées contre les chefs unionistes au nom de la loi (1).

Cette « Grande Nationale », comme on l'appelait, disparaît pratiquement en 1834 et disparaît avec elle la première conception d'une organisation destinée à détruire le capitalisme d'un seul coup pour ériger une société nouvelle à sa place.

*
* *

V

Après la chute de la « Grande Nationale », après l'agitation Chartiste dans laquelle les ouvriers jouèrent un rôle important, le trade-unionisme s'orienta vers un mouvement coopératif inspiré par Robert Owen. Les leaders trade-unionistes d'alors, abandonnant leurs vastes ambitions révolutionnaires, s'employèrent à organiser des Unions modérées et essentiellement défensives, ayant pour objet la procuration de bénéfices à leurs membres. De grandes sociétés amalgamées d'ouvriers qualifiés furent créées avec leur administration centralisée, et leurs caisses de secours mutuels. Les grèves étaient discréditées. « Le nouvel esprit des leaders fut

(1) Le procès le plus célèbre était celui des laboureurs de Dorchester condamnés à 7 ans de déportation pour avoir prêté des serments illicites. R. and S. Webb, op. cit., p. 200.

« marqué par la substitution, dans tous les cas possibles, de
« la diplomatie industrielle aux méthodes plus simples de la
« guerre de classe » (1). Ce changement de front des leaders
trade unionistes de cette époque (1845-1860) se réfléchissait
dans l'attitude de leurs troupes. L'influence survivante de
l'owenisme peut être retrouvée dans leur retour fréquent à
l'idée de production coopérative, du désir de fonder des com-
munautés agricoles, et du projet de diminuer par la loi les
heures du travail. Mais de la politique agressive et des pro-
jets ambitieux de 1830-34, à peine reste-t-il un vestige. Les
grèves étaient déconseillées et l'idée d'une suspension géné-
rale du travail complètement abandonnée. « On avait alors
« accepté l'axiome économique que les salaires devaient iné-
« vitablement dépendre des relations entre l'offre et la
« demande dans chaque catégorie particulière du travail, et
« il semblait sauter aux yeux que le seul moyen en leur
« pouvoir, pour défendre ou améliorer la situation, était de
« diminuer l'offre. Par suite nous voyons la condamnation
« des grèves accompagnée de réclamations tendant à limi-
« ter le nombre des apprentis, à supprimer les heures sup-
« plémentaires et à réunir un fonds d'émigration » (2). Tel
était le « nouvel esprit » qui, vers 1850, dominait le monde
trade-unioniste.

Cependant le fait que beaucoup de comités exécutifs des

(1) Webb, o. cit., p. 196.

(2) Webb, l. c., p. 208

trade Unions étaient, depuis 1845, en train de se détourner des grèves n'implique pas l'abandon d'une tactique ouvrière énergique.

D'ailleurs, malgré le « nouvel esprit pacifique » des travailleurs, il y eut dans le Royaume-Uni une presque continue persécution des masses toujours au nom de la loi et par suite de l'interprétation que les magistrats donnaient de la loi relative aux « Maître et Serviteur ». En vertu de cette loi, si un maître rompait le contrat de service, même de son plein gré et sans excuse, il se mettait simplement dans le cas d'être actionné en dommages, ou, dans le cas où les dommages étaient inférieurs à 10 livres, d'être cité devant une cour de juridiction inférieure qui pouvait ordonner le paiement de ce qui était dû. D'autre part, l'ouvrier qui rompait volontairement son contrat de service, soit en s'abstenant de son travail, soit en abandonnant l'ouvrage, s'exposait à être poursuivi criminellement et puni de 3 mois d'emprisonnement. Il était au pouvoir d'un seul juge de paix, sur une déposition par serment du patron, de lancer immédiatement un mandat d'arrêt contre un ouvrier ! (1) « Il est difficile,

(1) Webb raconte qu'en 1863, des difficultés éclatèrent dans une houillère de Durham, et le patron procéda contre les mineurs à l'aide de la loi Maître et Serviteur. Au milieu de la nuit suivante douze d'entre eux furent saisis dans leur lit par la police et enfermés au violon de Durham, sous l'accusation d'avoir abandonné leur travail sans prévenir... « Saisi dans son lit et tenu en prison à la discrétion du magistrat qui souvent était lui-même un employeur, la seule peine qui pût être infligée était la prison, la loi ne donnant point l'alternative d'une amende ou de dommages. La décision du juge, quelque arbitraire qu'elle fût, était sans appel. Enfin, il faut ajouter que la condamnation à la prison ne dispensait pas de son engagement de sorte que l'ouvrier pouvait toujours être remis en prison pour la même infraction à son contrat ». B. and S. Webb, op. cité, p. 260.

« écrit S. Webb, aujourd'hui où l'égalité devant la loi est
« devenue un axiome, de comprendre comment l'injustice
« flagrante des vieilles lois « Maître et Serviteur » trouvaient
« une excuse même dans un parlement bourgeois » (1).

*
* *

VI

En 1859 on fit voter un Act (2) en vertu duquel le délit de molestation ou « obstruction » créé par la loi de 1825 fut aboli. Désormais les travailleurs pouvaient persuader paisiblement à leurs camarades de faire partie des Unions ou de cesser le travail pour élever leurs salaires ou limiter la journée du travail.

Ces restrictions constituaient une sérieuse entrave au développement du trade-unionisme. Cependant les patrons multiplièrent leurs attaques contre les travailleurs organisés et s'embarquèrent dans une série de lock-outs pour briser leurs Unions réduisant au chômage un nombre considérable de bras (3).

Ces attaques stimulèrent le désir des chefs ouvriers de diriger leur mouvement vers la résistance. Une série de conférences réunissant les syndicats de tout le pays furent orga-

(1) B. S. Webb, *o. c.*, p. 263.

(2) « The Molestation of Workmen Act ».

(3) Un mineur de York-Shire se plaignant en 1866 d'avoir été lockouté environ 24 mois en 6 années.

nisées pour concerter une action commune contre le patronat (1).

En 1866 une importante conférence eut lieu à Sheffield pour préconiser les méthodes de résistance au capitalisme. A cette occasion des émeutes se produisirent dans la ville (2), des actes de sabotage et des bris de machines. L'émotion fut grande. Le gouvernement se hâta de présenter au vote du parlement un bill pour corriger les injustices de la loi « Maître et Serviteur », et une commission royale fut nommée pour procéder à une enquête sur les trade Unions et leurs pratiques.

A la suite de cette enquête le gouvernement proposa un nouveau bill qui devint l'act d'amendement aux lois criminelles (1871), et qui fût suivi avec passion par le monde des trade Unions. Le gouvernement proposait que nulle trade Union, quelque large que fut son objet, ne pouvait désormais être illégale simplement parce qu'elle portait atteinte à l'industrie. Chaque Union aurait le droit de se faire enregistrer si son règlement n'était pas en contradiction formelle avec les lois criminelles.

Le bill ne passa pas sans une vive opposition de la part des ouvriers. Cette Charte complète légalisant les unions avait, en effet, un revers grave. Le bill, d'après leurs plaintes,

(1) Les leaders syndicalistes jouèrent également un grand rôle dans la célèbre Internationale des travailleurs, fondée à Londres en 1864. Toutefois, comme l'Internationale prit une allure socialiste et révolutionnaire, les trade unionistes modérés du « nouvel esprit » se retirèrent de l'association.

(2) G. Cole, I. c., p. 14.

tandis qu'il rappelait les lois contre les coalitions, mettait à leur place d'autres lois pénales contre les travailleurs comme tel. Une longue clause ordonnait en effet que toute violence, menace ou molestation se proposant de contraindre ouvriers ou patrons serait sévèrement punie. Tous les termes des vieilles lois contre les coalitions, molester, faire obstruction, menacer, intimider, et ainsi de suite, étaient employés sans définition ni limitation, et le picketing, de plus, était inclus expressément dans la molestation ou l'obstruction par une prohibition s'étendant à la poursuite persistante d'une seule personne, à la surveillance ou au siège des ateliers dans lesquels il était ou de leurs environs. L'Act de 1859, qui avait expressément toléré la persuasion pacifique pour faire entrer les gens dans les unions, était rappelé... En somme l'Act de 1871, rappel de toutes les lois criminelles qui s'appliquaient spécialement aux ouvriers, laissa les décisions judiciaires intactes, et en les remettant en vigueur sous une forme codifiée, tendit même à leur donner une application plus uniforme et plus effective (1).

*
* *

VII

La législation de 1871 était considérée par le Parlement et le Gouvernement comme la solution complète et finale

(1) Webb, op. cit., p. 300 et s.

d'un problème pendant depuis longtemps. Telle ne fut pas l'opinion des juges qui décidèrent que le seul effet de la législation de 1871 était de rendre la grève entreprise par les ouvriers non-illégale. Ainsi une grève était parfaitement légale, mais si les moyens employés étaient calculés pour contraindre le patron, c'étaient des moyens illégaux, et une coalition pour faire un acte légal avec des moyens illégaux était une conspiration criminelle. En d'autres termes, une grève était conforme aux lois, mais tout ce qu'on faisait pour la mener à bonne fin ne l'était pas. « Ainsi les Juges déchiraient le statut sauveur et toute nouvelle décision amenait et aggravait de nouveaux dangers » (1).

*
* *

L'agitation reprend et se développe activement contre l'Act d'amendement signalé plus haut. Les trades-unionistes recourent à l'action électorale, à l'action politique. Ils ne se bornent pas d'agir purement et simplement sur les deux grands partis, conservateur et libéral, existant alors. Ils présentent des candidats indépendants aux élections de 1874. La candidature des représentants ouvriers contre les deux grands partis fut le symptôme le plus significatif du sentiment nouveau qui animait la politique ouvrière à cette époque.

La puissance toute nouvelle des Unions, et l'entrée en 1874

(1) Webb (B. of S.) 1. c., p. 312 et s.

aux Communes de plusieurs députés ouvriers, décida enfin le ministre de l'intérieur de soumettre au parlement deux bills. L'un pour modifier la loi civile, l'autre la loi pénale. Ces projets, après amendement, devinrent des Acts en 1875 et satisfirent pleinement aux demandes des trade Unions. L'Act d'amendement aux lois criminelles de 1871 était abrogé formellement et sans conditions. Par la loi sur les conspirations et la protection de la propriété (1) des limites nettes et raisonnables étaient mises à l'application de la loi sur les conspirations aux conflits ouvriers. La loi « maître et serviteur » de 1867 fut remplacée par la loi patron et ouvrier, « changement de nomenclature qui exprimait une révolution juridique fondamentale » (2). Désormais maître et serviteur devenaient, en qualité de patron et ouvrier, deux parties égales dans un contrat civil. L'emprisonnement pour rupture de contrat était supprimé. La législation des trade-Unions était complétée par la reconnaissance légale de leurs procédés. Les vieux mots « coercion » et « molestation » qui, dans les mains de magistrats prévenus, s'étaient montrés instruments d'oppression, ne figuraient pas dans la nouvelle loi, et la violence et l'intimidation rentraient dans les cas prévus par le nouveau code criminel général. Le picketing sans violence était expressément permis.

Bref le marchandage collectif avec toutes ses conditions

(1) Conspiracy and protection of property Act.

(2) B. and S. Weab, o. cit., p. 319.

nécessaires était, après cinquante ans de lutte législative, reconnu finalement par la loi du pays en 1875.

*
* *

VIII

Cette période de lutte légale fut suivie d'une grande crise commerciale et industrielle. La dépression commerciale affecta sérieusement le mouvement trade-unioniste. La politique des Unions, qui ne comprenaient alors que des travailleurs qualifiés, devint essentiellement pacifique et peu entreprenante (1). Elles bornèrent leurs ambitions à la procuration de bénéfices à leurs membres. Signe des temps ; chaque fois qu'une crise ébranle le mouvement ouvrier ou affaiblit son organisation, les dirigeants se courbent devant les capitalistes et recourent à la conciliation pacifique. Par contre, toutes les fois que les travailleurs prennent conscience de leur force — et ils ne peuvent en prendre conscience que s'ils sont réellement forts, — ils s'agitent, ils se révoltent. Ces deux tendances de l'action ouvrière se manifestent spontanément d'une façon presque automatique. Les ouvriers, quand ils sont forts, sont irrésistiblement conduits à faire usage de leur force pour réaliser leurs revendications. Les grèves sont la manifestation la plus éclatante de leur puissance.

(1) G. Cole, B. lab. Movement, p. 14.

« L'expérience a montré, écrit G. Sorel, que les grèves, « abstraction faite de leurs résultats pratiques et immédiats, « ont eu souvent pour effet la consolidation du mouvement « ouvrier » (1). L'organisation des travailleurs non qualifiés (unskilled workers) en Angleterre nous fournit l'exemple de cette expérience. En 1889, à la suite d'une série de grèves plus ou moins réussies, les travailleurs non qualifiés, jusque-là éloignés du mouvement trade-unioniste, se mirent à former des Unions dont les plus importantes sont l'Union des dockers et celle des « Gasworkers », qui jouèrent un rôle fort important dans le mouvement ouvrier anglais (2).

Non seulement l'action de grève provoque la syndicalisation et l'organisation des travailleurs, mais elle fait quelquefois disparaître la confusion qui règne sur le terrain politique entre les partis vraiment prolétariens et les partis bourgeois qui se réclament de la démocratie. Cette confusion est souvent nuisible aux intérêts du prolétariat (3). Jusqu'à l'année 1898, les quelques députés élus par les travailleurs anglais aux Communes avaient été toujours confondus avec les libéraux et siégeaient sur les mêmes bancs comme libéraux-travaillistes. Mais, à la suite d'une grande grève déclenchée dans les mines de charbon, un parti travailliste indépendant (independent labour party) fut formé à Bradford, absorbant un certain nombre d'associations socialistes

(1) G. Sorel, *réf.*, p. 205.

(2) G. Cole, *o. c.*, p. 15.

(3) V. en ce sens G. Sorel, *réf.* pp. 167 et s.

locales. Ce nouveau parti fut, comme son nom l'indique, indépendant du parti libéral, et ses membres au Parlement siégèrent désormais à part. Il commença immédiatement par presser le Congrès des trades Union à accepter comme programme l'action sur le terrain à la fois politique et syndicaliste pour arriver au Socialisme. Enfin, en 1899, se réalisa la première alliance entre les trade-unionistes et les socialistes par la formation d'un « Comité » représentatif du travail qui prit le nom de « Labour Party » en 1906 (1).

Par cette petite incursion dans le domaine politique, nous voulons simplement attirer l'attention sur les vicissitudes de la collaboration des syndicats anglais avec les partis politiques. La répugnance des syndicalistes anglais pour toute alliance politique semble définitivement vaincue par un pacte conclu en 1927 entre le « Trades-Union Congress » et le parti travailliste (2).

*
* *

IX

En 1902 toute l'énergie de la classe ouvrière fut employée contre la fameuse décision dite (Tafe Vale decision) de la chambre des Lords — juridiction suprême en Angleterre — qui, contrairement à toutes les opinions précédemment émi-

(1) G. Cole, op. cité, p. 17.

(2) V. allusion à ce pacte par A. Henderson. Congrès de Swansea, 1928. Report, p. 331.

ses par les juges, déclarait que les fonds des Unions pouvaient être saisis pour rupture de contrat ou pour toute autre faute commise par les trade-unionistes à la suite d'un conôit industriel. Un syndicat ouvrier (1) fut condamné à £ 40.000 de dommages-intérêts parce que quelques-uns de ses membres avaient « surveillé et empêché » des « jaunes » (blacklegs) de se faire embaucher par la compagnie dite Tafe Vale. Une condamnation analogue fut obtenue par les propriétaires des mines contre les mineurs des Gales (2).

La nouvelle situation créée par l'arrêt des Lords était devenue intenable. Toute grève, tout conflit pouvant occasionner quelque dommage aux patrons, ceux-ci ne manquèrent pas de recourir contre les Unions ouvrières et mettre ainsi en péril leurs fonds péniblement et patiemment accumulés. En oûtre, l'Union poursuivie et privée de ses fonds par la faute de l'un de ses membres n'avait aucun recours contre ce dernier quelle que fut sa conduite.

L'arrêt Tafe Vale souleva l'indignation des masses ouvrières parce qu'il constituait une attaque dirigée contre le fonctionnement normal des trade Unions. Il leur enlevait le privilège de l'immunité de leurs fonds en cas de grève, et les exposait ainsi au recours de quiconque se croyait lésé par la grève. Certes, l'arrêt Tafe Vale n'avait pas modifié la loi, mais il l'a interprété de façon à changer la situation légale

(1) « L'amalgamated Society of Railway Servants ».

(2) Past and future by M. Starr, p. 15.

et juridique des syndicats. Pendant longtemps avant l'arrêt en question, quoique les agissements des Unions ouvrières furent l'objet de vives critiques, voire même de fréquentes attaques, il ne fut jamais question de toucher à leurs fonds.

L'agitation causée par cette décision prit forcément des allures politiques. Toutes les fois que l'appareil légal ou parlementaire est employé contre les travailleurs, ceux-ci recourent à l'action politique. Il en résultait l'élection en 1906 de 29 membres travaillistes aux Communes, et le vote de la loi sur les conflits industriels (Trade Disputes Act) de la même année. La loi nouvelle infirma l'arrêt des Lords et assura l'immunité des fonds des Unions. Désormais ces derniers ne peuvent en aucun cas répondre des dommages causés par quiconque en cas de grève. Mais il est bien entendu que tout travailleur reste responsable individuellement des actes qu'il commet à cette occasion.

D'après certains juristes la loi de 1906 sur les conflits industriels placerait les syndicats « au-dessus de la loi » en les relevant de toute responsabilité civile pour les actes commis à leur profit soit par leurs membres, soit par leurs « officiels », soit par toute autre personne agissant au nom de l'Union. Toutefois dans des circonstances très spéciales les actes affectant la « propriété » syndicale — par exemple, un accident causé par une voiture appartenant au syndicat, un article diffamatoire publié dans un journal appartenant à l'Union, — donneraient lieu à un recours en responsabilité contre l'Union en question. Et même un tel recours ne serait

plus possible si lesdits actes se produisaient en vue de soutenir un conflit industriel (trade dispute).

Cette opinion est cependant contestée par d'autres juristes qui s'attachent à démontrer que l'intention du législateur était de limiter l'immunité civile des Unions aux cas seulement où l'acte dommageable serait commis par l'Union, ou à son profit, en vue de soutenir un conflit industriel, — une grève, un lock-out, etc... Encore, ajoute-t-on, il faut qu'il s'agisse d'un conflit purement industriel. Un conflit de caractère politique, telle qu'une grève générale, n'affranchirait pas les Unions de leur responsabilité civile (1).

Il faut noter que ces controverses sur la portée de la loi de 1906 avaient surtout éclaté après la célèbre grève générale de 1926. Les arguments limitatifs de l'immunité civile des Unions ont été repris et développés en vue de condamner la participation de ces dernières à la dite grève, et pour les rendre responsables des actes commis à cette occasion.

Quoi qu'il en soit, la récente loi de 1927 sur les conflits ouvriers semble mettre fin à ces discussions en rétablissant la responsabilité civile, et même pénale, des Unions et leurs représentants en cas des grèves déclarées illégales.

X

La période d'avant 1900 était une période de baisse des prix et de salaires nominaux presque stationnaires. A partir

(1) *Trade Unions and The Law* » by A. Henderson, p. 72 et suivantes.

de 1900, les prix s'élèvent, les salaires réels diminuent sans cesse, et c'est assez pour provoquer une nouvelle effervescence sur le terrain économique. Les travailleurs, déçus encore une fois par les résultats de l'action politique, fomentèrent des grèves presque dans toutes les industries. Jamais la vague d'agitation et de malaise ouvrier n'a été si remarquable (1). Une grève de 7 semaines en 1908, une autre en 1909, mirent fin à la paix industrielle qui avait duré près de 15 ans dans l'industrie cotonnière. Dans la même année les ingénieurs du Nord suspendirent le travail malgré leurs leaders. Un mouvement dans les Chemins de fer, commencé en 1907, aboutit à un « stoppage » général en 1911. D'autres grèves encore innombrables marquèrent la période d'avant-guerre (2).

Abstraction faite des résultats immédiats obtenus par cette agitation, il faut reconnaître que ces batailles ouvrières amenèrent la consolidation de leur mouvement et le resserrement de leurs rangs : Il en témoigne la formation de la fameuse triple Alliance entre mineurs, cheminots et ouvriers du transport, en 1914.

Pour répondre à cette agitation les juges anglais ne manquèrent pas à la tradition. Interpréter la loi existante de façon à restreindre les libertés ouvrières, prononcer des

(1) V. M. Starr, l. c., p. 17.

(2) On a beaucoup exagéré les véritables causes de cette agitation. M. Starr rapporte qu'on était allé jusqu'à prétendre que certaines grèves se poursuivaient dans le but de réclamer le droit de devenir saouls ! M. Starr l. c., p. 17.

jugements et les greffer sur le droit commun, voilà dans quel sens s'orientait l'intervention judiciaire. Ainsi, en 1908, une décision de la Chambre des Lords menaça l'existence même du Labour Party en déclarant illégal l'emploi des fonds trade-unionistes pour un but politique. En effet, il a été décidé qu'une Union n'avait pas le droit de prélever sur ses membres une contribution obligatoire en vue de soutenir une candidature parlementaire, décision contraire à tous les précédents puisque les Unions avaient depuis plus de 30 ans le droit d'user de leurs fonds comme elles l'entendent sans aucune restriction.

Quoiqu'il en soit le « Trade Union Act » de 1913 annula partiellement la décision des Lords en accordant aux Unions le droit de créer un fonds spécial pour des fins politiques. Mais aucun membre ne pourra être contraint à y contribuer. Un membre trade-unioniste va ainsi profiter des avantages politiques obtenus au moyen dudit fonds tout en échappant à l'obligation d'y contribuer (1).

XI

Les années de guerre (1914-1918) furent marquées par une grande activité unioniste. L'énorme hausse des prix poussa naturellement les travailleurs à demander des salaires compensateurs, mais l'activité ouvrière ne se borna point à ce domaine. La guerre moderne souleva un certain nombre de

(1) V. « Osborne case » (1910), A. C. 87. A. Henderson, l. c., p. 103.

problèmes dans lesquels les travailleurs étaient appelés à jouer un grand rôle. La réorganisation industrielle, l'extension des usines, les questions de service militaire, du contrôle de l'Etat sur l'industrie et les prix, la politique extérieure, etc...; tous ces problèmes ne laissèrent pas indifférent le monde ouvrier. Toutefois, au point de vue qui nous occupe à savoir au point de vue des grèves, l'activité ouvrière fut presque nulle. Grâce à la réalisation d'un front unique entre employés et employeurs pour faire face au danger extérieur, les grèves prirent pratiquement fin. Cependant la guerre n'a point atténué les revendications des travailleurs. La lutte pour des aspirations plus vastes s'est même intensifiée. Leur succès sur le terrain politique n'a fait que les encourager dans leurs demandes (1).

En outre, la force ouvrière s'est considérablement accrue de nouveaux éléments. La production en masse a créé une véritable armée de travailleurs non-qualifiés (unskilled workers). Le nombre des femmes employées dans l'industrie pendant la guerre atteint un million et 1/4. Les organisations trade-unionistes reconnues par l'Etat prennent un développement jusque-là inconnu. En 1920 plus de 12 % de la population totale de l'Angleterre étaient des trade-unio-

(1) Aux Elections générales de 1918 les travaillistes renforcèrent leur nombre au Parlement Ils forment désormais un parti avec un programme socialiste achevant la rupture complète avec les partis bourgeois. Ce programme accepte le point de vue syndicaliste d'un contrôle ouvrier sur la production comme condition essentielle de tout système de propriété collective. (V. G. Cole, I. c., p. 15).

nistes. En effet, les effectifs des trade Unions sont accrus par un nouvel élément important, qui était jusqu'à ce moment éloigné de l'organisation ouvrière. Cet élément est constitué par les « travailleurs en habit noir » (1), agents d'assurance, instituteurs, clercs, vendeurs des grands magasins, travailleurs professionnels et fonctionnaires. Le mouvement d'organisation syndicaliste avait même touché la police dont les agents se mirent en grève en 1918. Le gouvernement, à la suite de cette grève, supprima l'Union des policemen et les dota d'une organisation spéciale sous son contrôle (2).

XII

Nous assistons à la fin de la guerre mondiale à un renouveau d'agitation et de troubles industriels. D'importantes concessions furent obtenues par les travailleurs en 1919, notamment la réduction de la semaine de travail à 44 heures dans les bâtiments et l'établissement de la journée de 9 heures dans les chemins de fer. Puis éclata, en 1920, un important conflit dans les mines de charbon provoquant la nomination d'une première commission d'enquête.

Nous croyons qu'il est indispensable d'insister quelque peu sur le conflit qui existait (et qui existe) encore dans les mines de charbon en Angleterre, étant donné que ce conflit chronique et endémique donne lieu souvent à une série

(1) (Black-coated Workers).

(2) G. Cole, op. cit., p. 16.

d'événements qui se répètent presque toutes les fois que la crise éclate et qui déterminent souvent la nature et le sens de l'intervention législative ou judiciaire dans le domaine des libertés ouvrières.

La « commission du charbon » fut chargée d'examiner les demandes des mineurs qui comprenaient alors la nationalisation des mines et le contrôle démocratique sur l'industrie charbonnière. Le gouvernement Loyd George prit en même temps l'initiative d'une conférence industrielle entre employeurs et trade Unionistes pour envisager la possibilité de nouvelles réformes industrielles. La commission du charbon recommanda des salaires plus élevés, et une journée de travail moins courte dans les mines. Traitant les questions de nationalisation et de contrôle, elle se déclara en faveur de la nationalisation avec un certain contrôle ouvrier sur les mines. C'était l'admission des demandes ouvrières. Mais le gouvernement n'accepta pas l'avis de la commission sur ces deux derniers points, et une menace de grève fut la riposte toute naturelle de la part des mineurs. Ces derniers en appelèrent aux ongrès des trade Unions pour concerter une action directe de pression sur le gouvernement afin de l'amener à céder, mais après des hésitations on se contenta de l'action politique laissant toute la question en suspens, et la menace de grève fut retirée. C'était un premier recul.

Au début de 1921 la position change et une grande contre-offensive contre les travailleurs est déclenchée par le patronat. Comme préliminaire de cette attaque les patrons pro-

clament le lock-out contre les mineurs en Avril 1921. En **contrôle sur les mines et fait voter l' « Emergency powers** même temps, le Gouvernement lève prématurément son Act » (1) pour se donner des armes légales contre l'action ouvrière.

Les mineurs font appel à leur Triple Alliance avec les cheminots et les ouvriers de transport en vue de déclencher une grève de solidarité, mais on ne se met pas d'accord sur les questions de stratégie et la grève n'a pas lieu. Les mineurs continuent cependant la lutte, mais ils sont battus et leurs salaires sont réduits. Partout c'était une retraite générale devant l'offensive patronale. Les salaires réels, notamment dans les mines et l'agriculture, furent réduits au dessous de leur niveau d'avant guerre. La sortie des trade-unionistes « passagers », le chômage qui sévit de plus en plus (2), les divisions et les dissensions au sein du mouvement, constituaient autant de causes d'affaiblissement de la force trade-unioniste. C'était le déclin des grandes ambitions d'après guerre (3).

Cet affaiblissement de l'activité ouvrière sur le terrain

(1) (Loi des circonstances exceptionnelles)

(2) Le nombre des sans travail variait entre 2 millions et un million et demi. Les fonds unionistes s'en étaient ressentis. En 1921-22 ils payent 20 millions de livres aux chômeurs. Le nombre des adhérents aux Unions qui s'éleva en 1920 à 8 millions et demi tomba en 1924 au-dessous de 5 millions. M. Starr, l. c., p. 3).

(3) M. Starr, l. c., p. 21.

syndical et économique fut largement récompensée par leurs progrès dans le domaine politique. Le parti travailliste augmentant le nombre de ses représentants au Parlement, put, avec le soutien des libéraux, prendre le pouvoir en 1923. Ce succès politique ne manqua pas de réagir favorablement sur les Unions. Elles se sentirent, sinon économiquement, du moins politiquement fortes.

Cependant les élections de 1924 furent marquées par une vague réactionnaire balayant tout le pays et assurant une majorité écrasante au parti conservateur. Les Unions ouvrières furent par conséquent l'objet d'une nouvelle attaque patronale. Le patronat anglais perdant ses marchés extérieurs, cherche maintenant à les reconquérir en s'attaquant aux salaires des ouvriers et en les faisant travailler davantage. C'est cette nouvelle épisode de la lutte ouvrière qui présente le plus d'intérêt, et par son étendue, et par ses nouvelles méthodes.

XIII

En parcourant jusqu'à présent les différentes étapes de cette lutte, nous avons pu voir comment les faits économiques et politiques déterminent tantôt une action ouvrière, tantôt une réaction patronale et gouvernementale. Ces actions ou réactions se traduisent sur le terrain légal, juridique et économique, soit par des concessions et avantages aux classes laborieuses, soit par des restrictions aux droits précédemment accordés. Nous avons pu constater qu'aucun

principe, aucune règle n'inspire l'intervention de l'Etat en cette matière. Les Gouvernements semblent encourager les réformes sociales moins pour améliorer réellement la condition du travailleur que pour assurer la paix sociale. Pour organiser cette paix aucun principe ne les guide. La politique des gouvernements bourgeois en matière des grèves en est la meilleure illustration. Les travailleurs ont obtenu la reconnaissance de leur droit de coalition et de grève en organisant des coalitions et des grèves. Suivant une expression connue, ils sont sortis de la légalité pour rentrer dans le droit. Les Gouvernements en Grande Bretagne, comme d'ailleurs les gouvernements de presque tous les pays, avaient longtemps considéré les coalitions ouvrières comme des conspirations, comme des révoltes contre la sûreté de l'Etat. La légalité rejetait en dehors de son enceinte toute action de cette nature. En vertu de quel paradoxe cette même légalité invite-t-elle les révoltés à rentrer dans la maison ? Les travailleurs ne s'empressent d'ailleurs point d'y rentrer. Ils semblent se soucier peu du caractère constitutionnel ou légal des moyens dont ils usent (1).

En observant toujours les faits, nous verrons que le désarroi des hommes d'Etat anglais, à la suite de la grande

(1) Le Secrétaire général de la C. G. T. française écrit aux pages 153 et 174 de son livre sur le Syndicalisme et la C. G. T. (1920) : « L'action directe n'est ni une action légale ni une action illégale, l'action directe se place en dehors de la loi ; elle méconnaît la loi, elle peut se manifester aussi bien selon des formes admises ou tolérées que sous des formes sujettes à la colère d'une honnête police. Elle est extra légale, elle est l'expression de la volonté prolétarienne, qui s'exerce sur un tout autre plan que celui de la société présente ».

grève de mai 1926, avait pour cause principale le défaut d'un principe directeur inspirant la politique de l'Etat en matière sociale. On ne cherche pas en effet une solution radicale des conflits, on se contente d'agir sur la surface, d'administrer des calmants sans jamais oser entreprendre l'indispensable opération chirurgicale.

CHAPITRE II

La Grève générale de 1926

La présente situation de l'organisation ouvrière en Angleterre

Avant d'aborder l'étude des événements de la grande grève de 1926, il nous faut exposer brièvement la présente position du mouvement ouvrier anglais pour que nous soyons à même de mesurer la véritable force de la classe ouvrière, aussi bien que l'importance de son action sur l'Etat et le patronat, action déterminante des mesures nouvelles édictées par le Parlement contre les libertés syndicales, et notamment contre le droit de grève.

Industriellement, les travailleurs anglais sont organisés dans plus d'un millier d'Unions de tous types et de toutes structures concevables, se concertant et agissant ensemble de la manière la plus variable.

Dans certains cas il y a une tendance à l'union par industrie, c'est-à-dire à la formation d'un seul syndicat réunissant les travailleurs de tous grades employés dans une industrie déterminée. Comme exemple de ce type il y a l'Union Nationale des Railwaymen, et la Fédération des Mineurs — deux organisations d'une importance capitale. D'autres

unions réunissent des travailleurs de même métier ou de métiers similaires travaillant dans des industries différentes, telle que l'Union amalgamée des Ingénieurs (1). Là où une industrie s'organise sur la base de l'Union par métier (craft basis), il y aura souvent une fédération couvrant cette industrie dans l'ensemble. (Bâtiments, livres, etc...).

Les travailleurs moins qualifiés (Less-skilled workers) sont encore, dans une mesure assez large, organisés à part. Ils sont réunis dans la « National Federation of general workers »).

Malgré le grand nombre des Unions indépendantes la véritable force du mouvement ouvrier s'est concentrée dans un petit nombre de fédérations très vastes. L'organe central des organisations ouvrières est le « Trades Union congress » (T. U. C.), une sorte de C. G. T. anglaise à qui toutes les importantes Unions sont affiliées. Le T. U. C. représente actuellement près de 4 millions de trade-unionistes (2).

Une remarquable tendance à l'organisation en trade Unions s'est développée ces dernières années chez les travailleurs non-manuels (« black coated workers ») déjà réunis dans une fédération dite des « travailleurs professionnels ».

Politiquement il existe en Angleterre une sorte d'alliance entre les trade Unions et le Labour Party en vue d'agir

(1) Amalgamated Engineering Union).

(2) V. Statistiques publiées dans le rapport du Congrès de Swansea, 1923, pp. 4, 5.

conjointement sur le terrain parlementaire et politique (1). L'organe de cette alliance est le « Joint National Council ».

Parallèlement au mouvement Trade Unioniste nous trouvons un mouvement coopératif étendu sur tout le pays et dont l'importance est considérable. Ce mouvement, avec ses magasins, son formidable chiffre d'affaires, ses larges travaux productifs, ses banques et ses assurances, son commerce extérieur, est la meilleure preuve que la classe ouvrière en Angleterre, ne se contente point de déclamations stériles sur l'avenir, mais entre résolument dans la voie des réalisations.

Les travailleurs anglais s'acheminent vers l'émancipation par leurs propres efforts. Leurs organisations font un travail de préparation morale et matérielle pour la lutte décisive. Ils ne perdent jamais de vue que, dans l'état actuel de la société, il faut être fort pour avoir son droit, faute d'une justice supérieure et faute d'une vérité unique admise par tout le monde. Car l'Etat est trop touché par les divers intérêts économiques et politiques pour pouvoir imposer une justice désintéressée et impartiale en matière sociale. Les trades-unionistes s'en rendent parfaitement compte. Ils mesurent leur force et, constatant qu'elle s'est accrue de nouveaux éléments, ils ne manquent pas de présenter aux gouvernants de nouvelles revendications, d'exiger davantage des concessions. Les grèves et les menaces de grève sont

(1) V. Report of Swansea Congress, 1928, p. 380.

là pour peser sur les négociations. Les hommes d'Etat se défendent toujours d'avoir cédé devant ces menaces, ils déclarent qu'ils envisagent les demandes ouvrières avec toute l'impartialité de l'homme d'Etat étranger à toute pression d'où qu'elle vienne. Mais la réalité est tout autre. L'expérience l'a montrée en Angleterre et en dehors de l'Angleterre.

Les plus récentes revendications des travailleurs anglais, les demandes « up-to-date » comme ils disent, c'est la nationalisation des mines, c'est le contrôle démocratique, ou ouvrier sur l'industrie. Mais nous savons que l'idéal ouvrier est une société nouvelle, entièrement différente de la société capitaliste. C'est leur but lointain. Ils n'ignorent pas cependant que cet idéal est encore éloigné, que la « marche vers la délivrance » n'est point chose aisée. Une grève générale et internationale arrêtant tout, paralysant tout est également un moyen idéal pour opérer la transformation voulue en jetant à terre l'Etat et la société capitaliste. Les Congrès socialistes et syndicalistes n'ont point manqué de discourir sur le moyen de bouleversement qu'est la grève générale. Ils l'ont regardé tour à tour avec faveur ou avec répugnance, mais cela n'a rien changé aux faits. Les adversaires les plus résolus de l'idée de grève générale, dont certains leaders du mouvement ouvrier anglais, l'ont vue se dérouler devant leurs yeux en Angleterre en 1926.

Ils y ont assisté impuissants et débordés par les masses. Ils ont beau dissenter sur les inconvénients d'un arrêt géné-

ral de travail, construire des théories de tactique, tracer des lignes de conduite pour discipliner la classe qu'ils prétendent diriger, les faits se sont révoltés contre leurs théories détruisant du coup leurs conceptions.

II

La grève générale de 1926

La grève générale de Mai 1926 fut provoquée par un conflit dans les mines de charbon. Nous savons qu'en 1921, le gouvernement Lloyd George avait rejeté les propositions de la commission qu'il avait nommée, relatives à l'établissement d'un certain contrôle sur les mines et leur nationalisation. Les concessions accordées aux mineurs sur la question de la journée de travail et l'élévation des salaires n'avaient d'ailleurs satisfait ni les ouvriers ni les propriétaires des mines. Après l'échec de la tentative de grève solidaire décidée par la « Triple Alliance », la question resta donc en suspens.

En Juillet 1925, les patrons des mines avertissent les mineurs qu'ils ne reconnaissent plus le « National Wages Agreement » en vigueur, une sorte de convention collective établissant le principe du salaire minimum. Ils préconisent en même temps le rétablissement de la journée de huit heures. Ils annoncent la proclamation du lock-out si les mineurs n'acceptent pas les conditions posées. Toutefois, ils

consentent à retirer les avis de lock-out si le Gouvernement continue à fournir des subsides à l'industrie minière.

La Fédération des mineurs refuse ces propositions et se met en contact avec les autres Unions pour organiser la défense. Le T. U. C. averti, prend en main la cause des mineurs et désigne un comité spécial pour entamer des négociations s'il y a lieu. Le gouvernement conservateur, après avoir déclaré qu'il n'accorderait plus aucune subvention aux mines, et à la suite d'un embargo sur le charbon, décidé par l'Internationale des mineurs et ouvriers de transport en cas de grève éventuelle, embargo précédé par plusieurs réunions préparatoires des comités exécutifs des Trade Unions en vue d'une cessation générale de travail, en un mot, après une agitation et des menaces de grève, le gouvernement annonce brusquement qu'il accordera encore la subvention pour une période de neuf mois (1). Là-dessus les patrons retirent leurs avis de lock-out.

C'était simplement ajourner le conflit, et le Gouvernement essuie une défaite qui, d'après les travailleurs, n'était qu'apparente. Ce n'était qu'une trêve pour mieux se pré-

(1) L'attitude du gouvernement dans ce conflit fut l'objet de critiques très sévères. Sir. J. Simon l'attaquait en ces termes : « Les ministres de sa Majesté ont suivi une course inconséquente et dilatoire. Ils ont été inconséquents parce qu'ils semblent n'avoir jamais su ce qu'ils pensent. Ils se sont contredits à maintes reprises. Cette course a été dilatoire parce qu'ils n'ont réellement saisi le problème que trop tard alors que des hommes pensants auraient dû le saisir à temps. Qu'a fait le Gouvernement ? Il a commencé par déclarer qu'en aucun cas il n'accordera une subvention à l'industrie charbonnière et quelques heures plus tard il déclare l'accorder. Je ne suis donc pas surpris qu'on commença à croire que le Gouvernement avait cédé à une pression extérieure ». (V. 3 speeches on the G. S., p. 30).

parer à un conflit devenu inévitable, et permettre au gouvernement de « charger ses fusils » (1). D'après les travailleurs, il n'y avait pas à ce moment-là des stocks de charbon assez importants pour soutenir la lutte. En accordant de nouveau un subside pour un délai de neuf mois, le gouvernement avait permis aux patrons de faire travailler les ouvriers pour accumuler des réserves qui serviraient plus tard à alimenter la lutte contre eux. Par contre les chefs trade-unionistes, ayant eu trop de confiance dans leur force, considéraient le conflit comme terminé et négligèrent une préparation au combat éventuel.

Pendant la période des subsides, une nouvelle commission de charbon est nommée sous la présidence de Sir H. Samuel dans le but de faire une enquête sur la situation économique de l'industrie charbonnière et les conditions qui l'affectent, et faire toutes les recommandations susceptibles d'améliorer cette situation. La commission déclare dans son rapport que l'industrie minière a besoin d'une réorganisation complète, que la situation critique de cette industrie n'est nullement imputable à une soi-disant agitation politique de la part des mineurs, comme le prétend le patronat. En outre, la commission rejette les propositions patronales tendant à n'envisager comme remède à la situation des mines qu'une réduction de salaires, en même temps qu'une

(1) « A. Workers' history of the great strike » by R. W. Postgate, pp. 10-11 Londres, 1927.

journée de travail plus longue. Le rapport contient une série de recommandations détaillées relatives à la réorganisation de l'industrie. Elle se prononce contre la continuation des subsides versées par l'Etat et arrive à la conclusion qu'il serait nécessaire de demander aux mineurs un sacrifice temporaire sur leurs salaires, mais seulement après que tous les moyens susceptibles d'améliorer l'industrie et augmenter son rendement aient été préalablement envisagés.

Donc toute discussion sur le problème doit porter sur ces moyens avant de toucher aux salaires. Cependant qu'au cours d'une première conférence entre patrons et ouvriers des divergences éclatent. Les mineurs reprochent à leurs adversaires de vouloir isoler la question des salaires des autres recommandations présentées par la commission, et de concentrer la discussion sur la proposition de les réduire, en même temps que d'allonger la journée de travail. Les mineurs se déclarent d'ailleurs fermement opposés à toute réduction de salaires ou augmentation des heures de travail. C'est l'inévitable impasse. Les « Mineowners » commencent alors une manœuvre de division des rangs serrés de leurs adversaires en entamant des négociations locales avec les représentants des mineurs dans les « districts », se passant ainsi des hommes qui sont à la tête du mouvement. Cette manœuvre a été dénoncée par le comité exécutif (1) du T. U. C., convoqué en permanence à Londres pendant toute

(1) General Council (G. C.).

la durée de la crise, et désapprouvée par le gouvernement lui-même. Mais les « Mineowners » reviennent à la manière forte et décident un lock-out général à partir du 1^{er} Mai 1926, si les mineurs ne cèdent pas (1).

Désormais nous voyons, d'une part, les Mineowners menacer de fermer leurs puits et jeter les mineurs sur le pavé si ceux-ci n'acceptent pas une réduction immédiate de leurs salaires, un prolongement de la journée de travail et l'abolition de la convention collective établissant le principe de salaire minimum (National Wages Agreement), d'autre part, nous voyons les dirigeants ouvriers refuser toute discussion tant qu'une menace de lock-out plane sur les pourparlers. Ils exigent le retrait des avis de lock-out et la reprise des négociations sur la base des recommandations de la commission Samuel, sans toutefois admettre au préalable qu'on touche aux salaires. C'est l'impasse, le « Deadlock ».

III

Quel a été le rôle du Gouvernement dans ce conflit ? Il nous semble difficile de ne pas admettre que son attitude fut équivoque. Dès le commencement de la crise, il avait nommé une commission et réuni les deux parties en conflit dans une conférence qui n'aboutit à rien. Et après la déci-

(1) Les conditions qu'on voulait imposer à ces derniers ramenaient leurs salaires à un taux que le président de la « Mining Association » lui-même qualifia de « misérable ».

sion de lock-out, le Gouvernement trouva commode de garder la neutralité. Il croyait devoir se désintéresser du problème, laissant aux parties le soin de régler leur différend. Cependant la Fédération des mineurs fit appel à l'intervention gouvernementale, et le Gouvernement, sortant brusquement de sa soi-disant neutralité, se rangea purement et simplement du côté patronal. Il invita, en effet, les mineurs à accepter immédiatement une réduction des salaires. Et comme ces derniers s'y opposaient toujours, on commença de part et d'autre à se préparer pour un combat devenu inévitable.

Il a suffi d'un incident insignifiant pour que le Gouvernement déclenche l'offensive contre toute la classe ouvrière, élargissant ainsi le terrain d'un conflit borné, au début, à une question de salaires dans les mines. A la suite d'une abstention de travail d'un certain nombre d'imprimeurs dans un journal londonien connu par son hostilité à la cause des travailleurs, le Gouvernement envoie brusquement une sorte d'ultimatum au T. U. C., dans la nuit du 2 au 3 Mai 1926, l'invitant à cesser immédiatement toute tentative d'agitation. On y lit notamment : « Le Gouvernement
« de Sa Majesté croit qu'aucune solution pratique et hono-
« rable des difficultés de l'industrie charbonnière ne pour-
« rait être trouvée sans une sincère acceptation du rapport
« de la commission. Dans l'expression (acceptation du rap-
« port) est compris, et la réorganisation de l'industrie qui
« sera immédiatement entreprise, et un ajustement des

« salaires et des heures de travail en attendant le résultat de
« cette réorganisation. Si les mineurs ou le T. U. C. en
« leur nom étaient préparés à accepter franchement ces propositions, le Gouvernement aurait été prêt à reprendre les
« négociations et continuer la subvention pour deux
« semaines. Mais depuis les derniers pourparlers entre les
« ministres et les délégués du T. U. C., le Gouvernement a
« appris que non seulement des instructions avaient été
« données par l'Exécutif des T. U. C. afin de déclencher
« une greve générale, mais encore des actes ouverts se produisirent, de nature à porter atteinte à la liberté de la
« Presse. Une telle action constitue un défi à la liberté et
« aux droits constitutionnels de la Nation ».

Le General Council, du T. U. C., visiblement gêné et surpris par la communication gouvernementale, car nous verrons que l'accord était loin de se réaliser dans son sein sur l'action à entreprendre, ne trouva d'autre issue, pour garder son prestige, que d'accepter le défi du Gouvernement. Dans sa réponse à la note gouvernementale, le General Council dit notamment : « La décision du Gouvernement
« de terminer les conversations reprises était connue avec
« surprise et regret par le G. C. Les représentants des trade
« Unions sont étonnés d'apprendre que, sans aucun avertissement, les conversations qu'on espérait frayer le chemin
« vers l'accord aient été brusquement interrompues par le
« Gouvernement pour les raisons données dans sa communication. La première raison invoquée est que des instruc-

« tions auraient été données par le G. C. aux différents syn-
« dicats en vue d'un arrêt général de travail. Nous vous
« rappelons qu'il n'y a rien d'inaccoutumé que des travail-
« leurs suspendent le travail pour la défense de leurs inté-
« rêts comme salariés, et que la raison de la décision, en
« l'espèce, est de mettre les mineurs sur le même pied d'éga-
« lité dans leurs négociations avec les patrons qui ont déjà
« décrété le lock-out.

« Quant à la deuxième raison que des actes auraient été
« commis portant atteinte à la liberté de la presse, il est
« regrettable que le Gouvernement ne donne aucune infor-
« mation spécifique à ce sujet. Le Général Council n'a
« aucune connaissance des actes allégués, et ses instruc-
« tions défendent catégoriquement toute action de ce genre.
« Le G. C. ignore ces actes et ne saurait en accepter la res-
« ponsabilité. Il regrette que le Gouvernement l'ait privé de
« l'opportunité de procéder à une enquête sur les incidents
« invoqués en s'en emparant pour en faire le prétexte de
« rompre les pourparlers entamés en faveur de la paix » (1).

Le G. C. termine par un appel au jugement du public et
le combat est désormais inévitable.

Il est à remarquer que le Gouvernement avait pris en
main dès le début la cause du patronat et que son rôle média-
teur n'était qu'un trompe-l'œil. Il avait ingénieusement

(1) V. « The mining crisis and the national strike ». 1926. Official reports,
pp. 66A, 68A.

obscurci la situation en se présentant comme arbitre dans le conflit, mais il ne tarda pas à revenir à son attitude hostile au prolétariat en justifiant son action par des raisons d'ordre légal et constitutionnel.

Le Gouvernement reproche aux dirigeants ouvriers d'avoir pris des positions de combat, d'avoir donné l'ordre de grève éventuelle et d'une mobilisation générale alors que les négociations n'étaient pas encore terminées. Il déclare ne pas admettre qu'on continue des pourparlers dans une atmosphère de bataille. Mais qui a créé cette atmosphère ? Qui avait déjà tiré l'épée en affichant les avis de lock-out ? N'est-ce pas le patronat ? Les Mineowners avaient posé leurs conditions et ne voulaient rien entendre des représentants qualifiés des mineurs. Ils tentèrent de semer la division dans les rangs ouvriers en entamant des négociations avec des groupes isolés dans les districts, se passant ainsi de la tête pour réduire les membres séparément. De plus, le Gouvernement lui-même avait pris des dispositions de combat avant même que le T. U. C. songeât aux préparatifs pour riposter à l'attaque patronale. Il a fait proclamer par le Roi l'état des circonstances exceptionnelles, et une « organisation pour le maintien du ravitaillement » annonçait à grand fracas son programme et ses préparatifs. « Nous nous sommes aperçus, » disait un leader ouvrier (1), qu'alors que nos hommes tra-

(1) E. Bevin, discours du 1^{er} mai 1926. Off. Rep., I. c., p. 34A.

« vaillaient pour la paix, le gouvernement derrière la scène
« mobilisait ses forces de guerre ».

*
* *

IV.

La grève générale fut proclamée le 4 mai 1926. Un formidable arrêt de travail fut exécuté par près de 6 millions de travailleurs. Comment allait-on sortir de cette situation ? On ne voyait alors que deux alternatives : 1) la capitulation du Gouvernement devant les exigences ouvrières ; 2) l'échec de la grève. Quant à la première alternative, le Gouvernement était résolu de mobiliser toutes ses ressources pour vaincre le mouvement. Il ne souffrait d'aucune dissension intestine, d'aucune divergence de vues sur l'action qu'il allait entreprendre. Par contre, dans le camp ouvrier, l'indécision se fit jour dès la première prise de contact avec les représentants du Gouvernement, et le désaccord ne tarda pas à éclater au cours de la grève entre les représentants des mineurs et les autres leaders trade-unionistes sur la manière d'en finir avec le conflit. Il est évident que c'est de ce côté-ci qu'il faut chercher les causes de l'échec de la grève.

Les membres du General Council n'avaient pas confiance dans la réussite. Le Gouvernement leur avait forcé la main par sa note comminatoire, et ce n'était qu'à contre-cœur qu'ils

priront la décision de proclamer la grève sous la pression de leurs troupes. Ils avaient cherché une issue par la prise de contact avec des personnalités influentes afin de trouver un recul honorable. Des conversations s'engagèrent alors entre Sir A. Samuel et le General Council, et à la suite desquelles le désaccord éclata entre la Fédération des mineurs et les autres membres du G. C. Ces derniers se déclaraient en faveur d'une reprise des négociations avec les mineowners sur la base d'un mémorandum délivré par Sir Samuel et recommandant une réduction des salaires dans les mines, alors que les mineurs s'y opposaient toujours. Cette scission au sein du G. C. fut fatal au mouvement entrepris. En effet, le G. C., à l'exception des représentants des mineurs, décida l'abandon de la grève générale et en avertit le Gouvernement le 12 mai 1926. Mais les mineurs continuèrent la lutte. C'était un lamentable échec de l'action solidaire entreprise en faveur de ces derniers. Alors les récriminations se donnèrent libre cours.

Les G. C. accusant les mineurs d'indiscipline, ceux-ci lui reprochant sa faiblesse et ses hésitations. Les mineurs lui reprochaient en effet sa politique de concession pratiquée dès le commencement du conflit, et qui ne fut pas reçue de même par le Gouvernement et les Mineowners. Par contre, aux concessions successives accordées par le G. C., ces derniers avaient répondu par une aggravation de leur attitude intransigeante jusqu'au moment où l'incident des imprimeurs leur fournit l'occasion de lancer un ultimatum au

monde ouvrier. « Le G. C. se trompe, proclament les leaders
« des mineurs, dans un manifeste publié à la suite de la grève
« générale, sur le véritable caractère de la lutte. Ni les pro-
« positions de Sir Samuel, ni la médiation des Bishops de
« l'Eglise, n'avaient trouvé accueil auprès du Gouvernement
« ou du patronat ».

Il n'y avait donc pas place à des compromis. La médiation ou l'intervention des tiers dans le conflit était repoussée par la partie adverse. Le Gouvernement était résolu à gagner une victoire décisive sur les travailleurs. Vis-à-vis de cette attitude, il ne restait à la classe ouvrière que de faire face au défi, de concentrer ses forces et de faire le front unique contre l'adversaire. C'est ce que le G.C. n'a pas su ou voulu admettre. Ce front unique, admis et réalisé en 1925 avait obligé le Gouvernement à céder et accorder une subvention aux mines. En 1926, quand la nécessité d'un front unique était cent fois plus évidente, on a brusquement failli de la voir. « Les leaders
« trade-unionistes ne tiennent pas compte des conditions
« nouvelles de la lutte d'après guerre entre le travail et le
« capital. Ce n'est point une question d'incapacité, encore
« moins de trahison, qui est la cause de l'échec. C'est le refus
« de voir la réalité d'une lutte dans laquelle toute la classe
« ouvrière est engagée. Les propriétaires des mines ont
« déclaré la guerre aux mineurs. Alors, à moins de se rési-
« gner à une politique d'assistance au capitalisme pour le
« sauver des crises en acceptant des réductions continuelles

« des salaires, le trade-unionisme doit se préparer franchement à une lutte de classe intensifiée » (1).

Sept mois après la fin de la grève générale, les mineurs capitulèrent à leur tour. La classe ouvrière perdit ainsi le combat par suite de la défection de ses dirigeants qui ne se résignèrent à la grève que la mort dans l'âme. Le Gouvernement se trouva alors en présence d'un état-major désuni, manquant la foi et la volonté de combattre, ne sachant pas jusqu'où il faut pousser la lutte.

*
* *

V

Il nous faut remarquer que le conflit dont nous venons d'exposer les péripéties était à l'origine purement économique. Il s'agissait, comme nous le savons, d'une question de salaire et des heures de travail dans les mines. Mais les événements se déroulent et font prendre au conflit une tournure différente. Les trade-unionistes se sont vus amenés par la force des choses à entrer en lutte ouverte contre l'Etat. Ainsi les grèves dites industrielles ou économiques, qui ne visent qu'une amélioration matérielle et immédiate du sort des travailleurs, semblent inévitablement conduites à prendre des allures politiques et même révolutionnaires. L'arrêt désastreux qu'elles provoquent dans la production constitue

(1) (A workers' History of the Général strike, op. cit., p. 103).

une menace pour l'existence de la société elle-même, menace d'autant plus dangereuse que les promoteurs de ces grèves ne montrent guère de tendresse à l'égard du régime actuel. Les gouvernements sont forcés d'intervenir pour défendre le régime, l'ordre, la constitution... etc. Ils sont dans leur rôle. Et on commence à sentir que les grèves modernes ne peuvent plus être tolérées sans ébranler la base du régime capitaliste. Les gouvernements de dictature les interdisent. Après avoir imposé le silence politique, les dictateurs croient pouvoir imposer le silence économique. Nous verrons comment l'Etat anglais, ou tout au moins le Gouvernement conservateur actuel, a commencé à entrer dans la voie des restrictions aux libertés ouvrières, poussé par la crainte d'un bouleversement provoqué par les grèves.

CHAPITRE III

I

La légalité de la grève générale sous le droit commun anglais

Après l'échec de la grève de 1926 il était inévitable que des esprits clairvoyants songeassent aux mesures nécessaires pour se prémunir contre le retour à des tentatives de ce genre. En profitant du désarroi qui régnait alors dans le monde ouvrier, on pourrait glisser au Parlement quelques projets pour sévir contre les « fauteurs de troubles ». D'éminents juristes, dont Sir. J. Simon, brandissaient déjà l'arme de la légalité pour abattre la grève générale à peine proclamée. On s'est efforcé d'établir l'illégalité ou l'inconstitutionnalité sinon de la grève générale — car nous verrons qu'une grande confusion règne chez les Anglais quand il s'agit de définir une « grève générale » — du moins de toute grève de quelque importance, ou de nature à inquiéter l'Etat.

De vives discussions d'ordre juridique se sont engagées entre partisans et adversaires du droit de grève avant que le Gouvernement se soit décidé à prendre l'initiative d'une législation restrictive de ce droit. Sir J. Simon, éminent juriste du parti libéral, donna le signal de l'offensive légale contre la légitimité des grèves dans son important discours

prononcé à la chambre des Communes en mai 1926, au moment où la grève générale battait son plein.

La théorie de Sir J. Simon sur l'illégalité de la grève générale a inspiré largement la loi de 1927 restrictive des droits trade-unionistes. Cette loi est venue modifier la position légale du problème, de sorte que notre examen de la thèse de Sir Simon est donc d'ordre retrospectif. Mais il n'en a pas moins son importance, étant donné que les discussions soulevées à propos de cette théorie influencèrent grandement la pensée des auteurs de la loi de 1927.

Sir Simon concentre ses arguments dans les propositions suivantes :

Tout d'abord, toute grève déterminant une violation des contrats qui lient les grévistes à leurs patrons est illégale parce qu'elle constitue une faute contractuelle. Donc la décision rendue par le G. C. proclamant une grève générale, sans tenir compte des contrats engageant les travailleurs, constitue un acte illégal. Tout ouvrier tenu par contrat à donner notice avant de cesser le travail et qui, obéissant à un ordre quelconque, se met en grève sans prévenir, enfreint la loi. Sa situation est la même que le patron qui n'observe pas le délai convenu pour remercier ses employés.

Sir Simon essaie de tirer de cette faute contractuelle certaines conséquences. Nous savons que la loi de 1906 (Trade disputes Act) a mis les trade Unions et leurs représentants à l'abri des recours en dommages à raison des actes commis par leurs membres engagés dans une dispute professionnelle

(trade dispute). De plus, tout membre trade-unioniste pourrait être évincé de ses bénéfices, allocations et autres avantages, s'il refusait d'obéir à un ordre de grève, sans aucune possibilité de recours contre l'Union qui l'a évincé. Enfin, ceux qui provoquent ou incitent à des grèves de cette nature ne peuvent être rendus responsables des actes commis par les grévistes à l'occasion d'un conflit professionnel ».

Voilà l'état de chose existant avant la loi de 1927. Sir J. Simon en convient ; seulement il soutient que la loi de 1906 n'a accordé l'immunité civile aux Unions et leurs représentants en cas de grève, qu'à condition que la grève dont il s'agit soit de caractère « *professionnel* » (Trade dispute). Une grève générale n'aurait pas un tel caractère, et par conséquent la loi de 1906 ne s'appliquerait pas dans ce cas. La loi ne saurait protéger les Unions contre le recours des personnes lésées par la grève générale et ses suite. Mais on sent alors la nécessité de définir la grève dite générale pour la distinguer du conflit « purement professionnel ». « Nous « avons eu déjà, Sir Simon dans son discours à la Chambre « des Communes (1), des grèves sérieuses, comme vous le « savez tous, mais une grève générale proclamée par les « leaders du travail organisé au mépris des contacts liant les « grévistes est une toute autre affaire ».

Ce n'est pas encore une définition, mais le juriste libéral semble considérer la violation des contrats engageant les

(1) 15 Mai 1926, « Three Speeches on the G. S. » (p. 3) .

grévistes comme l'une des caractéristiques de la grève générale. « Les ouvriers ont le droit de se coaliser, poursuit-il, ils ont le droit de se mettre en grève, ils n'enfreignent aucune loi, ils ne commettent aucune faute ; et pour cela il est juste que la loi de 1906 protège leurs fonds contre des recours imprévus, contre le hasard des décisions judiciaires. J'ai seulement à noter ceci : la loi de 1906 ne doit s'appliquer d'après son esprit même, d'après la pensée de ses auteurs, qu'aux grèves légales. Or, une grève générale quelles que soient les causes qui l'ont provoquée n'est pas, à proprement parler, un conflit d'ordre économique et professionnel. J'admetts volontiers qu'elle peut avoir pour origine un conflit de cet ordre. Mais une fois proclamée, la grève générale devient un mouvement illégal et anticonstitutionnel. Ce n'est pas une grève du tout. Une grève a essentiellement pour but de forcer le patronat à faire quelque chose. Une grève générale est une action dirigée, non pas contre les patrons mais contre le public, contre le Parlement et le Gouvernement pour les contraindre à faire quelque chose ».

Le critérium qui distingue une grève générale d'une grève professionnelle serait donc, suivant Sir Simon, son effet immédiat : exerce-t-elle une pression sur le Gouvernement et la Communauté ? Si oui, nous sommes en présence d'une action illégale et anticonstitutionnelle, donc punissable au double point de vue civil et criminel. Au point de vue civil, les Unions qui y participent, ainsi que les promoteurs et instigateurs de la grève, ne sont pas couverts par la

loi de 1906. Au point de vue criminel, la loi qui réprime les conspirations et les séditions contre l'Etat doit les frapper.

II

Sir Simon invoque à l'appui de l'illégalité de la grève générale un autre argument tiré du droit commun des juges « Common Law ». Nous savons qu'en Angleterre il y a un droit commun établi par les décisions des juges (Judge-Made Law) (1). Les lois positives faites par le Parlement portent le nom de « Lois de Statut » (Statute Law). L'interprétation du droit commun et des lois de Statut est confiée aux tribunaux dont les décisions font la jurisprudence (Case Law). Enfin les juges peuvent émettre des opinions par voie incidente (*obiter dicta*), n'ayant aucun rapport direct avec la cause soumise à leur jugement (2).

Ceci dit, reprenons l'argument de Sir Simon : il soutient que la grève générale est illégale, sous le droit commun tel qu'il a été interprété par le juge Astbury dans un procès entre l'Union des pompiers et marins et l'un de ses membres. Il s'agissait en l'espèce d'une action dite « collusoire » (*Collusive action*) intentée par l'Union en question contre l'un de ses chefs de branches, et d'accord avec lui, pour obtenir ce qu'on appelle un « *interim injunction* » ou jugement provisoire, enjoignant aux membres de l'Union d'obéir aux déci-

(1) (Voir *supra*).

(2) A. Henderson, l. c., p. 258.

sions de son comité exécutif. Au cours du procès le juge Astbury émet une opinion « obiter dicta » sur la question de la légalité de la grève de 1926. Il déclare que la soi-disante grève proclamée par l'Exécutif du T. U. C. est contraire à la loi, que les personnes qui y ont pris part ne sont pas couvertes par la loi de 1906 « attendu qu'aucun conflit industriel (trade dispute), n'a existé entre les Unions en grève d'une part, et le Gouvernement et la nation d'autre part. Les ordres de grève générale émanant du T. U. C. sont donc illégaux ». Puis, le juge revient au procès qui lui est soumis et déclare que le défendeur, en obéissant à ces ordres, commet un acte illégal et peut être astreint par l'Union « demandeur » à ne pas le faire. Il ajoute que les fonds trades Unionistes ne peuvent être employés comme secours aux grévistes qui cessent illégalement le travail ou rompent leurs engagements (1).

La thèse de Sir Simon a été vivement combattue par les juristes de l'autre camp (2). On lui reproche même de n'avoir pas traité le problème avec l'impartialité d'un homme de loi étranger à toute préoccupation politique.

Sir Simon semble suggérer que la grève générale est nécessairement illégale parce qu'il en résulte une violation des contrats liant les grévistes. Mais une rupture de contrat, disent ses contradicteurs, pourrait résulter de toute

(1) « Three speeches on the general strike », op. cit., p. 68.

(2) V. Discours de Sir H. Slesser aux Communes le 10 mai 1926. O. R. col., 302 et s.

grève. La grandeur, le volume, l'étendue d'un conflit ne saurait rendre illicite ce qui ne le serait pas si le conflit était de moindre importance. La rupture d'un contrat n'est pas un acte illégal en soi. Le seul fait de la rupture ne constitue pas nécessairement une faute légale au point de vue de la grève. Cela dépend dans chaque cas de la question de savoir si la violation de l'engagement s'est produite en vue d'un conflit industriel. C'est une question de fait à décider par les tribunaux dans chaque cas particulier. Si la rupture du contrat a lieu à l'occasion d'un conflit professionnel, l'art 3 de la loi de 1906 déclare que cette rupture n'engage nullement la responsabilité de ceux qui incitent à la grève.

Mais peut-être s'est-on battu là contre une ombre ; car, pour Sir Simon aussi, toute la question semble se ramener à savoir si une grève générale constitue un conflit professionnel, et par suite une action légale. Pour lui, la grève générale n'a pas ce caractère parce qu'elle tend à exercer une pression sur le Gouvernement et la communauté. C'est un acte de pression ayant pour but de contraindre l'Etat à faire quelque chose. Pour qu'une grève soit légitime et irréprochable, pour qu'elle soit purement professionnelle et économique, elle doit être dirigée contre les employeurs et seulement contre eux. Voilà à quoi semble aboutir la thèse de Sir Simon.

III

Cette théorie nous semble difficile à soutenir. Une grève a essentiellement pour but de contraindre quelqu'un. Elle ne peut pas avoir un autre objet. La grève c'est le recours à la force. C'est l'usage de la force pour obliger quelqu'un à faire quelques concessions. Or pourquoi existent les gouvernements ? N'est-ce pas pour être contraints ? Des organisations d'intérêts divers sont constamment amenées à exercer une pression sur les gouvernements. « On ne saurait imaginer, disait M. Snowden aux Communes, un moyen plus pacifique pour exercer une pression sur les gouvernements que celui des hommes cessant leur travail et restant chez eux » (1).

M. L. George appuie ces considérations par l'exemple : « Vous avez vu, dit-il, un arrêt de travail dans une industrie vitale pour le pays, celle des mines, qui dura plus de 7 mois. Peut-on prétendre que cet arrêt n'avait pas été calculé pour exercer une pression sur le Gouvernement, c'est-à-dire l'amener à prendre une certaine action ? » (2) Evidemment non.

En effet, condamner la grève générale en se fondant sur le fait qu'elle exerce une pression sur le Gouvernement, ce serait condamner toutes les grèves ayant quelque importance. Par la force des choses, à la suite de la concentration du

(1) (Communes, 5 mai 1927, Off. Rep. Col. 1798).

(2) (Communes, 5 Mai 1927. Off. Rep. Col. 1812).

travail dans des usines immenses, employant de véritables armées de travailleurs, les grèves ont pris de nos temps plus d'ampleur qu'autrefois. Alors, invoquer la gêne du Gouvernement en cas d'arrêts collectifs de travail pour les condamner c'est attaquer le principe même du droit des travailleurs de suspendre leur travail, principe que les conservateurs (die-hards) eux-mêmes se défendent de vouloir y toucher. Sir Simon lui-même ne conteste pas que dans la société actuelle « le droit de grève est pour l'ouvrier une chose très précieuse que tous ceux qui ont de l'estime pour les institutions britanniques doivent reconnaître et admettre » (1). L'expérience a montré que les ouvriers recourent assez souvent aux grèves pour se rappeler à l'attention des parlements qui semblent négliger les lois qui les concernent sans que le patronat soit en cause.

Si la grève générale est anticonstitutionnelle et illégale, comme le soutient Sir Simon, ce n'est pas parce qu'il en résulte une certaine gêne pour le public ou quelque pression sur le Gouvernement ou le Parlement ; c'est parce que la grève générale est une insurrection. C'est, suivant M. Ed. Berthe et tous ceux qui préconisent l'emploi de ce moyen, la prise révolutionnaire des instruments de production. C'est un mouvement en deux temps : 1^{er} temps : Refus collectif de travail, arrêt général de l'immense système productif ;

(1) (Three Speeches, I. c., p. 3).

2^e temps : mainmise révolutionnaire sur le système par la classe ouvrière (1).

Il est vrai que les travailleurs anglais, ou tout au moins leurs di figeants, ont toujours été hostiles à cette conception, étant donné leur esprit pratique et pacifique. Nous reviendrons plus loin à la conception anglaise d'une grève générale. Nous verrons qu'elle est essentiellement pacifique et réformiste. Mais la grève générale dans son expression dernière n'est pas, pour les milieux ouvriers et socialistes, le simple arrêt de bras ; c'est la possession des richesses sociales après le renversement de l'Etat. Alors, il ne saurait être question de légalité ou de constitutionnalité en présence d'un mouvement de ce genre. C'est une révolution ; et précisément une révolution, suivant une expression récente, commencerait par mettre la légalité en vacances.

Sir Simon semble qualifier d'anti-constitutionnelle toute action qui obligerait le Gouvernement à changer son attitude sous la pression d'où qu'elle vienne... Cet argument revient à dire qu'anticonstitutionnel, signifie simplement inconvenient aux pouvoirs publics.

Quant à l'argument tiré du « Commun Law » interprété par le juge Astbury, on lui oppose d'autres décisions judiciaires plus anciennes que le jugement rendu par l'honorable juge ne saurait annuler. Ainsi un certain Thomas Cooper avait incité à la grève pour amener le Parlement à

(1) (Mouvement social du 15 Novembre 1904).

voter le Charter. Il s'agissait alors d'une grève à caractère politique pour obtenir une réforme concernant le droit de suffrage, grève du genre condamné par la doctrine de Sir J. Simon. Traduit en justice pour sédition, il fut acquitté de ce chef. L'arrêt rendu déclare notamment que « persuader honnêtement et paisiblement à la classe ouvrière de cesser le travail pour obtenir le Charter n'est pas en soi un acte criminel » (1). Ce jugement n'a jamais été réformé depuis, ni la légitimité d'une grève-pressure sur le Gouvernement n'a été contestée sous le droit commun.

La décision du juge Astbury sur cette question, est attaquée, et dans sa forme, et dans le fond. L'honorable juge fonde son opinion sur les mêmes arguments invoqués par Sir Simon et déjà examinés plus haut. On a même accusé le juge de partialité et contesté sa sincérité parce que le jugement rendu le lendemain d'un discours de Sir Simon (2), avait reproduit ses arguments presque dans les mêmes termes dont il s'était servi pour prouver l'illégalité de la « soi-disant grève générale » (3)

Au point de vue de la forme on soutient qu'on ne saurait valablement considérer cette décision comme établissant l'illé-

(1) (« Trade Unions and The Law » by A. Henderson, p. 77). Rex. V. Cooper (1843) 4 State Trials N. S., p. 1250.

(2) Discours prononcé aux Communes le 6 Mai 1926. Jugement rendu le 7 Mai 1926).

(3) Il est curieux de remarquer que des deux côtés on n'admet pas qu'il y eut grève générale en 1926. Tandis que les leaders modérés du mouvement ouvrier anglais affirment qu'il n'y eut jamais grève générale, mais un simple arrêt de bras pacifique, « un noble mouvement de solidarité ouvrière », les partisans de la doctrine de Sir Simon soutiennent que le « stoppage général » de 1926 n'était pas une grève du tout, mais une tentative insurrectionnelle.

galité de la grève générale pour les raisons suivantes : 1) le défendeur n'était pas représenté par conseil devant le tribunal, mais avait comparu en personne, ce qui est contraire aux usages ; 2) le juge était en l'espèce incompétent pour faire la loi « obiter dicta » sur une question qui ne touche pas le point litigieux, étant donné qu'en règle générale, une décision n'a d'effet que relativement à l'affaire jugée ; 3) c'était un jugement provisoire (intérim injunction) pour lequel les parties n'avaient pas l'occasion d'apporter assez de preuves à l'appui de leurs prétentions respectives ; 4) le défendeur semblait travailler d'accord avec le demandeur pour faciliter l'obtention du jugement ; c'était donc une « action collusoire ».

En un mot le juge avait simplement profité de l'occasion pour exprimer son opinion sur quelque chose que les parties n'avaient pas demandé.

Nous n'avons pas à entrer dans l'appréciation de ces dernières critiques qui ne concernent que la procédure judiciaire anglaise. Quoi qu'il en soit, la controverse sur cette question qui nous occupe était loin de s'apaiser. Au cours de la discussion du projet de la loi de 1927 (Trade Unions of Trade disputes bill) devant le parlement, l'opinion du juge Astbury a fait son écho. Le Gouvernement veut s'en emparer pour démontrer que la nouvelle législation n'a rien changé au droit commun en vigueur relativement à la liberté de cesser collectivement le travail, qu'elle n'a par conséquent qu'un effet déclaratif en mettant sous une forme codifiée le prin-

cipe de l'illégalité de la grève générale affirmé par la décision du juge. Pour cette raison, le Gouvernement conservateur propose de faire précéder le texte du bill par ces termes significatifs : « Il est déclaré par ceci :... etc. » (1).

Il semble toutefois évident que la véritable intention des auteurs du bill était de ne pas soulever l'indignation des milieux ouvriers, ou inquiéter l'opinion publique anglaise toujours fidèle aux traditions et peu favorable aux changements. Ce n'est point, comme le soutenaient les défenseurs de la nouvelle législation devant le Parlement, pour mettre fin aux controverses sur la légitimité des grèves et tracer une limite légale à l'action des ouvriers afin qu'ils n'agissent qu'en connaissance de cause, qu'on a conçu le bill en question. Ces défenseurs n'ignorent pas que les travailleurs ne s'embarrassent d'aucune limite légale, qu'elle soit établie par le droit commun ou le droit positif, quand ils sont entraînés par un mouvement de fond irrésistible vers l'action collective, et surtout quand ils comptent par millions. Va-t-on les emprisonner en masse quand ils sont amenés à ne pas respecter la limite légale ? Va-t-on poursuivre les dirigeants et les instigateurs ? Mais alors, comme l'a fait remarquer avec force le travailliste Snowden au cours des débats aux Communes (2), ce serait envenimer le conflit. Les dirigeants ne sont pas irremplaçables. Un mouvement de l'envergure de

(1) (It is hereby declared !)

(2) 5 Mai 1926, Of. Rep. col. 1800.

la grève générale n'a jamais été entravé par des mesures légales. L'expérience a montré que, dans la plupart des cas, la désagrégation des forces ouvrières et leurs dissensions intestines étaient la seule cause de l'échec de leur action concertée.

DEUXIÈME PARTIE

Le “ Trade Disputes & Trade Unions Act ”

I

Généralités

Le Gouvernement conservateur anglais, soutenu par son imposante majorité, a déposé au Parlement l'an dernier (Mai 1927), et exactement 12 mois après l'échec de la grande grève, un bill relatif aux conflits ouvriers et aux droits des trade Unions. Son initiative constitue la première réaction contre les libertés ouvrières depuis la guerre. Le désarroi régnant dans le camp ouvrier après l'échec de leur tentative, la forte majorité dont ils disposent aux Communes, ne pouvait qu'enhardir les éléments réactionnaires et pousser le Gouvernement à prendre ce pas. Sous le fameux prétexte de prévenir les troubles et rétablir la paix industrielle, et dans le but de « défendre la liberté des citoyens contre la grève générale », le Gouvernement présenta son bill tout en affirmant qu'il n'avait nullement l'intention de toucher au droit des tra-

vailleurs de se concerter et de quitter collectivement le travail. « La grève, déclare l'attorney-général au cours des débats, est malheureusement une arme nécessaire pour les trade Unions. Je dis malheureusement, parce que nous ne sommes pas les seuls à constater que, très souvent, cette arme est de nature à frapper d'autres personnes que celles contre lesquelles elle est dirigée. Mais l'existence de cette arme n'en est pas moins une nécessité pour prévenir l'injuste exploitation des travailleurs par le patronat » (1). Reste à savoir quelle valeur faudrait-il attacher à ces affirmations, et si le droit de grève était laissé intact après le vote de la loi. Quoiqu'il en soit, le bill a été l'objet d'une opposition acharnée des milieux ouvriers au Parlement et dans le Pays. Leurs congrès annuels n'ont cessé de protester contre la loi nouvelle et de réclamer avec force son rappel immédiat. On y voit un acte délibéré d'hostilité de classe, visant à frapper à mort leurs organisations et les livrer à la merci des capitalistes.

Cependant que les auteurs de la mesure en question nient toutes visées de ce genre, ils ne lui donnent pour but que d'affermir l'autorité du Gouvernement et l'affranchir de toute pression du dehors, de protéger la communauté contre les conséquences de la grève générale, enfin d'assurer la liberté des citoyens contre certains faits d'intimidation accompagnant généralement les arrêts collectifs de travail. Et pour

(1) Par. Deb. 2 Mai 1927 Off. report col. 1316.

atteindre ce but le bill, selon eux, devrait être inspiré des principes suivants :

- 1° La grève générale est illégale ;
- 2° L'intimidation est illégale ;
- 3° Les fonctionnaires (civil servants) doivent se soumettre à une « allégeance » indivisible vis-à-vis de l'Etat ;
- 4° Personne ne sera désormais contraint de souscrire aux fonds politiques des trade Unions (1).

Nous nous proposons d'examiner successivement ces quatre principes que les auteurs de la loi auraient voulu voir établis, en insistant particulièrement sur le premier relatif au droit de grève et sa légitimité, et chercher dans quelle mesure la nouvelle législation a été inspirée par ces principes.

(1) Discours de l'Att. Gen. aux Comm. 2 Mai 1927, O. R. Col. 1311 et s.

CHAPITRE PREMIER

I. — La grève générale est illégale

I

« Les Anglais se distinguent par une extraordinaire incompréhension de la lutte de classes ; leur pensée est restée très dominée par des influences médiévales : la corporation privilégiée, ou protégée au moins par les lois, leur apparaît toujours comme l'idéal de l'organisation ouvrière » (1). C'est en ces termes que G. Sorel jugeait la mentalité des travailleurs anglais. Il faut entendre par là, qu'ils ont toujours éprouvé une aversion pour l'idée de grève générale telle que les théoriciens syndicalistes la conçoivent. Les considérations d'ordre pratique, sont, aux yeux de l'Anglais, d'importance capitale. Un ouvrier anglais parvient difficilement à se convaincre qu'un arrêt de travail, qu'il soit général ou limité, puisse avoir autre but qu'une amélioration immédiate et matérielle de son sort. C'est une conception essentiellement pratique et pacifique qu'a la classe ouvrière anglaise de la grève générale, et nous savons que la grande grève de 1926,

(1) G. Sorel, *Ref. sur la violence*, p. 175.

qui avait tant ému les pouvoirs publics, n'avait été déclenchée que pour soutenir la cause des mineurs qui résistaient à une réduction de leurs salaires. Aucune violence, aucun acte de sabotage, aucun incident de quelque importance n'avait marqué ce formidable mouvement collectif.

Les représentants de la classe ouvrière anglaise, dans les nombreux congrès de l'Internationale, étaient presque toujours opposés à la tactique de la grève générale préconisée par leurs camarades continentaux. Ils ne parlaient que des grèves de solidarité, grèves pacifiques et réformistes, et pour eux, l'idée ne se liait en rien à une mainmise révolutionnaire sur les instruments de production (1). En un mot, ils proposaient une généralisation de la grève bien plus qu'une grève générale. Nous savons, d'après les théoriciens syndicalistes, qu'une véritable grève générale ne peut aboutir qu'à une révolution. C'est une sorte de paralysie collective de toute activité. « Plus de pain chez le boulanger, plus de lait à la porte de l'appartement, plus de journaux, plus de trains, plus de cafés, plus rien, rien de rien » (2). Le corps social ne saurait vivre si la production était ainsi arrêtée pendant un certain temps. C'est un grand cataclysme qui ferait faire peau neuve à la société. Il est bien entendu qu'une action pareille ne saurait exister que dans le domaine

(1) cf. Thèse de A. Saulière, 1913 : « De la grève générale, de R. Owen à la doctrine Syn. ».

(2) En ce sens, Thèse de A. Saulière, 1913 : « De la grève générale de R. Owen à la doctrine Syn. »

de l'idéal, et les théoriciens syndicalistes qui propagent cette idée s'indignent fort qu'on leur objecte l'impossibilité de réalisation pratique de leur conception. Ils ne contestent point que la grève n'est qu'une catégorie de l'idéal. Les Anglais rejettent l'idée parce qu'ils reculent devant les difficultés de sa réalisation immédiate. « Je n'attache pas d'importance aux objections que l'on adresse à la grève générale en s'appuyant sur des considérations d'ordre pratique ; c'est revenir à l'ancienne utopie que vouloir fabriquer sur le modèle des récits historiques des hypothèses relatives aux luttes de l'avenir et aux moyens de supprimer le capitalisme. Il n'y a aucun procédé pour pouvoir prévoir l'avenir d'une manière scientifique ou même pour discuter sur la supériorité que peuvent avoir certaines hypothèses sur d'autres ». La grève générale ne serait donc, d'après ces théoriciens, qu'un moyen d'agir sur le présent. « C'est un tableau d'images héroïques susceptible d'entretenir l'ardeur des ouvriers et de les rendre toujours capables des grandes actions » (1).

Mais les Anglais ne l'entendent pas de cette façon. Ils cherchent la méthode la plus appropriée pour obtenir des avantages matériels et immédiats. Il leur importe peu ce que les syndicalistes continentaux appellent la valeur éducative et mythique des grèves, si elles n'aboutissent pas à une amélioration bien sentie de leur sort.

(1) G. Sorel, op. cité, p. 176 et s.

Quoiqu'il en soit l'idée d'une grève générale, qui apparaît dès le début de l'Internationale au Congrès de Genève, était bien d'origine anglaise. En 1832, Robert Owen, homme remarquable, à la fois « businessman » et idéaliste, fondateur de plusieurs colonies socialistes, avait conçu le plan d'une vaste organisation de travail, réunissant tous les travailleurs en vue de créer une société nouvelle où la coopération se serait substituée à la concurrence, où les échanges seraient basés sur la valeur-travail. Il forma, pour ces fins, une confédération de toutes les Unions ouvrières, intitulée « La Grande Nationale ». Le plan d'action était de commencer par demander la journée de 8 heures et, en cas de refus, de provoquer un arrêt général dans l'industrie et de persister dans cet état jusqu'à la capitulation du patronat, et la mainmise des travailleurs sur les usines. Si le patronat ne cédait pas il était prévu, on ne sait trop comment, que les travailleurs devaient être employés, pendant leur chômage volontaire ou forcé, dans des colonies « d'Harmonie Socialiste » créées pour remplacer le système capitaliste (1).

La tentative échoua, comme toutes les autres utopies relatives à l'organisation future du travail. Il n'est pas d'ailleurs certain que Robert Owen avait dans la grève générale une foi absolue comme moyen de réaliser son idéal. Il avait tout d'abord pratiqué l'action parlementaire, mais découragé

(1) M. Starr. op. cit. p. 9.

et désabusé, il songea à la grève générale pour obtenir la journée de 8 heures.

II

Les chefs actuels du mouvement ouvrier sont aussi hostiles à la grève générale que leurs devanciers, à l'exception toutefois d'une petite minorité très agissante. Parlant en octobre 1923, M. Macdonald déclarait que la grève générale était « le dernier recours d'un idiot », qu'elle constituait une arme nuisible et de nature à ruiner le trade unionisme si elle était poursuivie jusqu'au bout ; que c'était un « acte de folie », une « illusion »..., etc. (1).

Cette aversion des chefs politiques et travaillistes pour l'action directe n'a pas empêché, nous l'avons vu, le formidable « stoppage » de 1926. La masse travailleuse ne semble pas raisonner à la manière de leurs chefs officiels. Elle ne raisonne même pas du tout. Elle se voit remuer par des mouvements spontanés et irrésistibles provoqués par le développement également irrésistible du capitalisme. Ce dernier ne saurait vivre et se développer qu'au détriment des salariés. Les ouvriers sont poussés à la résistance par le moyen le plus naturel et le plus approprié qui consiste à refuser collectivement le travail, et leur action peut ainsi échapper au contrôle de qui que ce soit.

(1) Cité par l'Att. Gén. aux Comm. 2 Mai 1927, O. R. col. 1318.

Les efforts faits par les leaders du monde trade unioniste pour contrôler les impulsions de la masse ouvrière et discipliner leurs troupes sont aussi vains que ceux du législateur qui chercherait à brider l'action ouvrière par la loi. Quand nous aurons à nous occuper de l'effet de la loi de 1927, nous verrons que le malaise industriel et social n'a nullement disparu, que les patrons eux-mêmes prennent déjà l'initiative d'un rapprochement entre ouvriers et employeurs, en convoquant les chefs ouvriers à des conférences de « paix industrielle » (1). C'est donc une preuve que la nouvelle législation n'a pas favorisé la paix sociale ; elle n'a pas réalisé le but voulu par ses auteurs.

Si, comme nous l'avons constaté, certains chefs du trade unionisme dénoncent avec la même force que les promoteurs de la loi de 1927, le danger de la grève générale, comment expliquer leur opposition à une loi qui aurait précisément pour but d'interdire toute action pareille ? Il y a dans cette attitude une certaine contradiction qui s'explique par la tendance à la démagogie des chefs. S'ériger en défenseur des libertés syndicales, montrer aux travailleurs par des déclarations et des discours qu'on veille à leurs droits, quelle belle occasion pour gagner leur sympathie et devenir populaire ! Ces considérations auraient singulièrement affaibli la valeur des critiques très sévères formulées par les leaders du travail contre la loi de 1927, si cette dernière s'était bor-

(1) Voir *Infra* : Appendice.

née à condamner simplement la grève générale. Mais la loi s'est attaquée à l'ensemble des libertés ouvrières, libertés reconnues depuis plus d'un demi-siècle. Le Gouvernement avait cherché à endormir les méfiances en battant sur la trompette de la grève générale, alors que sa véritable intention incorporée dans les dispositions nouvelles votées par le Parlement, était de frapper tout le processus des grèves, d'isoler le travailleur et de jeter le désarroi dans les organisations ouvrières par une série de prescriptions et de restrictions qui n'ont rien de commun avec la « soi-disant grève générale ».

Quoiqu'il en soit, les chefs trade-unionistes ne condamnent pas absolument l'idée de grève générale. Ils ne la rejettent que dans la mesure où elle serait irréalisable. Ils ne l'admettent que si la nation entière la favorise. Et cela n'arriverait qu'en cas d'extrême péril menaçant le peuple entier, tel qu'une guerre contre sa volonté, ou un despotisme qui lui serait imposé par un tyran (1). Dans ce cas, une action si formidable que la grève générale serait possible et même recommandable parce que la nation elle-même, pour conjurer le péril, consentirait aux dures privations qui en résultent.

En somme, ces unionistes n'admettent la possibilité d'un mouvement pareil que si l'opinion publique y est gagnée ou l'approuve entièrement. Ils en concluent qu'une mesure

(1) V. Discours de M. Snowden, Communes, 5 Mai 1927, O. R. col. 1799.

légale rendue contre la grève générale serait futile et inefficace parce que l'opinion publique suffirait à briser tout mouvement qui lui répugne, surtout en Angleterre. « Espère-t-on qu'aux temps de grandes excitations, aux moments graves où des millions d'hommes sont exaspérés par un sentiment d'amertume ou de malaise, qu'une mesure quelconque puisse prévenir ce qu'on cherche à prévenir ? Le seul moyen d'éviter une grève générale c'est le sens commun qui doit assurer la justice aux hommes, et qu'on joue « franc jeu » à leur égard » (1).

On va même jusqu'à prétendre qu'il n'y eut jamais une grève générale proprement dite en Angleterre. La grève de 1926, qui souleva tant de polémiques sur sa nature et son caractère, et qui provoqua le vote de la loi de 1927, ne serait pas, d'après certains syndicalistes anglais, une grève générale. Le nombre des syndicats qui y prirent part n'avait pas dépassé les deux tiers de ceux affiliés au T. U. C. Un arrêt de travail, pour être général, doit englober au moins toutes les Unions, membres du T. U. C. Or, le General Council, qui décréta la grève de 1926, ne fit point appel à toutes les Unions confédérées. Ce n'était donc qu'une grève nationale de certaines catégories de travailleurs pour montrer leur solidarité avec les mineurs. C'était en un mot une grève sympathique (2).

(1) Discours de M. Shaw aux Communes, le 4 Mai 1927, O. R. col. 1687.

(2) Bromley, Communes, 4 Mai 1927, O. R., col. 1702.



Cet argument est combattu, et par le Gouvernement, et par les extrémistes du monde ouvrier. Ces derniers s'élèvent contre l'opinion d'après laquelle une grève générale ne s'est jamais produite et n'est pas susceptible de se produire contre l'opinion publique. « Il est futile de parler de la grève de l'année passée, déclare le député communiste Saklatvala aux Communes, (1) comme si elle n'était pas une grève générale proprement dite. Certes, au point de vue technique, ce n'était pas une grève générale parce que le mouvement ne s'était pas assez développé. Mais il n'est pas douteux que ceux qui l'avaient entreprise avaient voulu de tout cœur lui donner un caractère de généralité. Le but d'une grève entreprise par la classe laborieuse est d'attirer l'attention du public indifférent sur leurs griefs, de lui dire : vous n'apportez pas assez de pression sur l'Etat pour l'amener à satisfaire ces griefs »

D'autre part, ces extrémistes ne croient pas à l'impossibilité d'une grève générale qui ne serait pas accueillie favorablement par l'opinion publique. L'opinion publique, soutiennent-ils, est absolument faussée par les grands moyens de publicité et de propagande dont disposent les

(1) Off. Rep Col. 1859, 5 Mai 1927

capitalistes. Et puis l'opinion publique ne serait jamais unanime à approuver ou à condamner quelque chose. Que de fois une minorité agissante et entreprenante avait rallié l'opinion générale à sa cause parce que son action aboutissait au succès.

Rien n'est moins susceptible, disent-ils, de gagner la sympathie des foules qu'une action de grève ; cependant le public est souvent du côté qui renferme la plus de force. L'approbation de ce qu'on appelle l'opinion publique se mesure par l'étendue du succès obtenu par les grévistes.

Ils concluent qu'il n'y a pas à attacher grande valeur à ces arguments d'ordre démagogique qui veulent soumettre l'action directe à des conditions presque impossibles à réaliser, telles que le consentement du pays, ou l'approbation de l'opinion. Dire à la classe ouvrière : ne bougez pas jusqu'à ce que l'opinion publique vous accorde ses bonnes grâces, c'est l'endormir sur ses lauriers, c'est la vouer à un long sommeil. Les grèves doivent donc se généraliser. Elles tendent déjà à prendre des allures politiques et révolutionnaires, et constituer ainsi une sorte de gymnastique pour préparer l'insurrection. « Il nous semble évident, déclare M. Hicks, leader trade-unioniste, que des grèves générales de caractère plus formidable et plus intense que celle déjà produite soient inévitables ». Un autre leader ouvrier déclare : « La lutte de classes elle-même, par l'inexorable poussée des forces économiques, va créer la nécessité d'autres luttes plus formidables que la

grève générale de 1926. Les procédés seront toutefois différents, et la conduite de la grève sera améliorée » (1).

*
* *

Quant à la thèse soutenue par le Gouvernement au sujet de la grève générale, elle semble loin d'être claire ou même intelligible. A force de réduire la portée de la nouvelle législation, et d'affirmer que son but essentiel n'était que de rendre illégale la grève générale, les défenseurs de la loi avait singulièrement obscurci la situation et jeté la confusion dans les esprits.

Qu'entend le Gouvernement par « grève générale » ? Il soutient d'abord que cette tactique n'est point un idéal inventé par des théoriciens à l'esprit chimérique. C'est une réalité qui existe et qui constitue une menace contre l'Etat. Il invoque l'autorité de Lord Asquith qui déclarait dans un de ses discours que la grève générale se séparait des autres grèves en ce qu'elle constituait un coup dirigée, soit intentionnellement ou non, et par ses inévitables conséquences, contre les intérêts vitaux de la communauté. L'attorney-general nous apprend également par ses déclarations aux Communes (2), qu'une grève est de caractère général toutes les fois qu'elle est dirigée contre l'Etat, par opposition à celle qui vise le patronat. « Vous pouvez faire,

(1) MM. Purcell et Hicks, cités par l'Att. gén. aux Com., 2 Mai 1927, O. R., col. 1320.

(2) 12 Mai 1927, of. Rep. Col. 606.

s'adresse-t-il aux ouvriers, ce que vous pensez juste dans l'exercice du droit de grève contre votre patron, mais vous n'êtes pas autorisés de briser la loi. Vous infligeriez un coup des plus graves à la constitution du pays si vous abusiez de votre droit de cesser le travail, et s'il résultait de cet abus, que vous le vouliez ou non, une pression sur le Gouvernement et la communauté ». C'est la fameuse thèse de Sir Simon adoptée ainsi par l'auteur de la loi. (1) Par ailleurs, l'attorney-general qualifie la grève générale de « conspiration séditeuse », de « crime contre l'Etat » : « Il est nécessaire d'établir par les lois de Statut, ce qui a déjà été prononcé par les « Law Courts » qu'une grève générale est un crime contre l'Etat, que tous ceux qui y trempent se rendent coupables de conspiration séditeuse, et que toute organisation qui la fomenté se rendra responsable des dommages qui en résulte (2). »

Bref, le Gouvernement semble élargir la notion de grève générale pour y faire entrer toutes les grèves importantes. Celles-ci peuvent avoir pour objet une pression sur l'Etat, elles peuvent causer des ennuis au public, elles peuvent infliger une souffrance à la communauté. Ces ennuis et souffrances constituent, d'après la doctrine du Gouvernement, une pression indirecte sur le pouvoir établi. Et cela suffit pour que la grève prenne l'épithète « générale » et devienne une sé-

(1) Voir Supra.

(2) L'Att. Gén. Discours à Croydon, le 7 Janvier 1927. V. O. R. 12 Mai 1927, col. 609.

dition criminelle sans qu'il y ait lieu de se préoccuper de l'intention de ceux qui l'organisent.

Comment peut-on considérer une action de grève comme dirigée contre l'Etat, et partant criminelle, quand ses promoteurs n'ont pas un tel dessein ? « Si le terme » dirigée contre l'Etat » signifie quelque chose, disait Sir H. Slessor aux Communes, il doit signifier que les personnes qui participent à la grève ainsi que ses promoteurs ont l'intention de nuire à l'Etat. Alors, j'étais fort étonné d'entendre l'attorney-general déclarer que c'était une grève générale, — c'est-à-dire un crime — « qu'on le veuille ou non ». Imaginez un individu déféré aux tribunaux pour trahison, et que l'accusation vienne soutenir que cet individu est accusé de trahison mais qu'on ne sait pas s'il l'a voulue ou non ! Comment peut-on trouver un élément de sédition ou de trahison qui rend une grève si terrible chez des hommes qui n'ont pas cette intention ? » (1)

Mais le Gouvernement estime qu'il importe peu que l'intention des grévistes soit ou ne soit pas de nuire à l'Etat, tant qu'il résulte de leur action un préjudice à la communauté.

Cette doctrine semble avoir inspiré la loi de 1927 dont nous nous proposons maintenant d'analyser les textes en commençant par son article premier relatif au droit de grève.

(1) H. Slessor, *Off. Rep.* 12 Mai 1927, *Communes*, col. 611.

IV

ARTICLE PREMIER

Le droit de grève

L'effet de la loi de 1875, combiné avec celui de l'act de 1906 avaient, comme nous l'avons déjà vu, assuré l'immunité des trade-unionistes au double point de vue civil et criminel en cas de grève. Avant même la loi de 1875, le droit de grève était reconnu sous le droit commun, et à l'exception de quelques rares décisions judiciaires, les tribunaux anglais n'avaient jamais soutenu que les grèves étaient illicites (1) — Il ne considéraient pas comme contraires au « Common Law » les coalitions ayant pour but d'améliorer les conditions des travailleurs. Les lois de Statut passées de temps à autre dans le but de contrôler les mouvement de ce genre n'ont point modifié le droit commun sur ce point.

Ce n'est qu'après le rappel de l'ensemble des « vieux statuts » par le « Combinaison Act » de 1825, que l'opinion erronée d'après laquelle les trade Unions constituaient des associations illégales sous le droit commun commença à prévaloir. Mais le poids de l'autorité judiciaire fut jeté dans la balance pour combattre une telle opinion, et le juge Fletche Moulton déclara en 1909 que les grèves « per se » étaient des combinaisons qui ne visaient ni l'accomplissement d'une fin

(1) Henderson : Op. cité, p. 76 et S.

légitime par des moyens illégaux, ni l'accomplissement d'une fin illégitime par des moyens légaux (1).

Telle était la position légale et juridique avant la grève de 1926 et la fameuse controverse relative à sa légalité. Elle est considérablement modifiée par l'art. 1 de la loi de 1927. Cet article est ainsi conçu : « Il est déclaré par ceci : a) que toute grève est illégale si elle :

i) a un objet autre que ou outre le soutien d'un conflit professionnel (trade dispute) dans l'industrie ou la profession (trade) dans laquelle les grévistes sont engagés ; et :

ii) est une grève projetée ou calculée pour contraindre le Gouvernement soit directement, soit en infligeant une souffrance à la communauté ; et :

b) que tout lock-out est illégal si elle :

i) a un objet autre que ou outre le soutien d'un conflit professionnel dans l'industrie ou la profession dans laquelle les employeurs lock-outants sont engagés ; et :

ii) est un lock-out projeté ou calculé pour contraindre le Gouvernement soit directement, soit en infligeant une souffrance à la communauté » (2).

Avant d'aborder l'analyse de cet article deux observations s'imposent :

(1) Henderson, op cit., p. 78 et s.

(2) Trade Disputes et Trade Unions act. 1927. Section I.

V

PREMIÈRE OBSERVATION

I. — *Le Lock-Out*

Dans le projet de loi primitif le lock-out n'était point touché par les dispositions nouvelles. Le texte n'en parlait pas. Cette pratique, pourtant assez fréquente de nos jours, ne semble pas avoir ému les auteurs du bill. L'attorney-general soutenait au cours de la discussion qu'un lock-out général proclamé dans le but d'exercer une pression sur le Gouvernement était chose inconcevable. « Il est aussi inutile qu'inepte, dit-il, d'appliquer les dispositions de cette loi aux lock-out, et cela pour deux raisons : tout d'abord, le bill soumis à votre examen n'envisage que des réalités. Il n'y eut jamais, à ma connaissance, un lock-out général en donnant à ce terme le même sens que celui de la grève générale — c'est-à-dire un lock-out dirigé, non point contre les travailleurs, mais contre le Gouvernement. Je ne pense même pas que ce terme ait été familier avant la publication du bill. Donc, toute proposition tendant à prohiber ou à rendre illégal un « lock-out général » serait une mesure qui frapperait quelque chose qui n'est jamais susceptible de se produire ».

« D'autre part, poursuit-il, si un groupe de patrons commettait la folie de vouloir contraindre l'Etat ou le Gouvernement en décrétant un « lock-out général » contre leurs employés, la seule façon efficace de procéder à l'égard d'une conspiration

pareille ne serait point une condamnation à l'amende, ni même à l'emprisonnement de ces patrons. Le Gouvernement en pareil cas doit se servir de l'arme que lui donne « l'Emergency Powers Act de 1920 », et en vertu de laquelle il pourrait prendre possession de leurs usines, et les forcer ainsi de revenir à la raison » (1)

La première raison invoquée par le Gouvernement, pour ne pas frapper également les locks-outs et les grèves, serait donc l'impossibilité, ou tout au moins l'improbabilité d'une action de lock-out dirigée contre le gouvernement et le pays. A vrai dire, on ne voit pas sur quelle base l'auteur du bill fonde-t-il son affirmation qu'un « lock-out général » n'est pas une réalité, et que par conséquent la loi ne doit pas s'en occuper. Un lock-out contre l'Etat et le Gouvernement nous semble parfaitement possible et concevable. L'exemple de ce qui se passe actuellement dans l'industrie sidérurgique allemande est très frappant (2). Le patronat allemand, à la tête duquel s'est placé le chef du parti nationaliste lui-même (Von Hugenberg), a réduit au chômage près d'un demi-million de travailleurs, en proclamant un lock-out général qui ne vise en réalité que d'atteindre le Gouvernement actuellement au pouvoir. Dépité par l'échec de ses partisans aux dernières élections législatives, privé des avantages du pouvoir passé entre les mains d'une coalition dans laquelle l'élément socialiste

(1) Communes, 2 Mai 1927, O. R. Col. 1322 et s.

(2) Novembre 1928.

domine, le patronat allemand cherche maintenant à atteindre le Gouvernement à travers les travailleurs. Les magnats de la Ruhr ont repoussé la sentence arbitrale qui leur enjoignait de verser une majoration de salaires à leur personnel, et toutes les interventions du Gouvernement à cet effet sont demeurées vaines. Ils veulent créer une grande crise sociale dans le but de provoquer un déchirement du cabinet du Reich, obéissant ainsi aux suggestions du leader nationaliste Hugenberg. Du domaine économique et social, le débat s'est donc transféré sur le terrain politique. Les journaux nous apprennent que le Gouvernement allemand songerait à répondre à l'offensive des patrons par la défense d'escompter leurs effets de commerce à la banque d'Empire. Mais le patronat aurait déjà prévu cette mesure et constitué un « trésor de guerre » (1).

Ces événements ne sont-ils pas la meilleure preuve que l'action patronale pourrait parfaitement exercer une pression sur le pouvoir établi soit directement, soit indirectement en faisant souffrir les masses travailleuses ? Certes, les patrons alliés aux puissances d'argent peuvent avoir à leur disposition d'autres moyens de pression sur les pouvoirs publics, moyens d'autant plus efficaces qu'ils sont occultes et échappent, dans le régime actuel, à tout contrôle et à toute répression. N'a-t-on pas dénoncé ces derniers temps les « murs

(1) Voir *Le Soir* du 30 Novembre 1928.

d'argent » dressés contre des réformateurs hardis par les ploutocrates ?

Mais le lock-out est aussi un procédé très pratique pour signifier aux gouvernants que les patrons sont mécontents et doivent obtenir satisfaction. Qu'est-ce qui empêcherait ces derniers de fermer leurs boutiques et leurs usines pour forcer le public et le Gouvernement d'accepter leurs demandes ?

« Supposons que l'histoire de l'année dernière, déclare sir Simon au cours des débats, ait été la suivante : Les Mineowners et les différentes compagnies minières sont déterminées à forcer le Gouvernement, le Parlement et les contribuables de continuer la subvention aux mines. Dans ce but, ils se coalisent avec les patrons des autres industries les compagnies de transport, des chemins de fer, etc... Cette coalition somme le premier ministre de résigner ou de continuer la subvention. Cette action constitue évidemment une conspiration légale. Alors je ne peux point voir le moindre fondement à l'illégalité de la grève générale — combinaison d'un grand nombre de salariés pour exercer une pression sur le Gouvernement ou l'Etat — sans que le même fondement serve à rendre illégal une action correspondante du côté patronal » (1).

En effet, au cours de l'histoire législative anglaise, les lois sociales mettaient toujours l'action ouvrière sur le même

(1) Communes, 4 Mai 1927. O. R. col. 1653.

pied d'égalité avec l'action patronale. Toutes les mesures légales qui frappaient les coalitions ouvrières et les grèves, frappaient également les lock-outs et les coalitions patronales.

Quant au deuxième argument que l'Attorney-general sou- tient pour soustraire les lock-outs aux nouvelles mesures, il nous paraît n'avoir que peu de valeur. Il affirme qu'il y a d'autres moyens plus simples et plus efficaces pour mettre le patronat à la raison s'il a l'audace ou l'effronterie de fermer ses usines et établissements pour des fins séditeuses. Il fait allusion à l' « Emergency powers Act, de 1920 » qui autorise le Gouvernement de s'emparer des usines fermées et de les faire travailler malgré les patrons. Remarquons tout de suite que ce moyen n'a guère été employé quand les Mine-owners décidèrent leur fameux lock-out qui provoqua la grande grève de 1926. « J'aurais voulu voir, disait M. Clynes (1), le Gouvernement animé de cet esprit énergique quand les Mineowners réduisirent au chômage la masse des mineurs, en fermant les houillères sans égard aux intérêts de l'industrie et du pays. Tous les mois nous avons été convoqués pour investir le Gouvernement de l'autorité nécessaire pour appliquer la loi des circonstances exceptionnelles et mettre la main sur les usines pour les faire travailler ».

Naturellement il n'en fut rien. Le Gouvernement conservateur parle de mainmise sur les usines ainsi que d'une

(1) Communes, 2 Mai 1927. O. R. col. 1345.

série d'autres mesures à prendre contre un patronat récalcitrant, mais on sait ce que parler veut dire. Déposséder les patrons de leurs propriétés, fut-ce d'une façon temporaire et par mesure répressive, n'est-ce pas jouer au socialiste ? N'est-ce pas un pas qu'un gouvernement conservateur n'oserait jamais faire ? Il nous semble même imprudent pour les défenseurs de la conservation sociale de tenir un tel langage pour justifier une lacune dans le bill. Un gouvernement travailliste ne peut que s'en réjouir et saisir la première occasion pour sévir contre les patrons.

Quoi qu'il en soit, l'attorney-general, tout en persistant dans la croyance de l'inutilité de rendre illégal la pratique des lock-outs, n'en accepta pas moins la modification du texte pour soumettre à un traitement légal les coalitions patronales et ouvrières, sauvant ainsi les apparences. L'auteur du bill céda, en effet, aux critiques de ses propres partisans qui s'étonnèrent que le Gouvernement n'eut même pas songé à l'effet psychologique produit par l'égalité de traitement, fût-elle inutile et apparente.

VI

II. — DEUXIÈME OBSERVATION

« La Loi ne fait pas mention de la grève générale »

Le texte de la loi, comme nous le voyons, n'a point parlé de la grève générale. Alors que des définitions moins impor-

tantes et mêmes inutiles se trouvent insérées dans les textes — telles que les expressions « industrie », « trade », « conflit professionnel », etc... — on n'a pas cru devoir définir l'expression « grève générale ». La loi se borne à nous dire ce qu'on entend par le mot « grève ».

Nous savons que, d'après les affirmations de ses auteurs, le bill ne vise pas à abolir, ou même à toucher au droit des travailleurs de cesser collectivement le travail pour des fins industrielles. Le premier ministre, pendant la discussion aux Communes, rappelle clairement que le but essentiel de la nouvelle législation est de rendre illégale la « grève générale », et elle seulement. « Nous sommes en présence, dit-il, d'une situation nouvelle dans le domaine légal, situation créée par la grève générale de 1926. J'aurais proposé pour traiter du problème le texte suivant :

Art. I. : La grève générale est illégale.

Art. II : L'intimidation est illégale.

« Mais on m'objecte qu'on ne saurait user de ces termes dans un projet de loi. Il nous faut alors trouver les mots appropriés pour atteindre ce but » (1).

A-t-on trouvé des termes assez heureux pour satisfaire le premier Ministre ? N'a-t-on pas dépassé les buts avoués par les auteurs du bill ? Nous le saurons en analysant les dispositions de l'Act. Mais pour quels motifs cet Act législatif

(1) O. R. Col. 1675. 4 Mai 1927.

a-t-il évité de parler de la grève générale ? Certes, il n'est point aisé de définir cette dernière, mais quand on se décide à réglementer cet acte de guerre, il nous semble qu'il soit indispensable de savoir dans quels cas il y aurait grève « générale », et par suite illégale et défendue. On ne saurait se contenter de dire avec l'Attorney-General qu'on reconnaîtra une grève générale quand elle se produira ; car précisément il s'agit de l'empêcher de se produire en la rendant illicite. D'ailleurs on a pu trouver une définition légale de la « grève générale » dans l'Emergency Powers Act de 1920, où il est parlé « d'une action entreprise sur une grande échelle et d'une telle nature qu'elle gêne le ravitaillement du pays et prive la communauté des « essentiels » de la vie (1).

Quoi qu'il en soit, il semble que les auteurs du bill aient sciemment évité d'être trop liés par une définition limitative de la grève générale. Ils auraient préféré l'élasticité d'une mesure qui frapperait ainsi d'autres grèves assez importantes. Mais cette élasticité n'a pas manqué de produire une certaine confusion dans l'esprit de ceux qui veulent savoir au juste quelles grèves sont interdites et quelles sont permises. « En vertu de ce bill, il ne sera jamais sûr de prendre part à une grève quelconque sans se voir exposé à l'emprisonnement. Alors, que devient l'argument que ce bill serait limité à la grève générale ? Si tel était son objet, pour-

(1) Cité par Sir Slessor aux Communes, 2 Mai 1927. O. R. col. 1385.

quoi ne l'aurait-on pas définie ? Je refuse à croire que l'Attorney-General, et tous les autres « gentlemen » qui supportent cette mesure, n'ont pas suffisamment de connaissances légales pour donner une définition de la grève générale. Mais ils n'ont jamais entendu appliquer la mesure à la grève générale seulement. En fait, ce bill administre un coup mortel à tout le processus des grèves » (1).

VII

ANALYSE DES NOUVEAUX TEXTES RELATIFS A L'ACTION DE GRÈVE.

I. — *Les grèves illégales*

L'article premier prescrit que toute grève ayant pour objet autre chose que le soutien d'un conflit professionnel dans l'industrie ou la profession où travaillent les grévistes, est illégale si cette grève est calculée pour contraindre le Gouvernement soit directement, soit en infligeant une souffrance à la communauté.

Le terme « grève » est ainsi défini par l'art. 8 al. 2 : « La cessation de travail par un groupe de personnes employées dans une industrie ou une profession et agissant de concert, ou le refus concerté d'un nombre quelconque de personnes qui sont ou qui ont été employées, de continuer le travail ou d'accepter l'emploi ».

(1) Sir Slessor, *Communes*, 2 Mai 1927. Off. Report. Col. 1252 et suiv.

L'Act précise également qu'un conflit professionnel (trade dispute) (1) n'est pas censé avoir lieu dans la même industrie ou profession s'il n'est pas une « dispute » entre employeurs et travailleurs ou entre travailleurs et travailleurs dans cette industrie ou profession, relativement à l'emploi ou le non-emploi ou aux termes d'emploi, ou encore aux conditions de travail des personnes de cette profession ou industrie. »

Il en résulte qu'une grève quoique limitée aux ouvriers d'une industrie déterminée, (quelquefois dite « grève primaire ») mais dont l'objet serait autre chose qu'une simple « dispute » avec les patrons sur les conditions de travail, sera désormais illégale.

Les termes « profession », (trade), ou « industrie » sont également définis par l'Act (2) : « Sans préjudice à la généralité de l'expression « trade ou industrie », les travailleurs sont censés être dans la même industrie ou « trade » si leurs salaires ou conditions d'emploi sont déterminés par la même commission industrielle, « Conciliation Board », ou tout autre corps similaire », ou par contrats conclus avec le même patron, ou groupe de patrons ».

Ainsi les membres des trois puissants syndicats ouvriers dans les chemins de fer (3), dont les salaires et les conditions

(1) Art. 1, Al. 1 (a).

(2) Art. 1, Al. 1 (b).

(3) « The National Union of Railwaymen », « the Amalgamated Society of Locomotive Engineers », et « The Railway Clerks Association ». (N. U. R., A. S. L. E., et R. C. A.).

d'emploi sont déterminés par le même organe — (Central & National Wages Board) — seront, en vertu des dispositions nouvelles, considérées comme faisant partie de la même industrie ou profession. Par conséquent, une grève sympathique peut être déclenchée légalement par l'un de ces syndicats en faveur des deux autres en conflit avec les compagnies de chemin de fer. Par contre, il est probable qu'une action de ce genre entreprise par les ouvriers de transport par Omnibus à Londres, pour supporter leurs camarades dans les Tramways, sera illégale, étant donné que les salaires et conditions d'emploi de ces deux catégories de travailleurs ne sont pas fixés par la même commission industrielle, « Conciliation Board » ou tout autre corps similaire, ou par contrats conclus avec le même patron ou groupe de patrons » (1). Nous voyons là une des anomalies et illogismes auxquels conduit la législation nouvelle.

Néanmoins dans les autres cas non prévus par la loi, la détermination de ce que peut être une industrie ou « trade » est une question de fait laissée à l'appréciation des tribunaux dans chaque cas particulier. Les tribunaux ont en effet à décider, en cas de conflit mettant en cause plusieurs catégories de travailleurs, jusqu'à quelle limite une industrie ou profession peut s'étendre pour englober une telle catégorie de travailleurs en grève et exclure telle autre, et par suite dans quelle mesure l'illégalité frapperait l'action de ceux-ci

(1) A Henderson : « Trade Unions the Law », p. 80 et suiv.

plutôt que ceux-là. De sorte qu'une grève de solidarité ne serait légalement possible que dans des circonstances de doute et d'incertitude (1).

« Une grève calculée pour contraindre le Gouvernement ».....

L'action de grève est illicite si son but est d'exercer une contrainte sur le Gouvernement ou si une telle contrainte doit en être la conséquence attendue (2).

Donc, si la coercition se produisait ou si les tribunaux décidaient qu'elle était raisonnablement attendue comme le résultat de la grève, celle-ci serait illicite alors même que ses promoteurs n'auraient nullement l'intention ni le désir de contraindre le Gouvernement.

.....« ou infliger une souffrance à la communauté »

La loi ne nous dit pas ce qu'elle entend par « souffrance infligée à la communauté ». Par conséquent, il est probable que les tribunaux décideront que toute suspension simultanée de travail qui entraverait le fonctionnement des services essentiels — distribution de l'eau, du gaz, transports, ravitaillement, etc... — serait de nature à infliger une souffrance à la communauté, de sorte que presque toutes les grèves effectives de sympathie ou de solidarité, ayant pour but le soutien d'un conflit professionnel en dehors de l'in-

(1) Henderson op. cité, p. 82 et suiv.

(2) S. 8 (2) (c) of the 1927 Act.

industrie ou profession dans laquelle l'action solidaire se produit, deviendraient illégales.

En somme, l'effet général de l'art. I, en ce qui concerne toutes les formes de l'action collective et concertée de cesser le travail, semble être le suivant :

A. — *Grèves primaires*

Toute grève primaire qui ne vise qu'à soutenir un conflit professionnel dans l'industrie ou profession dans laquelle les grévistes sont engagés, est légale. Si, toutefois, cette grève a un objet, outre que le soutien d'un conflit de ce genre, ou un but immédiat autre que le soutien d'un conflit existant dans la profession ou l'industrie où les grévistes sont engagés, elle sera illicite. Ainsi, les mineurs peuvent légalement se mettre en grève à raison d'un conflit avec leurs patrons relatif à une question de salaire, de temps de travail, ou toute autre question de cet ordre, quoique beaucoup de souffrances pourraient en résulter pour la communauté. Mais s'ils cessent le travail pour tout autre objet, par exemple pour faire voter une loi établissant le principe de salaire minimum, ou pour forcer le Gouvernement de rappeler la loi de 8 heures dans les mines, alors une telle cessation de travail constitue, en vertu de l'Act, une action illicite sur le fondement qu'elle est calculée pour contraindre le Gouvernement.

B. — *Grèves sympathiques*

Les grèves sympathiques, qu'elles soient nationales ou locales, qu'elles se produisent en violation des contrats engageant les grévistes ou autrement, si elles visent à contraindre le Gouvernement ou à infliger une souffrance à la communauté, seront contraires à la loi. Néanmoins, une grève de cette nature sera légitime et conforme à la loi toutes les fois que son objet sera limité au soutien d'un conflit divisant les parties occupées dans la même industrie ou profession que celle des grévistes sympathisants.

Ainsi les membres de la « Railway Clercks' Association » auront le droit de déclencher une grève pour se solidariser avec ceux de la « National Union of Railwaymen », parce que ce sont deux syndicats de la même industrie. Le texte de la loi suppose même qu'ils aient ce droit alors même que la grève aurait été calculée pour contraindre le Gouvernement ou infliger une souffrance à la communauté. Par contre, ces hommes ne peuvent légalement entreprendre une action solidaire de cette nature au profit de la Fédération des mineurs qui se compose de travailleurs étrangers à leur profession ou industrie. Bref, la loi semble tolérer une grève sympathique toutes les fois qu'il est démontré que cette grève n'est pas destinée ou ne vise pas à contraindre le Gouvernement soit directement, soit en infligeant une souffrance à la communauté.

Ajoutons que l'article premier (al. 1) rend également

illicite l'action d'affecter des sommes d'argent au soutien ou à la conduite d'une grève déclarée illégale. A cet effet, une « injonction » peut être délivrée par les tribunaux à la demande de l'Attorney-General pour interdire l'emploi des fonds trade-unionistes comme secours de grève (1).

Les sanctions

Toute personne qui aura proclamé une grève déclarée illégale par l'Act de 1927, poussé ou incité d'autres personnes à y prendre part, ou qui aura agi de toute autre manière dans le but de soutenir cette grève, sera susceptible d'une poursuite criminelle et punie d'une amende de £ 10 au maximum ou d'un emprisonnement qui n'excédera pas 3 mois. La période d'emprisonnement peut atteindre 2 ans si la personne poursuivie est déférée (on conviction on indictment) à une juridiction supérieure (2).

Toutefois ces sanctions ne s'appliquent pas à ceux qui auront simplement cessé le travail, ou refusé d'accepter ou de continuer l'emploi. Donc, en principe, le simple refus de travailler, qu'il soit individuel ou collectif, ne constitue pas un délit pénal.

Par contre, ces sanctions frappent non seulement les « officiels » des syndicats trempés dans la grève illégale,

(1) Injonction : Défense, prononcée par une « court » interdisant à une partie de poursuivre une procédure ou de faire certains actes. — Cf. Anspach et Coutache, Dictionnaire de droit Anglo-franco-belge, Paris, 1920, p. 132.

(2) S. I. (2) of the 1927 Act.

mais tous ceux qui assistent les grévistes de quelque manière que ce soit. Ainsi la loi interdit à toute personne de soutenir ces derniers ou leurs familles au moyen de souscriptions ou par des discours ou articles de journaux.

Il est à remarquer encore que la simple cessation de travail n'est pas dans tous les cas à l'abri des poursuites. En effet, les ouvriers qui s'engagent dans une grève illégale peuvent encourir une responsabilité pénale à raison d'autres faits, tels que la participation à un vote de grève illégale décidée par leur union, la distribution de tracts, brochures, ou autres publications incitant à la grève, le picketing, etc...

D'autre part, les trade Unions seront désormais civilement responsables des dommages causés par leurs membres à la suite d'une grève illicite. L'article premier de l'Act de 1927 rappelle en effet le Trade-Disputes Act de 1906 et l'Emergency Powers Act de 1920, en tant que ces derniers s'appliquent aux grèves déclarées illégales.

Il s'ensuit que l'immunité des fonds trade-unionistes, écartée, comme nous le savons, par la « Tafe aVle decision » et rétablie par l'Act de 1906, est de nouveau supprimée par la législation récente. Ces fonds vont désormais répondre de tous les dommages ou pertes subis par les patrons ou toutes autres personnes en cas de grève illégale.

Est également rappelée dans ce cas la clause de l'Act de 1920 (1) qui ordonne aux autorités de tolérer le fait de se

(1) Proviso to s. 2 (1) of the 1920 Act.

mettre en grève ou de persuader paisiblement aux ouvriers de cesser le travail. Par conséquent, un règlement d'autorité peut désormais, en cas d'Emergency (circonstances exceptionnelles), interdire la persuasion pacifique ou picketing ; mais en aucun cas on ne pourrait poursuivre une personne pour avoir simplement quitté l'emploi ou refusé le travail.

VIII

Une clause insérée dans l'Art. 7 de l'Act de 1927 stipule que l'Attorney General peut faire prononcer par les tribunaux une « injonction » aux fins d'interdire aux Unions l'emploi de leurs fonds pour soutenir des grèves illégales (1).

Ainsi, à l'exemple de l'Amérique, on a jugé plus efficace et plus expéditif de sévir contre les grèves ou les menaces de grèves au moyen de l'injonction.

L'Attorney General, dans son discours aux Communes, a cru justifier en ces termes le recours à cette mesure : « L'art. 7 donne à l'Attorney General le pouvoir de demander aux tribunaux une « injonction » restrictive de l'usage des fonds unionistes au mépris des dispositions de l'article premier de cet Act. Il ne s'agit pas, comme on l'a prétendu,

(1) Ce procédé de « l'injonction » semble avoir été emprunté aux usages américains. Aux Etats-Unis, en cas de grève dans ses établissements, le patron n'a qu'à aller trouver un juge complaisant auprès du tribunal compétent et lui faire connaître les ennuis que la grève lui cause, ainsi que les procédés employés par les grévistes pour faire aboutir leur action. Alors le juge délivre un ordre ou « injonction » prohibant soit la grève, soit toutes les activités qui semblent essentielles à la victoire des grévistes, et quiconque ne se conformera pas à cette injonction sera immédiatement incarcéré sans autres formalités (Americanisme « A World of Menace ».) (Ouvrage cité par M. Barker, aux Communes, le 2 Mai 1927. Col. 1406.

d'accorder à l'Attorney General le droit de confisquer la propriété de qui que ce soit, mais simplement de lui donner le pouvoir de soumettre au tribunal une menace de grève générale. Le tribunal, une fois la réalité de cette menace lui est démontrée, pourrait défendre aux Unions l'emploi de leurs fonds en vue de soutenir la grève... Puisque c'est l'Etat que les dispositions de la loi protège contre la grève générale, il est juste que son représentant soit autorisé d'attirer l'attention des tribunaux sur toute tentative d'enfreindre aux dites dispositions. Ainsi, en cas de menace de grève générale, il sera donné aux magistrats l'opportunité de se prononcer sur sa légalité. En effet, une grève générale n'est pas une action qui se déclenche brusquement sans aucun avertissement. Il y aura forcément une assez large publicité qui la signale avant qu'elle se produise. Alors l'Attorney General, au moyen de la procédure sommaire, pourrait obtenir du tribunal une injonction contre l'abus d'emploi des fonds unionistes, injonction qui sera en même temps et indirectement une condamnation de la grève projetée » (1).

L'Attorney General espère donc pouvoir conjurer le péril des grèves générales en mettant les ouvriers en garde contre la participation à une grève éventuelle déclarée illégale au moyen de l'injonction.

*
* *

(1) Par. Deb. 2 Mai 1927, O. R. col. 1323 et suiv.

Tel est en substance le contenu des dispositions de la loi relatives au droit de grève. Il nous semble même un peu excessif de parler de « droit » quand, dans un grand nombre de cas, on en fit un délit. Quelques-unes de ces dispositions sont tellement vagues que leur application et leur effet provoqueront souvent le recours aux tribunaux. « C'est une mesure, dit ironiquement M. Clynes, qui va remédier au chômage des avocats » (1). Une telle perspective ne semble pas rassurer le monde ouvrier, qui n'oublie pas la partialité de l'administration de la justice anglaise en matière de conflits sociaux. C'est en effet aux tribunaux qu'incombe la tâche de déterminer l'objet de la grève, de dire si ses promoteurs ont le dessein d'exercer une coercition sur le Gouvernement. C'est aux tribunaux de dire en quoi consiste cette coercition, qu'est-ce que la communauté, etc... D'ailleurs c'est une tâche presque impossible qui incombe ainsi aux juges.

Et d'abord prenons l'objet de la grève.

XI

L'objet de la grève

Déterminer pour quel objet un arrêt de travail est proclamé n'est pas chose facile. Cet objet n'est pas un élément simple. C'est un composé qui se complique par une série d'événements prévus ou imprévus à mesure que la grève

(1) Communes, 2 Mai 1927, O. R. col. 1343.

s'étend dans l'espace et dans le temps. Une cessation de travail peut avoir à l'origine un but professionnel, une majoration des salaires, une réduction de la journée de travail. Mais supposons, comme il arrive fréquemment au cours de ces conflits, que le patronat ne cède pas et cherche à embaucher des « jaunes » (blacklegs) à la place des grévistes, que des collisions se produisent, que les autorités interviennent pour rétablir l'ordre et proposent un compromis que l'une des parties en conflit juge inacceptable. Alors la grève, en se prolongeant, va exaspérer les hommes privés de leur moyen de vivre. Des syndicats, jusque-là étrangers à la lutte, viennent à la rescousse, et des incidents de toute sorte ne manquent pas de se produire. Va-t-on prétendre qu'il s'agirait en la circonstance d'un conflit purement industriel ? Certes, la cause initiale de l'arrêt du travail a été un conflit de cette nature, mais il se peut qu'à mesure que les événements se succèdent, la grève n'ait pour objet, dans sa dernière phase, que de protester contre l'arrestation de quelques grévistes qui auraient manifesté trop bruyamment leur mécontentement. Comment obliger les travailleurs de rester sur le terrain purement professionnel, sous peine de contrevenir à la loi, alors que les événements eux-mêmes font déborder irrésistiblement le conflit sur d'autres terrains ? « Le bill parle d'un « objet », déclare Sir Slessor au cours des débats (1). Qui doit déclarer l'objet ? Est-ce le comité

(1) O. R. Col. 1020, 17 Mai 1927.

exécutif des trade Unions ? Sont-ce les avocats des grévistes en cause ? Sont-ce les grévistes eux-mêmes ? Est-ce le journaliste qui soutient la grève par ses écrits ? Qui doit déclarer l'objet de la grève ? Et pourtant de ce mot « objet » dépend toute la criminalité de l'acte. Car c'est seulement quand l'objet de la grève est de contraindre le Gouvernement que l'illégalité la frappe ».

C'est en effet une tâche presque impossible qui incombe aux juges pour déterminer le véritable objet d'une grève. Et il est probable que, toutes les fois qu'un gouvernement se trouve en présence d'une cessation collective de travail, son porte-parole ne manquera pas de demander aux Courts, en vertu de l'art. 7, une injonction contre les grévistes sous prétexte que leur tentative a pour objet d'intimider ou de contraindre les pouvoirs publics, injonction que les juges ne sauraient refuser puisque le gouvernement lui-même s'avoue intimidé ou contraint.

D'autre part, qu'entend-on par une grève calculée pour contraindre le gouvernement ? Il semble que cela signifie que les travailleurs qui suspendent le travail en vue de soutenir leurs camarades (grève sympathique), déterminent chez le gouvernement la crainte d'une contrainte. Et cette crainte devient par conséquent le critérium par lequel la criminalité de la grève sera jugée. Alors une grève sympathique sera plus ou moins criminelle suivant que le gouvernement sera plus ou moins faible, c'est-à-dire plus ou moins sujet à l'intimidation. En effet, un gouvernement faible et hésitant sera

en butte à toutes les contraintes, et se laissera intimider par très peu de chose (1).

La contrainte exercée sur le gouvernement ne résulte pas seulement, d'après la loi, de l'intention des grévistes, elle ne résulte pas seulement, à défaut d'intention coupable, de la crainte que la grève inspire au gouvernement, mais encore elle peut résulter indirectement de la souffrance que l'arrêt collectif du travail infligerait à la « communauté ».

Qu'est-ce que la communauté ? Est-ce l'ensemble de la nation, ou une partie seulement de la population ? Est-ce une ville, un département ou un royaume ? La loi ne le dit pas. Mais le mot « communauté » peut signifier une agglomération quelconque. Les habitants d'une ville constituent une communauté aussi bien que la population d'un royaume. Il résulte de ces considérations une aggravation de la portée de la loi. Le moindre arrêt de travail peut faire souffrir une part de la population, une communauté, et par conséquent, causer indirectement une contrainte sur le gouvernement, premier élément constitutif du délit de grève. Car la souffrance du public est de l'essence des grèves. On peut même soutenir que le patronat forme une communauté qui souffre des grèves, et que par conséquent, une contrainte sur les pouvoirs publics doit indirectement en résulter.

En résumé, pour que les deux éléments constitutifs du délit de grève se réalisent, il suffit que les travailleurs d'une

(1) Sir Slessor, *Communes*, 17 Mai 1927, O. R. Col. 1021.

industrie ou d'une profession quelconque cessent le travail pour soutenir leurs camarades de l'industrie ou de la profession voisine, attendu que toute cessation collective de travail va réaliser presque toujours l'élément « contrainte sur le gouvernement ». Et il va sans dire que les grèves pour des fins politiques sont interdites.

X

La loi met ainsi obstacle à l'action solidaire des travailleurs en condamnant les grèves de sympathie. Cette condamnation semble difficile à justifier. Les travailleurs qui jettent bas leurs outils pour venir au secours de leurs camarades en détresse, accomplissent un geste de solidarité humaine qu'il serait injuste et inadmissible de rendre criminel. La classe ouvrière constitue de plus en plus dans la société moderne une famille dont les membres sont unis par une communauté d'intérêts moraux et matériels, qui les amènent forcément à entreprendre une action commune pour la réalisation de leurs aspirations. Le développement du capitalisme ne fait que fortifier le lien de solidarité ouvrière et serrer leurs rangs de plus en plus fort. Les travailleurs sont engagés dans des luttes en commun ; ils endurent des souffrances en commun. Il est donc naturel et légitime qu'une catégorie de travailleurs se solidarise avec d'autres aux prises avec le patronat. La défaite d'une catégorie d'ouvriers se répercute souvent sur toutes les autres. C'est la leçon de l'expérience. Certes une grève initiale, ou primaire si l'on

vent, qui se complique d'une série d'autres suspensions de travail pour des raisons de solidarité ouvrière, est de nature à prendre des proportions défavorables à la paix sociale et au développement de l'économie. On ne saurait trop déplorer ces batailles ouvrières qui s'étendent et s'enveniment d'autant que les travailleurs recourent très souvent à l'action solidaire. Mais comment empêcher ces guerres de se produire quand des hommes se croient victimes d'une injustice ? Comment empêcher ces guerres quand on est en présence des êtres qui veulent défendre, non point leur territoire ou leurs possessions à l'exemple des guerres entre Etats, mais leur droit à la vie ? « Il n'y a de richesse que la vie ! » disait un philosophe. Qu'on ne nous objecte pas qu'une « injustice vaut mieux qu'un désordre ». Les travailleurs ne se résignent guère à ce genre de philosophie grecque, car précisément l'injustice est germe du désordre.

On ne saurait donc condamner les grèves sympathiques en se fondant sur le fait de l'immixtion, en apparence injustifiable, d'un certain nombre d'individus dans un conflit qui ne les intéresse pas au moins d'une façon directe, ou encore sur l'intention de nuire qui animerait le prolétariat à l'égard du patronat, ou sur le penchant à la paresse « collective » chez les hommes. L'ouvrier qui abandonne son travail pour soutenir ses camarades, a d'autant plus conscience des conséquences de son acte qu'il est privé de son gain quotidien et menacé de congédiement en cas d'échec. L'incertitude du résultat de son action, la formidable puissance de ses adver-

saires qui font échouer la plupart des grèves, le pousse à la réflexion avant de prendre un pas quelconque. Mais peu lui importe ces considérations ; son devoir est de venir au secours de ses camarades. C'est un mouvement spontané, et c'est en ceci que réside la force ouvrière. On peut dire que l'avenir de toute la classe ouvrière dépend de la force de ce sentiment de solidarité. Et justement la législation anglaise qui nous occupe semble chercher le moyen d'affaiblir cette force par une série d'incursions dans le domaine des activités ouvrières.

Nous avons examiné jusqu'à présent le principe de l'illégalité de la grève générale. Nous avons essayé de montrer que l'Act de 1927 ne se borne pas à établir ce principe. Nous avons vu que, contrairement aux affirmations de ses auteurs, la loi portait atteinte au principe même de la liberté de cesser collectivement le travail, que les travailleurs ne pouvaient plus prendre part à une grève quelconque sans se voir exposer aux poursuites judiciaires. Nous allons maintenant examiner le deuxième principe qui inspirerait l'Act de 1927, à savoir l'illégalité de l'intimidation.

CHAPITRE II

L'Intimidation est illégale

I

Le rétablissement du délit de grève par l'Act de 1927 ne constitue pas la seule atteinte aux libertés ouvrières. Un législateur avisé et animé d'un esprit d'hostilité à l'égard des organisations ouvrières ne saurait se contenter d'une condamnation toute platonique de la liberté de suspendre collectivement le travail. Il faut d'abord sévir contre les pratiques qui accompagnent généralement les grèves et conditionnent leur succès. Il faut ensuite restreindre l'activité ouvrière sur d'autres terrains que celui des conflits industriels, sur le terrain politique, sur le terrain de l'organisation syndicale.

Parmi les pratiques qui attirèrent particulièrement l'attention du législateur anglais en cas de grève, citons notamment le « Picketing ». Cette pratique est généralement très mal comprise. Le Picketing a lieu dans une grève quand la guerre a commencé. La lutte d'ailleurs se passe entre le patron qui désire prendre de nouveaux ouvriers et les grévistes qui

tâchent de l'empêcher. Naturellement ils font de leur mieux pour décider les autres à se joindre à eux. Souvent le pays est drainé par les patrons, et ils font venir de très loin des ouvriers qui ne seraient jamais venus s'ils avaient su qu'il y avait une grève. Les ouvriers n'aiment pas à travailler au rabais contre leurs camarades. « Un ouvrier est mis en sentinelle pour expliquer les griefs dont les grévistes se plaignent, et pour presser les nouveaux venus de ne pas ruiner la grève qui a lieu. Non seulement cette pratique est justifiable, mais il est bien préférable qu'elle se fasse d'après la loi et en pleine publicité au lieu de se faire illégalement et en secret, car c'est alors que de mauvais procédés seraient sûrement employés. Sans doute elle a pour but de contraindre les patrons exactement comme le lock-out a pour but de contraindre les ouvriers... Le Picketing, ainsi défini, est admis par les ouvriers mais toute molestation ou intimidation par le fait est condamné » (1).

La « Combination of Workmen Act », 1825, avait comme nous le savons, créé de nouveaux délits, tels que la « molestation » et « l'obstruction ». Mais en 1850, la persuasion pacifique (peaceful picketing) était rendu légitime par le « Molestation of Workmen Act » de la même année. Cependant, en 1871, le picketing n'était plus toléré par l'Act d'Amendement aux lois criminelles. Mais en 1875, l'Act de conspiration et protection de la propriété rétablit le droit de Picketing, en

(1) S. et B. Webb. L. c. p. 207.

entendant par là, la prise de contact avec les ouvriers uniquement dans le but de leur expliquer les causes du conflit. Par contre, la persuasion même pacifique était interdite. Cet état de chose était si peu satisfaisant que la nécessité d'un changement à la loi sur cette question ne tarda pas à se faire sentir. Ce fut l'œuvre du « Trade Disputes Act » de 1906. L'Attorney General d'alors, Sir John Walton, en présentant le bill aux Communes, jugea l'ancienne situation en ces termes : « Le droit de persuasion pacifique fait essentiellement partie du droit de grève. La loi actuelle a créé une situation absurde. Ainsi il est parfaitement légitime d'expliquer aux hommes les points litigieux. Vous pouvez, soit demander des informations relatives à la grève, soit donner aux ouvriers des renseignements sur les causes du conflit qui divise travailleurs et patrons. Mais si vous preniez un pas de plus, si vous leur présentiez vos explications sous une forme persuasive vous violeriez la loi ! » (1).

C'était donc pour remédier à cette situation que l'art 2 du « Trades Disputes Act, 1906 » déclare qu'il sera permis pour un ou plusieurs individus, agissant en leur propre nom ou au nom d'une organisation ouvrière ou patronale, et en vue d'un conflit professionnel, d'attendre auprès d'une maison, d'une usine ou tout autre lieu où se trouvent d'autres personnes, s'ils ne font qu'obtenir ou communiquer des rensei-

(1) « Trade-Unions & The Law », by A. Henderson, p. 36.

gnements ou persuader paisiblement à ces personnes de travailler ou de quitter le travail (1).

Il faut remarquer que la loi n'autorise que la persuasion pacifique quoique le nombre des pickets puisse être illimité. Les faits d'intimidation, de prise d'assaut, de surveillance et siège des habitations, les menaces, violences et voies de fait restent toujours punissables. L'effet de l'art. 2 de l'Act de 1906 n'est pas d'élargir le domaine des opérations trade-unionistes sur ce point. Il n'autorise pas non plus la violation de domicile ou l'entrée sans permission dans les maisons. De plus, le picketing doit être exécuté de façon à ne pas entraver la circulation sur la voie publique. En un mot, les pickets mis en sentinelles à condition qu'ils ne se livrent à aucune violence ou « obstruction », et qu'ils ne font que communiquer avec les ouvriers, ne sont pas inquiétés par les dispositions de la loi.

L'Act de 1906 qui reconnaît ainsi le droit de picketing à ceux qui s'engagent dans des conflits professionnels, a été considérablement modifié sur ce point par l'art. 3 de l'Act de 1927. Cet article rend illégal le picketing exécuté par des individus dont le nombre ou la manière d'agir est de nature à « intimider » ceux qui habitent, travaillent ou se trouvent dans les lieux soumis à la surveillance des pickets, ou si ces derniers obstruent l'entrée ou la sortie desdits lieux, ou enfin s'ils se conduisent de façon à « troubler la paix ».

(1) Henderson, *op. cité*, p. 86.

Ajoutons que ces dispositions s'appliquent aussi bien en cas des grèves illégales qu'en cas des grèves légales.

II

L'intimidation

A ce propos la loi définit l'intimidation qui constitue un délit. L'art 3 déclare que l'expression « intimider » signifie causer dans l'esprit d'un homme raisonnable l'appréhension d'un mal pour sa personne ou pour les siens, ou de violences ou dommages aux personnes ou à la propriété. Ce mal peut être un préjudice porté aux affaires d'une personne, à son emploi, ou à toute autre source de revenu. Il peut consister simplement dans une faute actionnable (actionable wrong), telle que la diffamation. Ainsi, traiter un individu de jaune (Blackleg); ou de « gueux », ou de toute autre qualification injurieuse serait probablement l'intimider au sens de la loi, puisque de telles injures donnent à celui qui en est l'objet droit à une réparation en justice (1).

Cette définition de l'intimidation est vague et incertaine. En effet, la ligne de démarcation entre ce qui est permis et ce qui est défendu n'est pas facile à discerner, de sorte que presque toutes les formes du picketing peuvent être condamnées sur le fondement d'intimidation alléguée.

(1) A. Henderson, op. cit., p. 87 et suiv.

« *L'obstruction* »

Une autre restriction apportée par la loi à la pratique du picketing consiste dans la défense d'obstruer le chemin conduisant les travailleurs récalcitrants à leurs maisons, qu'il y ait ou qu'il n'y ait pas intimidation. Le rassemblement le plus paisible d'un groupe de personnes devient ainsi illégal s'il en résulte une « obstruction ». Et c'est encore une question de fait à décider par les tribunaux. Ceux-ci ont déjà décidé qu'il peut avoir « obstruction » alors même que la circulation ordinaire sur la voie publique n'est pas arrêtée, mais simplement devenue moins commode (1).

« *La surveillance et le siège* »

Enfin l'art. 3 (4) de l'Act de 1927 apporte une autre limitation au droit du picketing en déclarant illégal le fait pour une ou plusieurs personnes de surveiller ou assiéger une maison habitée par une autre personne dans le but de l'inciter à travailler ou à quitter le travail.

Le sens de cette disposition est loin d'être claire. Quoiqu'il en soit, elle semble tolérer la simple attente près d'une maison dans le but d'obtenir ou donner paisiblement des informations, ou de persuader paisiblement à toute personne de travailler ou de s'abstenir du travail.

(1) Henderson, op. cité, p. 88.

III

Les dispositions que nous venons d'analyser, et qui se rapportent aux manœuvres d'intimidation pratiquées à l'égard des camarades récalcitrants ou des patrons intran-sigeants, seraient naturellement inspirées par le vieux principe de la liberté de travail et de l'industrie, principe qui servait jadis, surtout en France, à tant de mesures répressives contre les associations et coalitions ouvrières (1). Constatons en passant qu'alors que la liberté de travailler est ardemment défendue par les promoteurs de l'Act, celle de ne pas travailler est gravement entamée par les restrictions apportées au droit de grève. Les auteurs de la loi semblent avoir horreur de tout ce qui pourrait constituer une intimidation. Intimider le gouvernement, intimider le patronat, intimider les ouvriers, quel crime intolérable !

Il est incontestable que c'est le devoir de l'Etat de protéger les citoyens contre les actes d'intimidation ou de violence. Les lois anglaises n'ont pas manqué à assurer cette protection. L'Act de 1875, déjà cité, ne tolérerait aucune manœuvre de la part des ouvriers en vue d'intimider leurs camarades défaillants, et il n'a jamais été abrogé sur ce point. De l'avis même d'un membre du gouvernement (2) l'Act de 1875 constitue une protection suffisante pour les travailleurs dans

(1) Voir la loi Le Chapelier (14-17 juin 1791).

(2) Le Secrétaire d'Etat à l'intérieur, cité par Sir Slessor, aux Communes, le 2 Mai 1927. O. R. col. 1390.

tous les cas possibles d'intimidation. Seulement sous le fameux prétexte de rendre la loi de 1875 plus claire, et mieux comprise par les tribunaux, les « constables » et les ouvriers, on a cru devoir introduire l'article 3 qui supprime presque complètement l'exercice du droit à la persuasion pacifique.

En effet, le droit nominal au picketing existe toujours, mais l'interprétation que la loi elle-même a donné de l'intimidation va rendre presque impossible l'exercice de ce droit. Un ouvrier a le droit de persuader paisiblement à un autre une action commune, mais s'il agit de manière à déterminer dans l'esprit de son camarade une appréhension d'un mal quelconque, ou la crainte de s'exposer au ridicule, au mépris, ou à la haine, comme disait le texte du projet primitif, ou de subir une perte quelle qu'elle soit, il sera coupable d'intimidation ! Le sens de ce dernier mot, comme le fait remarquer ironiquement M. Harney, est ainsi étendu « des régions du dictionnaire aux régions des métaphysiques ! » (1).

En effet, avant la loi de 1927, le délit d'intimidation consistait dans le fait de déterminer dans l'esprit d'un homme raisonnable la crainte d'un mal physique pour le forcer à quitter le travail. C'est quelque chose de semblable à des menaces de violence (2). Mais voici que l'article 3 de la loi de 1927, étend le délit de façon à rendre l'exercice du picketing presque impossible.

(1) Communes, O. R. col 1366, 2 Mai 1927.

(2) « The Trade Union Bill, a critical analysis, by W. H. Thomson, p. 9. »

D'un point de vue général, nous soutenons que la protection des travailleurs au nom de la liberté individuelle contre les manœuvres d'intimidation, en prenant ce dernier mot dans le sens que lui donne la loi, n'est pas de nature à servir leurs intérêts.

Il y a dans le monde ouvrier un intérêt général et solidaire, si on peut s'exprimer ainsi, qui prime l'intérêt particulier, et qu'il faut lui sacrifier une large part de cette liberté dite individuelle, devenue dans la société moderne de plus en plus vide de sens. Le travailleur n'est vraiment libre que dans la mesure où il est fort. Or, la législation nouvelle semble précisément s'attaquer au sentiment de solidarité qui fait la force de l'ouvrier en voulant encourager ceux qui trahissent la cause de leurs camarades, et en comblant de ses faveurs les rénégats et les « blacklegs » toujours au nom de la liberté individuelle (1).

On ne saurait en effet toucher à ces derniers sans se voir exposé aux foudres de la loi nouvelle. Il est défendu de les approcher, de les suivre, de les rendre ridicules. Il est défendu de les attendre à la sortie des ateliers où ils travaillent, ou des maisons où ils habitent pour les exhorter à rejoindre leurs camarades dans la lutte. De plus, l'article 2 de l'Act

(1) Un « blacklegs » est celui qui faillit au devoir d'agir avec l'ensemble de ses camarades qui entreprennent une action commune pour atteindre un but commun. Un tel personnage qui, par sa défection, ouvre une brèche devant l'adversaire, peut d'ailleurs se trouver dans toutes les collectivités. Il est souvent l'objet du mépris et du boycottage de ceux qu'il trahit. Il ne nous paraît pas mériter une sollicitude particulière du législateur.

défend aux Unions de prendre des sanctions quelconques contre leurs membres récalcitrants. Une trade-Union n'a plus le droit d'exclure de son sein celui qui ne se conforme pas à ses décisions ou à ses règles. La loi le lui interdit. Elle ne peut plus priver des bénéfices ou avantages quelconques celui de ses membres qui refuserait de prendre part à une grève illégale décidée par son comité exécutif. Elle peut être poursuivie en dommages sur tous ses fonds — fonds de secours de chômage, fonds de prévoyance sociale, maladie, vieillesse, etc., par quiconque se croit lésé à la suite de cette grève. « Une grève illégale, dit Sir Slessor aux Communes (1) ne va pas seulement exposer à l'emprisonnement les « officiels » des Unions et tous ceux qui assistent bénévolement les grévistes, mais elle va permettre à n'importe quel ouvrier qui ne désire pas cesser le travail de réclamer des droits aux trade Unions. Qu'est-ce qu'une trade Union ? C'est un club, une association volontaire... Ces Messieurs, poursuit-il en désignant les partisans du Bill, s'indignent qu'un travailleur soit tenu de quitter le travail quand son Union le lui demande ; mais ils oublient qu'en allant à l'Union, et en souscrivant à ses règles, ce travailleur a accepté l'obligation de cesser le travail avec ses camarades en cas de grève. Ils oublient de nous dire que tous les jours des hommes sont mis sur des listes noires et intimidés par les associations

(1) Off. Rep. Col. 1388, 2 Mai 1927.

d'employeurs pour avoir vendu leurs marchandises à des prix inférieurs au tarif du marché, question que la législation n'a pourtant pas du tout prévue ».

En effet, si au nom de la liberté individuelle on a cru devoir sévir par des mesures légales contre les activités ouvrières en cas de conflit, on a omis d'appliquer des mesures analogues à certains actes de pression patronale qui constituent un grave péril pour cette même liberté qu'on veut protéger. Il y a en matière d'intimidation patronale en Angleterre des traditions solidement établies. Le procédé du « blacklisting » (1) avait déjà été dénoncé avec force au cours des débats aux Communes sur la loi de 1906 (Trade Disputes Act). On avait révélé une correspondance entre plusieurs firmes qui mettaient à jour leurs machinations secrètes en vue de frapper par le boycottage des grévistes dans un port du sud de l'Angleterre (2).

IV

Au fond, cette ingérence dans ce que nous appellerons les affaires intérieures des trade Unions semble marquer la tendance du Gouvernement à brider le mouvement ouvrier et

(1) Ce procédé consiste à porter sur une liste les noms des ouvriers que le patronat veut mettre hors d'état de nuire. Un patron, aux prises avec ses ouvriers, établit une liste sur laquelle il marque nommément ceux qui ne se résignent pas à travailler aux conditions imposées par lui. Il fait circuler cette liste aux autres patrons qui s'engagent alors à observer un implacable boycottage vis-à-vis des hommes portés sur la liste tant que le conflit dure. Même après la fin du différend, on recourt à ce procédé par mesure répressive.

(2) Henderson, Communes, O. R. Col. 1491, 3 Mai 1927.

le soumettre au contrôle de plus en plus étroit de l'Etat. Et comme il n'est pas aisé de maîtriser un mouvement si puissant, le Gouvernement anglais a pensé utile pour cette fin de semer la division dans les rangs ouvriers par des moyens légaux. Et là encore, l'Etat anglais a été fidèle à ses traditions. Il ne s'agit pas de violenter les groupements ouvriers, ni les réduire par des mesures de rigueur, à l'exemple de ce qui arrive dans certains pays. Les Anglais, qu'ils soient ouvriers ou princes, n'ont aucun goût pour les méthodes de violence, fussent-elles légales. Mais il y a d'autres moyens plus efficaces. Il y a le principe de diviser pour régner ; principe qu'ils ne manquent pas d'appliquer aussi bien dans le domaine économique et intérieur que sur le terrain politique et extérieur (1).

Dans maintes dispositions de l'Act de 1927 on peut trouver des tentatives de division et de discorde à l'égard des organisations ouvrières anglaises. Nous avons déjà vu comment la loi semble vouloir activer la dissidence au sein du mouvement trade-unioniste en multipliant les mesures de protection à l'égard des « blacklegs » au nom de la liberté individuelle. Nous arrivons maintenant aux dispositions relatives aux fonctionnaires (civils servants) que la loi, toujours au nom de quelque principe — cette fois c'est le devoir

(1) On l'applique même sur le terrain judiciaire. Les dénonciateurs de leurs complices dans les procès politiques deviennent des « témoins du Roi », et bénéficient à ce titre d'une exemption de peine.

d'obéissance à l'Etat — cherche à bannir du monde trade unioniste. Encore une manœuvre de séparation.

La loi prononce le divorce entre les organisations ouvrières et celles des fonctionnaires. Pas d'alliance possible entre celles-ci et celles-là. L'Etat représentant l'intérêt général doit soumettre à son incontestable autorité les serviteurs de l'Etat.

CHAPITRE III

Des " Civil Servants " (1)

I

III. — *Les « civil servants » doivent se soumettre à une « allégeance » indivisible vis-à-vis de l'Etat*

Les associations des fonctionnaires anglais diffèrent des trade Unions ordinaires sur deux points importants. Tout d'abord, elles n'ont pas les mêmes moyens de pression dont disposent les syndicats ouvriers pour imposer la discipline à leurs membres, (par exemple en leur retirant leur carte de syndiqué, et en les exposant ainsi à ne pas pouvoir trouver d'emploi).

D'autre part les « civil servants » sont privés du droit de

(1) Les civils Servants en Angleterre correspondent à ce qu'on appelle en France les fonctionnaires de gestion, c'est-à-dire ceux qui accomplissent des actes de gestion en leur qualité de représentants des services publics, tels que les collecteurs d'impôts, les douaniers, les agents des postes et des télégraphes, par opposition aux fonctionnaires d'autorité qui représentent la puissance publique, et qui en cette qualité commandent ou interdisent quelque chose aux administrés. (Barthélemy, droit administratif).

Naturellement il ne saurait être question d'accorder à cette dernière catégorie de fonctionnaires le droit de se coaliser pour abandonner leur poste. Il en doit être autrement avec les premiers qui contractent avec l'Etat un contrat de louage de service de droit commun, et qui sont soumis aux règles régissant le droit commun des ouvriers de l'industrie privée.

grève. Et précisément à cause de l'absence d'une telle arme, leurs groupements sont moins capables que n'importe quel autre syndicat ouvrier de tenir seul. Par conséquent, l'importance et la nécessité de leur affiliation au « Trades Union Congress » ne leur échappent guère. Ils y trouvent un soutien et une coordination des efforts pour faire triompher leurs revendications communes. Du reste, les fonctionnaires sont des travailleurs comme les autres, en ce sens qu'ils luttent toujours pour des questions de salaire ou de travail, et d'une façon générale, pour améliorer leur sort.

D'un autre point de vue, les « civil servants » semblent plus affectés que les travailleurs de l'industrie privée par les événements politiques puisqu'ils sont les employés de la Chambre des Communes. D'où vient leur grande activité sur le terrain politique et électoral. Leurs organisations se sont affiliées au Labour Party. Elles présentent des candidats aux élections et forment des comités locaux pour les soutenir.

L'activité des fonctionnaires n'a pas manqué d'attirer l'attention des promoteurs de l'Act de 1927. L'art. 5 de cet Act vise à frapper durement cet activité sur le double terrain politique et syndical. Il apporte de nombreuses restrictions au droit des fonctionnaires de faire partie des trade Unions ouvrières. Il déclare que tout « civil servant établi » — c'est-à-dire au service de la Couronne d'une façon permanente — ne pourra plus devenir membre d'une organisation dont l'objet principal est d'influencer ou d'affecter la rémunération ou les conditions d'emploi :

1° Si elle n'est pas limitée aux personnes employées par ou sous la Couronne ;

2° Si elle a des fins politiques ;

3° Si cette organisation est associée directement ou indirectement à un parti ou à une formation politique.

En outre, ces restrictions s'appliquent à toute fédération qui comprendrait une organisation de ce genre. Cependant l'article 5 n'a pas d'effet rétroactif à l'égard des « civil servants » qui sont déjà membres d'une trade Union au moment où l'Act est passé, et qui auraient droit comme tels à des bénéfices, allocations ou indemnités distribués par cette Union. La loi leur permet d'y rester pour ne pas les priver de leurs bénéfices, à condition qu'ils n'y prennent aucun rôle actif ou important, par exemple ils ne peuvent pas faire partie de son comité exécutif.

Exception est également faite en faveur des « civil servants » qui cumulent, avec leur fonction publique, d'autres occupations supplémentaires. Ainsi un agent des Postes (postman) qui, pendant ses loisirs, travaille dans un cinéma, a le droit de s'affilier à l'Union des travailleurs dans les cinémas à condition que son adhésion ne le mette pas en contradiction avec ses devoirs comme postman (1).

Les sanctions que l'article 5 de l'Act stipule contre les civil servants qui ne se conforment pas à ses prescriptions

(1) Henderson, op. cit., p. 50.

sont la destitution de leurs fonctions, et la perte de leurs pensions et autres droits pécuniaires.

Les promoteurs de l'Act ont cherché à justifier ces dispositions en s'appuyant sur les événements de la grève générale de mai 1926. L'Attorney General reprochait vivement aux organisations des fonctionnaires d'avoir pris une part active dans la conduite de la grève et d'avoir notamment obéi aux ordres du « T. U. C. » auquel elles sont affiliées.

« Au moment où la grève générale éclata l'an dernier, « disait-il, il y avait 7 organisations de « civil servants » affiliées au T. U. C., réunissant 130.000 membres sur un total de 300.000 employés dans le Service Civil. Or, au cours d'une conférence tenue par le T. U. C., les secrétaires généraux de tous les syndicats étaient invités à répondre à ces deux questions :

« 1° L'Union que vous représentez est-elle préparée à donner pleins pouvoirs au T. U. C. pour déclarer une grève générale ?

« 2° Est-elle préparée à l'aide financière en cas de grève ?

« A ces questions les trois plus grandes associations des « civil servants » avaient répondu par l'affirmative ».

« La situation développée en mai dernier, poursuit-il, était que des organisations de « civil servants », dont l'indivisible fidélité à l'Etat doit être leur premier devoir, avaient, en fait, fomenté une rébellion contre l'Etat. C'est une situation que le Gouvernement juge intolérable. Nous croyons avoir le droit d'exiger une indivisible loyauté à l'Etat de ceux

« qui sont à son service, quel que soit le parti au pouvoir. Les
« civil servants jouissent de grands avantages. Ils ont des
« droits certains, des pensions à la fin de leur service. Ils
« ont dans les « Whitley Councils » et les « Arbitration
« Agreements » des opportunités sans pareilles pour satisfaire
« leurs griefs. Il leur est naturellement possible de char-
« ger un de leurs élus au Parlement d'exposer leurs plain-
« tes. En échange de tous ces importants avantages, nous
« croyons qu'il est juste d'exiger que leurs organisations se
« tiennent à l'écart des partis ou associations politiques » (1).

Ces avantages, dont l'Attorney General semble faire grand cas, sont-ils réels, sont-ils certains ? On ne saurait l'affirmer. En ce qui concerne la rémunération, plus de la moitié des « civil servants » ne reçoivent guère plus de 3 livres par semaine, somme inférieure au plus modeste salaire ouvrier en Angleterre (2).

Quant aux pensions dont ils jouissent, elles sont retenues sur leurs rémunérations, et on ne voit pas là une faveur spéciale de l'Etat, puisque n'importe quel syndicat de travailleurs peut en faire autant avec des retenues sur les salaires.

D'autre part, le système d'arbitrage établi par le Gouvernement avec ses organes dits « Whitley Councils », et le

(1) Communes, Off. Rép. Col. 1337 et s. (2 mai 1927).

(2) M. Ammon. Communes, 3 mai 1927, O. R. Col. 1564.

« Board of Arbitration », ne semble pas offrir une suffisante garantie d'impartialité pour satisfaire leurs demandes.

Dans ces organismes où l'élément officiel domine, aucune décision ne peut être prise sans l'approbation du Gouvernement. Ce dernier serait donc à la fois arbitre et partie. Les défauts et la faiblesse de ce système ont été dénoncés par ses propres organes qui demandèrent au Gouvernement un remède à leur situation (1).

Enfin, quand l'Attorney general dit que les « civil servants » peuvent naturellement charger un membre du Parlement de leurs griefs, il semble précisément oublier que les règlements du « Service Civil » le leur interdisent. Ils ne peuvent, en effet, faire de politique, et on considère généralement leur contact avec des élus au Parlement comme une participation dans les affaires politiques. M. Ammon, au cours des débats aux Communes (2), rapporta que pendant les dernières élections législatives, des « civil servants » ayant montré quelque activité politique, et pris contact avec des députés, furent destitués sommairement. En effet, aucun « civil servant » ne peut exprimer ses opinions politiques ni s'allier à un parti quelconque, ni recourir à un membre du Parlement, sans s'exposer aux mesures de rigueur édictées par les règlements de son service.

Quoi qu'il en soit, nous répétons que les auteurs de la loi

(1) M. Ammon, op. cit., col. 1566.

(2) 3 Mai 1927, O. R., col. 1565.

ont donné, comme fondement aux dispositions relatives aux « civil servants », le principe de la loyauté indivisible des fonctionnaires à l'Etat. Ces derniers ont à choisir entre la loyauté à leur classe et celle envers l'Etat. L'article 5 n'aurait, d'après le Gouvernement, pour but que de maintenir l'autorité de l'Etat en imposant à ses serviteurs le devoir de lui obéir. Et pour atteindre ce but la loi exige que les Unions des « civil servants » trompent avec le trade-unionisme, qu'elles cessent de faire partie du T. U. C., qu'elles ne s'occupent plus de politique, en prenant ce dernier mot dans son sens le plus large. En un mot, les « civil servants » doivent se soumettre à l'autorité illimitée de l'Etat ou se démettre.

Il est possible que le but envisagé par les promoteurs de ces mesures soit justement fondé. Les serviteurs de l'Etat ont en effet des devoirs particuliers en raison du caractère public de leurs fonctions. Il faut que l'intérêt des groupements cède le pas à l'intérêt général. Mais nous croyons que les dispositions de l'article 5 vont beaucoup plus loin. Intentionnellement ou non, elles dépassent le résultat voulu par leurs auteurs. Nous avons en effet, sous les yeux, un texte qui va à l'encontre de toute organisation utile des « civil servants », et qui aura pour effet un grand bouleversement dans le monde trade-unioniste. La loi impose aux organisations des « civil servants » un pénible travail de mutilation, en exigeant leur séparation des Unions ouvrières pour les confiner dans un splendide isolement. C'est la mort d'un certain nombre d'or-

ganisations très solides (1). C'est l'épuisement de beaucoup d'autres Unions auxquelles les employés de l'Etat apportent une large contribution. En outre, 30.000 « civil servants », affiliés au parti travailliste, vont se trouver dans l'obligation de l'abandonner pour se conformer aux nouvelles prescriptions légales. C'est un coup direct dirigé contre ce dernier par la majorité conservatrice sous prétexte d'éloigner les serviteurs de l'Etat du mouvement politique, et qui met en lumière les véritables intentions du Gouvernement actuellement au pouvoir.

Enfin il sera désormais impossible aux associations des « civil servants » de supporter ou combattre, au moment des élections législatives, des candidatures favorables ou hostiles à leurs revendications. « La loi dit au civil servant, écrivait J.-B. Brown dans le « Labour Monthly » de mai 1927 (2) : Vous n'avez déjà pas le droit de grève. Désormais vous n'influencerez plus la Chambre des Communes qui est votre employeur. Vous ne vous associerez plus avec les autres travailleurs alors même que leurs conditions seraient invoquées contre vous si vous tentiez d'améliorer les vôtres. Vous devez vous placer complètement entre les mains du Gouvernement qui fera de vous ce qui lui plaira ».

(1) Telles que la « Postal & Civil Service International » et la confédération entre les « Civils Services Organisations » et la « Federal of Professional Workers ».

(2) P. 281

II

Les grèves qui constituent une violation prohibée du contrat de travail

Sous le droit commun anglais, il semble généralement admis que la grève qui s'exerce sans l'observation du délai de préavis, ou sans donner congé en règle, constitue une rupture du contrat engageant les grévistes envers leur patron.

Seulement cette rupture ne serait pas, dans tous les cas, une faute légale. Dans certains cas, elle engage la responsabilité civile et pénale des grévistes ; dans d'autres cas, leur responsabilité civile uniquement. Mais il peut y avoir rupture des engagements liant les travailleurs, produite d'une grève déclenchée brusquement, sans que les grévistes encourrent aucune responsabilité. Certes, toute violation de contrat peut donner lieu à des dommages-intérêts contre celui qui en est responsable. C'est une règle élémentaire du droit. Cette règle semble pourtant mise en échec par les dispositions de l'Act de 1906, qui légalise en quelque sorte la violation du contrat en cas de conflit de caractère professionnel (*trade dispute*), mettant aux prises les patrons et les *trade-unionistes*.

Rappelons qu'à propos de la grève générale de 1926, Sir Simon avait soutenu qu'une telle entreprise était illicite parce qu'il en résultait une violation des contrats conclus par les grévistes, que le conflit qui avait provoqué la grève n'ayant pas eu un caractère professionnel au sens de l'Act de 1906,

cette violation devait engager la responsabilité civile de tous ceux qui participaient à la grève.

Avant l'Act de 1927, le droit de grève était déjà restreint dans les services publics et d'utilité publique par l'Act de 1875, complété sur ce point par celui de 1919 sur l'« Electricity Supply ». En vertu des dispositions des deux derniers Acts, toute personne employée par une autorité municipale ou tout autre corps, et ayant le « devoir statutaire » de ravitailler une localité quelconque en gaz, électricité, eau, et qui, volontairement et malicieusement, rompt son contrat de service avec ce corps, sachant ou ayant raisonnable cause de savoir que la conséquence probable de son acte sera de priver les habitants de cette localité de ces « services essentiels », est passible d'une amende de £ 20 au maximum ou d'un emprisonnement qui ne dépasse pas 3 mois (1).

Est également passible de la même peine toute personne qui volontairement et malicieusement rompt son contrat d'emploi, sachant ou ayant une raisonnable cause de croire que la conséquence probable de son acte sera de mettre en danger la vie humaine ou d'exposer la propriété à la destruction ou à de sérieux dommages (S.5. of 1875 Act).

Il convient de remarquer que, pour que ces employés soient coupables d'un tel délit, il faut qu'ils rompent leur contrat de service « malicieusement et volontairement »,

(1) S. 4 of the 1875 Act together with S. 31 of the Electricity Supply Act 1919).

c'est-à-dire à dessein, ou tout au moins avec témérité. Ainsi, la simple négligence ou la malchance ne suffit pas à créer le délit (1).

L'art. 6 de l'Act de 1927 a étendu les dispositions ci-dessus au cas où un employé d'une autorité locale ou publique, rompant également son contrat de service, aurait causé un dommage, un danger ou de graves inconvénients à la communauté.

La responsabilité pénale des grévistes est dans ce cas engagée, qu'il y ait ou qu'il n'y ait pas un conflit d'ordre professionnel (trade dispute). En d'autres termes, il suffit que la communauté souffre pour que les grévistes tombent sous le coup de la loi sans se préoccuper du caractère du conflit. En outre, ils peuvent être condamnés à des dommages-intérêts envers leurs patrons.

Quoiqu'il en soit ces dispositions ne défendent pas aux employés d'une autorité locale, par exemple ceux des tramways, de déclarer une grève à raison d'un conflit professionnel tant qu'ils terminent légalement leurs contrats de travail par un congé en règle et sans violer leurs engagements (2).

(1) Henderson, l. c. 95.

(2) A. Henderson, l. c. P. 96.

CHAPITRE IV

Nul ne sera contraint de souscrire aux fonds politiques des trade Unions

I

L'activité du trade unionisme sur le terrain politique n'a pas moins attiré l'attention du législateur de 1927 que son activité dans le domaine économique. Préoccupé surtout d'assujettir le mouvement ouvrier à son autorité, le gouvernement anglais a jugé indispensable de restreindre ses manifestations dans tous les domaines. L'action politique des travailleurs pourrait constituer pour les gouvernants une menace aussi grave que l'action directe. Elle pourrait amener leur chute par les moyens légaux et constitutionnels. En effet, il suffit d'une majorité trade-unioniste au parlement anglais pour amener la chute du gouvernement conservateur et inquiéter les intérêts des capitalistes.

Mais comment s'attaquer à l'activité politique des travailleurs ? Va-t-on les priver de leur droit de suffrage ? Va-t-on leur interdire de présenter des candidats aux élections ? Ce serait nier les plus élémentaires principes de la démocratie moderne, et revenir aux anciens temps despotiques. Aucun gouvernement n'aurait l'imprudence de songer à envisager de telles mesures. Et puis, il y a des moyens indirects qui, adroitement employés, pourraient aboutir à un affaiblissement de l'effort électoral et politique des organisations ouvrières

sans qu'il y ait besoin de toucher aux principes démocratiques. Il y a le moyen de frapper à la caisse des trade Unions, de restreindre l'usage de leurs fonds. Elles ont, en effet, besoin de ressources pécuniaires pour assurer le succès de leur action politique. Elles ouvrent des souscriptions et imposent des cotisations à leurs membres, réunissant ainsi un fonds général qui alimente leur activité sur tous les terrains.

Le législateur de 1927 semble avoir trouvé le moyen de paralyser cette activité par une réglementation sévère de l'usage de leurs fonds, par des restrictions au droit d'ouvrir des souscriptions ou d'imposer des cotisations. Il viserait, à notre avis, à soustraire les pécules ouvriers à l'emprise des comités exécutifs pour les livrer à la fantaisie individuelle. Les auteurs de l'Act de 1927 justifient naturellement de telles restrictions aux droits syndicaux en s'appuyant sur quelque principe. Ils ont découvert à ce propos le principe de la protection des minorités au sein des groupements ouvriers, et celui de la liberté pour chaque travailleur de disposer de son « capital » comme il l'entend.

Voyons maintenant de plus près les dispositions légales relatives à l'action politique du trade-unionisme.

*
* *

Les activités politiques des trade Unions sont actuellement régies par le « Trade Unions Act » de 1913, amendé sur deux

points par l'Act de 1927. Nous savons que le premier était passé à la suite d'un fameux arrêt de la Chambre des Lords dans le Procès Osborne. Longtemps avant cet arrêt, les trade Unions, sans être inquiétées, avaient toujours utilisé leurs fonds pour des buts politiques, à savoir pour le soutien d'un candidat aux élections ou l'organisation des meetings, ou pour tout autre but de propagande politique.

On ne leur contestait point ce droit, jusqu'au moment où un certain Osborne, membre de l'Union des cheminots (Amalgamated society of Railway Servants) obtint une « injonction » contre cette dernière pour avoir employé une partie de sa contribution personnelle pour des fins politiques. Après appel l'affaire fut soumise à la Chambre des Lords qui décida qu'aucun Act de Parlement ne conférait aux trade Unions le droit d'utiliser leurs fonds pour des buts politiques, que l'activité de la trade Union devait être limitée à ses « objets statutaires », à savoir : 1) le règlement des relations entre ouvriers et patrons, entre ouvriers et ouvriers, ou entre patrons et patrons ;

2) L'imposition de conditions restrictives à la conduite des affaires ou des professions ;

3) La procuration de bénéfice à ses membres. Lord justice Milton alla même jusqu'à nier le droit de se nommer « trade Union » à toute association qui aurait parmi ses objets statutaires un objet politique (1).

(1) (Henderson. Op. Cit. P. 10).

L'Act de 1913 a annulé en partie la décision des Lords. Il confère aux Unions le droit de créer un fonds en vue de poursuivre des fins politiques à condition que l'utilisation dudit fonds soit approuvée par la majorité des membres de l'Union à la suite d'un vote secret. L'Act nous donne d'ailleurs une énumération des objets politiques pour la poursuite desquels l'adhésion de la majorité des trades Unionistes doit être obtenue. La loi entend surtout par objet politique l'activité électorale des trade Unions, notamment le soutien des candidats aux élections, la propagande par la distribution des tracts, brochures, l'organisation des meetings en vue de soutenir un candidat ou de maintenir un membre au Parlement, etc...(1)

Quoiqu'il en soit, le sens et la portée du mot « politique » sont à déterminer par les tribunaux. Les autres objets qui n'entrent pas dans la définition légale peuvent être poursuivis par l'« Exécutive » de l'Union sans qu'il soit nécessaire d'obtenir un vote préalable.

D'autre part, l'Act de 1913 stipule que les membres qui ne désirent pas souscrire au fonds politique doivent en avvertir par écrit l'Exécutive de l'Union afin qu'ils soient déchargés de l'obligation qui leur incombe. La loi n'en assure pas moins l'égalité de traitement entre les membres récalcitrants et leurs camarades engagés à souscrire, de sorte que ces derniers paient pour que les premiers jouissent gratuitement des avantages de l'action politique entreprise par l'Union.

(1) S. 3 (3) of the Trade Union Act, 1913.

Enfin l'Act de 1913 défend aux Unions de faire de la contribution au fonds politique une condition d'admission dans l'Union (1).

*
**

II

Sur deux points, nous l'avons dit, l'Act de 1927 vient de changer les dispositions de l'Act de 1913, ou d'y combler une lacune.

1° En premier lieu, il enjoint aux trade Unions de crer un fonds indépendant, alimenté par les sommes recueillies en vue de l'action politique. L'attorney general soutient que par une inadvertance législative le législateur de 1913 avait omis de prescrire une telle mesure. Il en résultait une confusion entre les sommes réunies pour des buts politiques et celles qui alimentent le fonds général des trade Unions, et par conséquent, il était pratiquement impossible de faire respecter la volonté des souscripteurs qui ne désiraient pas employer leurs contributions pour des fins politiques.

2° D'autre part, la loi de 1927 a renversé la règle en vertu de laquelle les membres qui voulaient être déchargés de l'obligation de souscrire au fonds politique devaient en aviser l'Exécutif de l'Union par écrit. Désormais, c'est le contraire qui devra se produire. La formalité de l'avertis-

(1) S. 3 (b) of the Trade Union Act, 1913.

sement par écrit est imposé à ceux qui consentent à contribuer au fonds poitique. Ceux qui n'y consentent pas ou ceux qui, soit par nonchalance, soit par manque de temps, négligent à remplir cette formalité sont de plein droit exempts de la contribution.

Cette réglementation légale des détails les plus insignifiants en cette matière suffit à nous montrer jusqu'à quel point la législation nouvelle a voulu pousser son immixtion dans les pratiques trade-unionistes. La loi semble chercher à exploiter l'inertie des hommes en imposant des formalités à ceux qui consentent un sacrifice pécuniaire pour soutenir les combats des Unions sur le terrain politique, mais qui très probablement ne bougeraient pas s'ils avaient à accomplir pareilles formalités. « Vous n'avez pas le droit, dit M. Harney aux Communes (1), quand un homme a donné son consentement à l'emploi de son argent d'une certaine façon, de lui dire : nous ne pouvons utiliser cet argent que si vous vous donnez la peine de nous envoyer une forme spéciale. Cet homme peut être un mineur aux mains noircies par un dur labeur et vous venez lui demander de remplir une forme pour ces fins ! ».

Le Gouvernement soutient que son premier souci, en proposant ces mesures, est d'empêcher que les travailleurs qui

(1) 2 Mai 1927, O. R. col. 1318.

(2) Lire discours de l'Attorney General aux Communes, le 2 Mai 1927, O. R. col. 1311 et s.

ne croient pas à l'action politique, soient contraints à payer une souscription qu'ils jugent inutile. Certes, ils peuvent aller demander leur décharge au siège de l'Union ou à l'une de ses filiales, en remplissant une forme spéciale à cette fin. Mais dans la plupart des cas, déclare le porte-parole du Gouvernement, ils se gardent bien de paraître comme dissidents. Ce sont des hommes discrets qui se résigneraient à supporter l'obligation de contribuer au fonds politique plutôt que de se signaler à l'attention de leurs camarades. Il y aurait donc, d'après cette allégation, une sorte de pression ou contrainte morale obligeant ces travailleurs à souscrire malgré eux, contrainte incompatible avec le principe de la liberté individuelle. Et pour remédier à cette situation il suffirait de substituer le principe de « contracter en dedans » à celui de « contracter en dehors » (1). En d'autres termes, les travailleurs qui consentent à la création d'un fonds pour des fins politiques, doivent désormais passer avec leur Union une sorte de contrat d'adhésion sous une forme spéciale, au lieu d'imposer à ceux qui n'y consentent pas l'obligation de sortir de ce contrat. Et ceux qui négligeront d'y adhérer seront exempts de plein droit de l'obligation de souscrire. Ce serait là, pensent les auteurs du projet de loi, une garantie pour les travailleurs hostiles à l'action politique de ne pas subir l'intimidation du seul fait d'aller demander aux « officiels » de leur Union l'exemption de payer. Et on s'étonne que les

(1) « Contracting in » instead of « contracting out ».

adversaires du projet mènent grand tapage pour une simple modification de procédé qui n'impliquerait qu'un simple changement dans la tenue des livres de comptabilité trade-unioniste.

Ces raisons sont-elles convaincantes ? Justifient-elles cette ingérence législative dans les affaires trade-unionistes ? Il est permis d'en douter. En effet, on sent très bien que le véritable but du gouvernement est d'interdire toute activité politique aux Unions ouvrières. Mais, visiblement gêné de ne pas pouvoir aller directement vers ce but, il semble s'évertuer à atteindre ce résultat par des moyens surnois. Ainsi en multipliant les mesures de surveillance, en réglementant l'usage des fonds unionistes, en paralysant les décisions des Exécutives par une protection excessive d'une minorité récalcitrante, les auteurs de la loi viseraient en réalité à se débarrasser de leurs adversaires politiques en même temps qu'à anéantir l'esprit de solidarité entre travailleurs. La législation nouvelle fait en effet des Unions ouvrières, des associations incapables d'administrer leurs propres biens en mettant en échec toute résolution de leurs Exécutives sous prétexte de préserver les intérêts et la liberté individuelle des travailleurs. A quoi servirait alors le groupement ? A quoi servirait la création d'un syndicat, si le comité exécutif mis à sa tête pour s'occuper des intérêts de l'ensemble des travailleurs étaient en quelque sorte rendu impuissant grâce à l'intransigeance d'une infime minorité encouragée par la loi. Oui, c'est une minorité infime qui est hostile à l'action politique,

aussi infime que le sacrifice pécuniaire demandé aux trade-unionistes pour soutenir cette action (1).

La loi semble introduire dans le monde trade-unioniste ce fameux principe dissolvant de « l'objection de conscience » qui met obstacle à toute possibilité d'action collective et en vertu duquel celui qui ne croit pas à l'utilité de quelque chose ne doit pas être forcé à la faire. Les contribuables dans un pays déterminé ont-ils le droit de refuser d'acquitter l'impôt sous prétexte qu'ils ne croient pas à l'utilité de l'armée, de la police ou du service d'éclairage ? Ça serait l'anarchie pure et simple. Et pourtant c'est le principe que la loi de 1913 voudrait impliquer au monde trade-unioniste en vue de soustraire quelques travailleurs à l'obligation de souscrire, et que la loi de 1927 a consolidé en exemptant de plein droit ceux qui ne s'obligent pas par écrit à verser un shilling par an !

D'un autre point de vue, comment a-t-on pensé pouvoir éviter la contrainte ou l'intimidation par un simple renversement de règle ? Il n'y a, à notre avis, aucune différence de situation entre ceux qui ne sont exempts de l'obligation de souscrire qu'en accomplissant une certaine formalité, et ceux qui le sont parce qu'ils négligent de l'accomplir. L'intimidation peut s'exercer aussi bien sur les uns que sur les autres. Mais il serait inutile de nous arrêter longuement sur ce point. L'intérêt de la question est ailleurs.

(1) Un shilling par an.

Il est évident que l'action politique du trade-unionisme est aussi indispensable pour la défense des intérêts ouvriers que l'action industrielle ou économique. On n'ignore pas que l'activité des travailleurs dans le domaine politique et parlementaire a largement contribué au développement de cette législation dite sociale, protectrice de leurs intérêts moraux et matériels. Une telle activité nous paraît donc légitime et juste. Tous les travailleurs doivent supporter une partie des charges que nécessitent la participation de leurs représentants aux affaires politiques, puisque tous les travailleurs en profitent. Si des abus sont parfois commis par les politiciens qui s'arrogent le droit de représenter les masses laborieuses, et qui ont provoqué une répugnance de l'action politique dans certains milieux trade-unionistes, le remède ne sera nullement trouvé dans la condamnation de toute activité dans ce domaine. Il serait donc injuste de paralyser l'effort ouvrier par des mesures légales sous prétexte de protéger une minorité récalcitrante ou pour toute autre raison, étant démontré que cet effort profite à l'ensemble des travailleurs, et qu'on ne saurait permettre à une poignée de travailleurs ignorant leurs propres intérêts, ou cherchant simplement à s'en remettre sur le dos de leurs camarades des charges pécuniaires, tout en partageant les avantages obtenus, à mettre obstacle à l'action ouvrière par une obstruction systématique encouragée par la loi.

APPENDICE - CONCLUSION

LA PAIX INDUSTRIELLE EN ANGLETERRE

Le malaise industriel subsiste en Grande-Bretagne. La nouvelle législation que nous venons d'examiner n'a point contribué à dissiper ce malaise. Le chômage sévit plus que jamais avec l'aggravation des conflits depuis la guerre mondiale (1). Hommes d'Etat, patrons et ouvriers sont unanimes à déplorer cette situation, et réclament avec la même force qu'on y mette fin, et qu'on établisse des bases solides à une paix industrielle durable. Mais on est loin de trouver la même unanimité sur les moyens préconisés pour organiser cette paix. Le gouvernement a cru devoir satisfaire l'opinion générale en faisant passer l'Act de 1927. Il a pensé qu'une restriction aux libertés syndicales pourrait restaurer une paix durable (2). Cependant l'initiative gouvernementale est loin de produire l'effet voulu. Elle n'a provoqué que l'indignation et l'amertume chez les travailleurs. Elle n'a même pas satis-

(1) La moyenne de temps de travail perdu par les conflits industriels en Angleterre durant les 21 ans qui se terminent le 31 décembre 1913 s'élève à 8.737.000 jours contre 27.761.000 jours dans les 7 années qui finissent le 31 décembre 1925. En 1926 les journées de travail perdues pour l'Angleterre à la suite du conflit minier et la grève générale sont évaluées à 162.784.000 jours (chiffres cités par M. L. Scott aux communes le 3 mai 1927, Off. Rep. Col. 1530).

(2) « Paix en notre temps O Seigneur ! » Telle était la péroraison finale d'un discours prononcé par le premier ministre actuel (M. Baldwin) à la suite de la grève de Mai 1926. (Cité dans le « Labour Monthly de Mai 1927, p. 281).

fait le patronat (1). L'opinion publique ne semble pas croire à son efficacité. Il en témoigne les résultats des élections partielles parlementaires qui ont été presque toutes défavorables au gouvernement et favorables aux travaillistes qui mettaient en tête de leur programme électoral l'abolition de l'Act de 1927 (2).

S'il y a une accalmie relative dans l'industrie anglaise depuis l'échec de la grève de 1926, ce n'est nullement le résultat des mesures légales ou judiciaires envisagées par le gouvernement contre les activités trade-unionistes, mais parce que à l'agitation épuisante, succède forcément une période de silence qui ne signifie guère que les conflits se soient éliminés ou la paix rétablie. Au contraire, le problème reste insoluble, et le patronat fut le premier à sentir le danger d'une situation à laquelle on ne saurait remédier par des polémiques sur la légalité ou l'illégalité d'une telle ou telle entreprise ouvrière. Le patronat, instruit par l'expérience, pensa qu'il n'y avait rien à gagner de l'intervention des tribunaux ou de la police dans le domaine économique. Il a presque toujours obtenu les meilleurs avantages par voie des négocia-

(1) Dans un appel au premier ministre, un important groupe des « capitaines » de l'industrie britannique exprimèrent la crainte que le nouveau bill, proposé par le gouvernement au sujet des activités trade-unionistes, ne misse obstacle à la paix économique tant désirée. Il déclare que la seule annonce du bill a déjà développé les antagonismes entre employeurs et employés juste au moment où les relations industrielles commençaient à s'améliorer. (Cité par M. L. George aux Communes le 5 Mai 1927, *Of. Rep. Col.* 1822).

(2) Les dernières élections municipales en Angleterre (novembre 1928) se sont terminées par la défaite écrasante du parti-gouvernemental (voir les journaux du 23-24 novembre 1928).

ciations directes avec les chefs trade-unionistes alors que les interventions de l'Etat dans les conflits ouvriers ont été souvent malencontreuses.

Après le vote de l'Act de 1927, un important groupe de patrons s'est décidé à prendre contact avec les dirigeants du mouvement ouvrier et, sur l'initiative de Sir A. Monde (1), il adressa une invitation au T. U. C. à une conférence pour discuter l'ensemble des problèmes économiques et afin de trouver des bases solides à une paix industrielle durable. Dans une lettre envoyée au G. C. (2), Sir A. Monde, au nom du groupe (3) qu'il préside, déclare notamment que le but de la conférence sera d'entamer une discussion générale couvrant le champ tout entier de la réorganisation et des relations industrielles. « Nous estimons, écrit-il, que la reconstruction industrielle ne pourrait être entreprise avec succès que par la coopération et le concours de ceux qui sont qualifiés pour parler au nom du travail organisé. Nous croyons que les intérêts communs qui nous lient sont plus puissants que les intérêts apparemment divergents qui nous séparent... La prospérité de l'industrie ne peut, à notre avis, être pleinement réalisée que par une complète et franche reconnaissance des faits tels qu'ils existent, ainsi que par

(1) (Actuellement Lord Melchett).

(2) (Le Comité exécutif du Congrès trade-unioniste).

(3) Ce groupe se compose d'une vingtaine de puissants industriels qui contrôlent un capital dont le montant est évalué à un milliard de livres sterling. Il ne représente pas officiellement tout le patronat anglais, mais il semble que son influence sur les capitalistes soit indéniable. (V. Rapport sur le Congrès trade-unioniste, 1928, P. 210).

une égale détermination d'accroître la force compétitrice de l'industrie britannique sur les marchés du monde. Cela peut être mené à bonne fin par des négociations directes avec le double objectif de restaurer la prospérité industrielle et d'améliorer le niveau de vie de la population » (1).

Le G. C. estimant que, pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier anglais, les représentants du travail organisé sont invités à prendre contact avec un groupe de puissants industriels pour discuter de la finance et l'aménagement de l'industrie, des nouveaux développements dans la technologie et l'organisation, et surtout des moyens d'assurer le niveau de vie le plus élevé à la classe travailleuse, n'hésita pas à accepter l'invitation de collaborer avec le groupe Monde.

Cette acceptation de « collaborer avec les capitalistes » ne manqua pas de soulever de vives critiques dans les milieux avancés du trade-unionisme. On reproche vivement au G. C. d'engager les travailleurs dans des négociations inutiles et dangereuses. Inutiles, parce que le groupe Monde ne serait que l'ombre des véritables puissances anonymes qui contrôlent l'industrie, à savoir la haute banque et les manieurs d'argent. Or, avec ces derniers il n'y aurait pas moyen de discuter sur la technique industrielle, ou sur l'amélioration du sort des travailleurs. Car il leur serait facile d'éviter ces discussions gênantes en se retranchant

(1) (The 6th Annual T. U. C. Swansea, 1928. Report P. 220).

derrière l'incompétence — « Cela ne nous regarde pas. Nous faisons le commerce de l'argent, et non pas du charbon » — vont-ils immanquablement répondre à ceux qui leur proposent une discussion à ce sujet.

D'autre part, il serait dangereux pour l'avenir du prolétariat d'entrer en pourparlers avec les capitalistes au lieu de les combattre. C'est l'éternel débat entre ceux qui ne veulent voir la question des rapports entre le capital et le travail que sous l'angle de la lutte de classes, et ceux qui envisagent une collaboration entre les deux entités.

Quoiqu'il en soit il semble qu'avant d'accepter, le G. C. ait envisagé trois attitudes différentes vis-à-vis de l'invitation du groupe Monde :

1) Proclamer franchement que les trade-unionistes devront faire tout ce qui est possible pour amener l'arrêt complet de la machine industrielle, et créer une situation révolutionnaire favorable à l'abolition du capitalisme. Cette tactique a été rejetée, comme futile et vouée à l'échec.

2) Dire aux employeurs de s'occuper de leurs affaires et de cela seulement, et en même temps recourir aux grèves partielles, et à l'agitation continuelle pour arracher au patronat des concessions et avantages.

C'est la vieille méthode, jugée incompatible avec les changements que nécessitent les conditions de l'industrie moderne. Et puis, ce serait un aveu d'impuissance pour le trade-unionisme que de refuser de prendre part dans les

réformes envisagées et qui s'imposent par la force des nécessités économiques.

3) Enfin une troisième attitude serait de proclamer courageusement que non seulement la prospérité de l'industrie intéresse le mouvement trade-unioniste, mais que ce mouvement doit avoir une voix dans le chapitre des réformes nécessaires à l'industrie moderne. Par conséquent, les travailleurs doivent répondre à l'appel patronal et s'engager dans les pourparlers où l'influence du trade-unionisme pourrait s'exercer favorablement.

C'est cette dernière attitude qui fut adoptée, et une première rencontre eut lieu le 12 Janvier 1928 à Londres entre le groupe Monde et les représentants du T. U. C. Dans cette première conférence, on se borna à un échange d'observations sur les différents problèmes à examiner, et une commission paritaire (Joint Committee) fut formée afin de poursuivre dans le détail l'examen de ces problèmes et d'élaborer un programme de travail qui sera soumis à une deuxième conférence. Après plusieurs réunions du Joint Committee, on tomba d'accord sur un certain nombre de points qui furent ratifiés par la deuxième conférence industrielle tenue également à Londres en juillet 1928.

Le Joint Committee déclare dans son rapport, soumis à la ratification de cette conférence, que l'origine des discussions en cours entre patrons et trade-unionistes remonte à une adresse faite par le président du T. U. C. tenu en septembre 1927 à Edinberg, et dans laquelle il disait notamment : « Nos

trade Unions n'ont pas encore atteint la limite de leur développement. Je serais même tenté à dire que nous ne sommes qu'au commencement de la période constructive du trade-unionisme. Pratiquement, rien n'a été fait jusqu'à présent pour établir le mécanisme effectif d'une conférence paritaire réunissant les représentants des organisations qualifiées pour parler au nom de l'ensemble de l'industrie. Un échange de vues entre les représentants responsables de la marche de l'industrie, et qui connaissent ses problèmes serait d'une signification beaucoup plus grande que la suggestion faite théâtralement dans certains milieux au sujet de la réunion d'une conférence nationale sous les auspices du Gouvernement en vue de discuter une vague aspiration vers la paix industrielle » (1).

Le Joint Committee ne se contente donc pas d'une vague aspiration vers la paix industrielle, mais veut envisager les réalités économiques afin d'établir une paix réelle et définitive qu'on ne saurait restaurer par de simples mesures de surface, ou des règlements de police.

Le rapport fait ensuite l'énumération de ce qu'il appelle les « topiques » susceptibles d'être examinées dans le détail ou faire l'objet d'une investigation, énumération non limitative d'ailleurs, puisque d'autres problèmes peuvent s'y ajouter à mesure que les conversations se développent.

(1) (Congrès de Swansea, 1928, Report P. 219).

Ces « topiques » se composent principalement des questions suivantes :

- 1) L'organisation des relations industrielles ;
- 2) Le chômage ;
- 3) L'organisation technique et le contrôle de l'industrie, et notamment la rationalisation ;
- 4) La finance industrielle. La technique monétaire. Les systèmes de crédit..., etc.
- 5) Constitutionnel : Le Conseil national industriel ;
- 6) International : La concurrence, les conventions internationales, etc...
- 7) Général : Des problèmes de l'habitation, de l'éducation, de l'apprentissage, etc...

On voit que c'est toute la question sociale posée par le rapport soumis à l'approbation de la conférence. C'est une formidable tâche que cette dernière se donne pour mission d'accomplir. Si elle parvenait à résoudre tous les problèmes exposés dans son programme de travail, elle aurait incontestablement restauré une paix réelle et durable dans l'industrie anglaise. Certes, les difficultés de la tâche semblent sauter aux yeux. On n'a fait que poser les problèmes, ce qui ne veut pas dire qu'on les ait résolus. Mais les conversations continuent avec une ténacité bien anglaise, et il semble même que l'on soit tombé d'accord sur les points suivants :

- 1) Les employeurs reconnaissent l'autorité nationale du T. U. C., et recommandent aux ouvriers d'adhérer aux Unions qui en font partie.

2) Les représailles et les récriminations de part et d'autre doivent cesser. Patrons et ouvriers consentent à oublier les différends qui les divisent encore au sujet de la grande grève de 1926, et mettre fin à la « victimisation » (1).

3) Un conseil national industriel, composé d'un nombre égal de patrons et de représentants ouvriers, doit être créé pour s'occuper des conflits, et prévenir les grèves et les lock-outs.

4) La tendance vers une organisation rationnelle de l'industrie et du commerce est reconnue indispensable et doit être encouragée (2).

Ces premiers résultats auxquels les négociations entre le groupe Monde et les trade-unionistes ont abouti, ne semblent pas les décourager malgré les attaques des adversaires de la « Coopération » entre le capital et le travail, qu'on trouve d'ailleurs dans les deux camps.

Ces résultats paraissent très médiocres à certains chefs du mouvement ouvrier. En effet, ceux-ci ne semblent pas faire grand cas de la reconnaissance du T. U. C. par le patronat. Le T. U. C., disent-ils, est reconnu en fait par les employeurs. Il est d'usage depuis longtemps en Angleterre, comme le constate d'ailleurs le rapport du Joint Com-

(1) La « victimisation » est l'exercice de représailles patronales ou ouvrières contre ceux qui se sont signalés par leur activité au cours des conflits. Les travailleurs se sont plaints souvent de la « victimisation » patronale — à la suite de la grève de 1926 — à raison de leur activité syndicaliste, ce qui attirera l'attention de la conférence sur cette question.

(2) V. Le Daily Express du 5 Juillet 1928).

mittee (1), que les employeurs négocient avec les Exécutives et « officiels » des Unions confédérées au T. U. C. sur toutes les questions relatives aux conditions de travail, salaires, etc... Cette reconnaissance de fait a été en quelque sorte imposée par la forte organisation des travailleurs anglais (2).

Quant à l'accord survenu sur la question de la « victimisation » ce ne serait, d'après les adversaires de la collaboration, qu'une liquidation du passé. D'ailleurs les patrons, soutiennent-ils, ne consentiraient jamais à ne plus recourir à la « victimisation ». Ils promettent bien d'abandonner cette arme, mais tant qu'il y a des milliers de sans-travail dans la rue, ils auront toujours le moyen d'opprimer ceux qui travaillent (3).

En ce qui concerne la création d'un conseil national industriel, les « anticollaborationnistes » n'y voient qu'une amélioration du système d'arbitrage actuel. L'arbitrage obligatoire est en effet repoussé par la conférence, et les vieux errements au sujet de la solution des conflits continueront donc comme dans le passé.

Enfin, l'accord relatif à la rationalisation a également soulevé de vives critiques. (4) On soutient que la rationalisation

(1) (Congrès de Swansea, 1928. Rep. P. 225).

(2) (V. discours de A. J. Cook, Swansea, 1928. Report. P. 434).

(3) (A. J. Cook. Op. cit. P. 436).

(4) La rationalisation est l'introduction dans l'industrie des méthodes de technique et d'organisation ayant pour but d'assurer le minimum de perte, soit de l'effort, soit du matériel. Ces méthodes consistent notamment dans l'organisation scientifique du travail, la standardisation des produits et matériel, la simplification des procédés, et enfin l'amélioration des systèmes de transport et du « marketing ». (V. Résolutions relatives à la rationalisation adoptées par la conférence économique mondiale tenue à Genève en Mai 1927 (Congrès de Swansea, 1928, Rep. P. 229).

sous le régime actuel ne profite pas aux travailleurs. M. J. A. Cook nous montre par des chiffres, qu'en Amérique, où la rationalisation est poussée à outrance, les salaires ouvriers ont diminué et le nombre des chômeurs a augmenté. (1)

Malgré les attaques dirigées contre la conférence et son œuvre, les pourparlers continuent, et on semble décidé d'aller jusqu'au bout, jusqu'à l'épuisement du programme élaboré. Et quelle que soit la valeur des critiques dont elle est l'objet, il est évident que l'initiative patronale constitue un pas hardi vers une paix effective.

En effet, pour la première fois dans l'histoire des relations économiques en Angleterre, le patronat fait appel au concours du travail organisé pour tenter de résoudre la question sociale. Il ouvre devant la conférence qui le réunit avec les dirigeants ouvriers toutes les possibilités. Il semble même décidé à ne pas reculer devant l'examen des problèmes qui touchent à ses privilèges séculaires, tels que le problème du contrôle ouvrier sur l'industrie, et celui de la socialisation des moyens de production. Certes, le groupe Monde ne représente pas officiellement tous les capitalistes, et ses décisions ne lient pas tous les patrons ; mais il suffit qu'un groupe si puissant entre dans cette voie pour que son exemple soit suivi. Les travailleurs n'y perdent rien. Ils ne peuvent qu'obtenir avantages et concessions tant que le patronat désire sincè-

(1) (Congrès de Swansea, 1928, Rep. P. 437).

rement aboutir à une solution définitive du problème social. L'avenir des négociations en cours nous réservera bien des surprises. Il n'est pas impossible que le patronat anglais entre dans les vues ouvrières et devienne socialisant. En Angleterre, on peut s'attendre à tous les paradoxes. Dans ce pays, où nous voyons le chef du parti conservateur combattu sur le terrain électoral par son propre fils qui professe le socialisme, où un jeune Lord vient de se défaire de sa fortune au profit de ses compatriotes et fonder avec d'autres richissimes anglais une société de socialisation de capitaux dite « Neighbours limited » (1) qui recevra tous leurs biens et les distribuera aux malheureux, il ne sera pas surprenant de voir la conférence industrielle entre le groupe Monde et les chefs trade-unionistes aboutir à une solution radicale des conflits sociaux sans l'intervention de la fameuse catastrophe de Karl Marx.

Vu : le Président

William OUALID.

Vu : le Doyen,

BERTHELEMY.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,

CHARLETY.

(1) V. le « Journal » du 13 Janvier 1929).

BIBLIOGRAPHIE

- B. & S. WEBB. — **Histoire du Trade Unionisme** (trad. d'Albert Métin), Paris, 1897.
- G. SOREL. — **Réflexions sur la violence**, 6^e éd., Paris, 1925.
- G. SOREL. — **Matériaux d'une théorie du Prolétariat**, 2^e éd., Paris, 1921.
- K. MARX. — **Le Manifeste du Parti Communiste** (traduction de Laura Lafargue), Paris, 1921.
- G. HANOTAUX. — **La démocratie et le travail**, Paris, 1910.
- J. E. MODIGLIANI. — **La loi syndicale fasciste** (Ed. de la nouvelle revue socialiste), Paris, 1927.
- W. H. THOMPSON. — « **The trade Union Bill** » Pamphlet, London, 1927.
- Sir J. SIMON. — **Three speeches on the General strike**, London, 1926.
- R. W. POSTGATE. — **A Workers' history of the great strike**, London, 1927.
- A. HENDERSON. — **Trade Unions & the Law**, London, 1927.
- MARK STARR. — « **Trade Unionism : Past & Future** », revised edition, London, 1926.
- A. COLE. — **The British Labour Movement**, London, 1924.

*
**

THÈSES

- A. SAULIERE. — **De la grève générale, de Robert Owen à la doctrine syndicaliste**, Paris, 1913.
- CRISTESCO VINTILA. — **Le droit de grève (fondement juridique)**, Paris, 1921.

M. DEFFRENNES. — **La coalition ouvrière et le droit de grève**, Paris, 1903.

HURVOIS. — **Du caractère juridique de la grève**, Paris, 1907.

M. BOITEL. — **Les idées libérales dans le socialisme de Jean Jaurès**, Paris, 1921.

*
* *

REVUES ET RAPPORTS

The Labour Monthly, A Magazine of international labour. London.

The mining Crisis & the National Strike, official report of the General council. London, 1926.

Report of the 60 th. Annual Trades Union Congress. Swansea, 1928.

Official Reports of Parliamentary Debates : House of commons ;
London.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
----------------------	---

Les conflits sociaux sont inévitables dans l'état actuel de la société. — Le rôle de l'Etat dans ces conflits. — L'extension du mouvement des grèves après la guerre mondiale. — La réaction que l'agitation ouvrière a provoquée dans certains pays: — En Italie : La loi syndicale italienne prohibitive des coalitions et des grèves. — L'effet des restrictions aux libertés ouvrières sur le bien-être des travailleurs. — L'état des travailleurs dans certaines colonies. — Aux Indes. — Le développement du capitalisme exige de plus en plus des mesures restrictives des libertés syndicales. — L'exemple de l'Amérique. — La réaction contre le droit de grève en Angleterre. — Première conclusion.

Première Partie

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE DU DROIT DE GREVE EN ANGLETERRE

I — Les premières trade Unions et leur but.. .. .	27
II — Les « Combination Acts » de 1799.. .. .	30
III — L'abolition des « Combination Acts » en 1824.. .. .	32
IV — L'agitation pour la réforme politique de 1832.. .. .	33
V — « Le nouvel esprit » des trade-unionistes (1845-1860).. .. .	34
VI — L'Act d'Amendement aux lois criminelles (1871).. .. .	37
VII — L'Act de conspiration et protection de la propriété (1875)	39
VIII — Le progrès politique du mouvement trade unioniste (1879-1906)	42
IX — La « Tafe Vale decision » et l'Act de 1906 sur les conflits industriels.. .. .	44
X — L'« Osborne case » et l'Act de 1913.. .. .	47
XI — Le mouvement trade unioniste pendant la guerre (1914-1918).. .. .	49
XII — Le premier conflit minier (1920).. .. .	51
XIII — 2 ^e conclusion.. .. .	54

CHAPITRE II

LA GREVE GÉNÉRALE DE MAI 1926

I — La présente situation de l'organisation ouvrière en Angleterre	57
II — La grève générale de 1926, ses origines.. . . .	61
III — Le rôle du gouvernement dans le conflit.. . . .	65
IV — Le déclenchement et l'échec de la grève.. . . .	70
V — 3 ^e conclusion.. . . .	73

CHAPITRE III

LA LÉGALITÉ DE LA GREVE GÉNÉRALE SOUS LE DROIT COMMUN ANGLAIS

I — La théorie de Sir J. Simon sur l'illégalité de la grève générale.. . . .	75
II — L'opinion du Juge Astbury.. . . .	79
III — Réfutation de la thèse de Sir Simon.. . . .	82
IV — 4 ^e conclusion.. . . .	

Deuxième Partie

LE « TRADE DISPUTE & TRADE UNION ACT »

I — Généralités	89
--------------------------	----

CHAPITRE PREMIER

« LA GREVE GÉNÉRALE EST ILLEGALE »

I — L'origine de l'idée de grève générale.. . . .	93
II — L'aversion des chefs ouvriers actuels pour l'idée de grève générale	97
III — Ce qu'entend le gouvernement par « grève générale »	103
IV — Article premier de l'Act. 1927.. . . .	106
V — 1 ^{re} observation : le lock-out	108
VI — 2 ^e observation : La loi ne fait pas mention de la grève générale.. . . .	113
VII — Analyse des nouveaux textes relatifs à l'action de grève.. . . .	116
VIII — Le procédé de « l'injonction ».. . . .	124
IX — L'objet de la grève.. . . .	126
X — Première conclusion.. . . .	130

CHAPITRE II

« L'INTIMIDATION EST ILLEGALE »

I — Le picketing	133
II — L'intimidation.. . . .	137
III — La protection des « blacklegs »	139
IV — 2 ^e conclusion.. . . .	143

CHAPITRE III

« LES CIVIL SERVANTS »

I — La restriction au droit syndical des fonctionnaires..	147
II — Les grèves qui constituent une violation prohibée du contrat de travail	155

CHAPITRE IV

NUL NE SERA CONTRAINT DE SOUSCRIRE AUX FONDS
POLITIQUES DES TRADE UNIONS

I — Le procès « Osborne » et l'Act de 1913 (« trade Unions Act »)	159
II — La restriction aux fonds unionistes par l'Act. de 1927	163

APPENDICE-CONCLUSION

La paix industrielle en Angleterre.. .. .	169
BIBLIOGRAPHIE	181

Imp. spéciale de la Librairie du Recueil Sirey
